



ASSEMBLÉE NATIONALE

DEUXIÈME SESSION

TRENTE-TROISIÈME LÉGISLATURE

Journal des débats

Le mercredi 23 novembre 1988

Vol. 30 - No 66

Président : M. Pierre Lorrain

QUÉBEC

Débats de l'Assemblée nationale

Table des matières

Affaires du jour

Projet de loi 74 - Loi modifiant la Loi sur les accidents du travail et les maladies professionnelles et la Loi sur les accidents du travail

Adoption du principe	3307
M. Yves Séguin	3307
M. Jean-Pierre Jolivet	3309
M. Yves Séguin (réplique)	3310
Renvoi à la commission de l'économie et du travail	3311

Projet de loi 99 - Loi modifiant la Loi sur la qualité de l'environnement et d'autres dispositions législatives

Adoption du principe	3311
M. Clifford Lincoln	3311
M. Jean-Pierre Charbonneau	3320
M. Robert Middlemiss	3330
M. Jean-Guy Parent	3332

Présence d'athlètes des équipes qui ont représenté

le Québec aux Jeux de Séoul et de Calgary 3334

Affaires courantes

Dépôt de documents

Rapports annuels du Conseil des universités et de l'Ordre des chiropraticiens du Québec	3334
Rapport annuel du Bureau d'audiences publiques sur l'environnement (BAPE)	3334

Dépôt de rapports de commissions

Vérification des engagements financiers	3334
Étude détaillée du projet de loi 68 - Loi modifiant la Loi favorisant la libération conditionnelle des détenus	3334

Dépôt de pétitions

Empêcher la commercialisation du dimanche	3334
---	------

Questions et réponses orales

Convoquer une commission parlementaire sur les programmes de transition nécessaires à l'entreprise	3335
Gratuité des services de maintien à domicile	3336
L'élimination des pneus à Saint-Amable et dans l'ensemble du Québec	3338
Déchets provenant des États-Unis enfouis en Estrie	3339
Rapport sur la surexploitation de certaines forêts privées	3340
Les dépotoirs illégaux au Québec	3341
Crédits additionnels demandés par les maisons d'hébergement des jeunes	3344
Barèmes d'admissibilité à l'aide juridique	3345

Dépôt de documents par le ministre de l'Environnement

Avis touchant les travaux des commissions	3346
Renseignements sur les travaux de l'Assemblée	3346

Affaires du jour

Affaires inscrites par les députés de l'Opposition

Motion proposant que l'Assemblée demande au gouvernement de respecter ses engagements électoraux à l'égard des jeunes

	3346
M. Guy Chevette	3346
M. Gaston Blackburn	3351
M. Jean-Pierre Charbonneau	3355
M. Maximilien Polak	3359
M. Laurier Gardner	3362

Ajournement

3364

Le mercredi 23 novembre 1988

(Dix heures cinq minutes)

La Vice-Présidente: À l'ordre, s'il vous plaît!

MM. et Mmes les députés, veuillez regagner vos sièges afin que nous puissions nous recueillir quelques instants.

Vous pouvez vous asseoir.

M. le député de Viau.

M. Cusano: Merci, Mme la Présidente. Je vous demanderais d'appeler l'article 17, s'il vous plaît.

Projet de loi 74

Adoption du principe

La Vice-Présidente: À l'article 17 du feuillet, le ministre du Travail propose l'adoption du principe du projet de loi 74, Loi modifiant la Loi sur les accidents du travail et les maladies professionnelles et la Loi sur les accidents du travail. M. le ministre du Travail.

M. Yves Séguin

M. Séguin: Merci, Mme la Présidente. Effectivement, on a déposé le projet de loi 74. Je me permettrai à ce stade-ci simplement des explications assez brèves, compte tenu que le projet de loi lui-même est assez bref. Il ne comporte que sept articles. Je voudrais davantage utiliser les quelques minutes qui me sont données pour expliquer le principe du projet de loi et ce qu'il cherche à faire. Je pense que la semaine prochaine nous aurons l'occasion d'en faire une étude détaillée article par article. Je pourrai, à ce moment-là, compléter les informations ou répondre à des questions.

Le projet de loi 74 vise essentiellement à modifier la Loi sur les accidents du travail et les maladies professionnelles et la Loi sur les accidents du travail.

Dans l'intérêt des auditeurs qui nous écoutent, pour comprendre un peu la nature du projet de loi, la Commission de la santé et de la sécurité du travail, mieux connue sous l'appellation de CSST, avait établi, dans les années 1979 et 1980, certains programmes pour favoriser la réadaptation au travail des travailleurs. Il y avait trois ou quatre programmes administrés à ce moment-là par la CSST, connus sous l'appellation plus globale, plus générale, de programmes de stabilisation économique.

Donc, la CSST innove ces programmes et environ 7000 à 8000 personnes y ont souscrit et en sont toujours bénéficiaires d'après les dernières statistiques que je recevais, il y a quelques mois, de la CSST. C'est quand même un groupe important de travailleurs qui ont bénéficié, de 1979 à aujourd'hui, d'un ensemble de programmes qu'on appelle globalement, comme je

le disais tantôt, programmes de stabilisation économique qui, malgré leurs différences caractéristiques, visent essentiellement à indemniser des programmes chez les employeurs pour favoriser la réadaptation au travail des accidentés du travail.

Le problème que veut corriger, jusqu'à un certain point, le projet de loi est bien simple. Certains employeurs, au cours des dernières années, ont estimé ou ont été d'opinion que ces programmes avaient été constitués par la CSST de façon illégale, parce qu'ils ne comportaient pas de règlements. Ces employeurs prétendaient que la CSST, si elle avait voulu faire ses programmes, aurait dû être habilitée par des règlements appropriés. Et un débat s'est engagé. La Cour d'appel du Québec a rendu des jugements donnant raison aux employeurs de sorte que la portée de ces jugements avait pour effet de permettre aux employeurs de se faire rembourser l'ensemble des montants qu'ils avaient payés pendant ces années. Je rappelle que cette situation a commencé vers 1979 ou 1980 jusqu'à 1985, alors qu'une autre loi, en 1985, a disposé de ces programmes de façon différente.

Dans le temps, Mme la Présidente, la prétention de certains employeurs devant les tribunaux a été simplement de soutenir que ces programmes installés par la CSST, lancés par la CSST il y a quelques années, et qui obligeaient les employeurs à engager des coûts pour faire la réadaptation au travail de ces accidentés du travail, à l'intérieur de ces programmes... Je parlais tantôt de ces quatre programmes qu'on connaît sous l'appellation globale de stabilisation économique et réadaptation au travail les employeurs ont obtenu un jugement, particulièrement devant la Cour d'appel, leur donnant raison à savoir que la CSST aurait dû avoir un règlement les habilitant à lancer ces programmes de sorte que les employeurs ne devaient pas être obligés de souscrire des fonds, de payer ces programmes.

On peut comprendre l'effet dévastateur pour les accidentés du travail d'un tel jugement ou, à tout le moins, on peut imaginer que la CSST, si elle se voyait dans l'obligation de permettre le remboursement aux employeurs des sommes dépensées pendant toutes ces années pour des milliers de personnes accidentées du travail... D'une part, si la portée du jugement se poursuivait, cela pourrait entraîner une dépense considérable et, deuxièmement, jusqu'à un certain point, entacher le droit de ces travailleurs à continuer à bénéficier de ces programmes, même si ceux-ci ont été modifiés, mais en continuant à les recevoir, puisque ces 7000 personnes continuent d'être des bénéficiaires de ces programmes. Même s'ils ont pris fin ou qu'ils ont été modifiés en 1985, ces personnes ont des droits acquis dans ces programmes et des droits acquis aux indemnités. Là, il y avait le problème que si la portée du jugement de la Cour d'appel n'était

pas modifié ou était laissé tel que le stipulait le jugement, ces programmes se verraient devenir nuls et, à ce moment-là, comme je l'expliquais, cela engagerait le remboursement aux employeurs.

Cela a inquiété, à juste raison, je pense, la CSST lorsque le jugement de la Cour d'appel a été connu. Un appel pour contester la demande des employeurs pour faire annuler ces programmes et se faire rembourser a été porté devant la Cour suprême, mais celle-ci a refusé d'entendre la cause. C'est ce qui fait qu'au moment où on se parle, nous sommes devant l'application possible du jugement de la Cour d'appel qui, d'une part, entraînerait l'annulation des programmes et, d'autre part, le remboursement aux employeurs.

Je pense que tant à la CSST que chez les représentants syndicaux et même dans le monde patronal, on considère que la portée sociale d'un tel jugement est tellement forte, tellement inacceptable socialement qu'on se voit dans l'obligation de déposer le projet de loi 74 qui a pour but essentiel de déclarer, rétroactivement, à la première année où ont été constitués les programmes, que ces programmes étaient valides, même s'il a pu y avoir défaut de règlement ou de technique qu'on pourrait appeler légal, de sorte que ces programmes vont être déclarés valides par la loi 74 qui va rendre, à toutes fins utiles, caduc, nul ou sans effet le jugement qui permettrait aux employeurs d'être remboursés et qui, par ricochet, comme je l'expliquais, ferait en sorte que ces programmes deviendraient nuls.

Je pense que, dans l'intérêt de ces travailleurs et de tous les autres, il est de l'intérêt public, Mme la Présidente, qu'on procède ainsi. Je dois dire que ce n'est pas habituel pour le gouvernement et pour n'importe quel de tous les gouvernements qui se sont succédé, ici, à l'Assemblée nationale, ou pour n'importe quel parti politique qui a été au pouvoir, d'adopter des lois dans le but de corriger des défauts d'autres lois ou de règlements, surtout avec des effets rétroactifs.

Mais il peut arriver que, dans l'intérêt public, surtout que l'intention du législateur ou l'intention, à l'époque, pouvait être jugée d'intérêt public et fort valable, à cause de défauts juridiques, de défectuosités légales, on se rende compte que certains programmes tout à fait souhaitables, tout à fait dans l'intérêt public, pourraient être attaqués devant les tribunaux et connaître des jugements qui pourraient entraîner leur disparition.

Nous n'avons aucune hésitation, Mme la Présidente, à procéder de cette façon pour protéger le droit de ces travailleurs, d'une part, à continuer de recevoir les indemnités qu'ils reçoivent depuis 1979 ou 1980. Donc, ça leur protège des droits acquis pour le passé et également pour le futur et cela fait en sorte, d'autre part, que les dix employeurs ne réussissent pas à se faire rembourser l'ensemble de tous les paiements qui ont pu être faits par ces

programmes qui ont été adoptés.

Voilà essentiellement le but des quelques articles contenus dans le projet de loi 74. Cela se retrouve essentiellement à l'article 570 qui est dans l'article 1 du projet de loi. Vous me permettrez de le lire, parce que c'est l'essence même du projet de loi. On stipule que "les programmes de stabilisation **économique**, de stabilisation sociale et d'indemnités de réadaptation établis en application des articles 56 et 56.1 de la Loi sur les accidents du travail, sont et ont toujours été valides malgré le fait qu'ils n'aient pas été établis par règlement." Je pense que c'est le principe du projet de loi. C'est **clair**, c'est précis. J'en ai expliqué les effets. Cette loi va simplement court-circuiter - si vous me permettez l'expression - l'effet qu'auraient eu les jugements de la Cour d'appel à l'avantage de certains employeurs qui ont contesté la validité de ces programmes constitués et administrés par la CSST depuis nombre d'années. Comme je le soulignais, il n'est pas habituel de procéder ainsi, mais cela arrive de temps à autre. J'espère qu'avec ce projet de loi la situation sera réglée.

Il y a aussi une question de temps qui est importante. Comme je vous l'expliquais, étant donné que les jugements de la Cour d'appel ont déjà donné raison aux employeurs, il est important à ce stade-ci de procéder rapidement pour ne pas que ces employeurs, qui ont le droit de réclamer le remboursement en vertu de la loi actuelle et du jugement, puissent le faire. Cela mettrait la CSST dans l'obligation d'effectuer ces paiements et pourrait entraîner l'annulation ou la caducité des droits des travailleurs qui ont déjà reçu ces indemnités pendant des années.

Mme la Présidente, je pense être fidèle lorsque je dis que l'ensemble du milieu patronal-syndical a été unanime à souhaiter une intervention législative afin de corriger cette situation. Personne ne souhaite la disparition de ces programmes et, évidemment, personne ne souhaite que ces travailleurs perdent leurs droits à ces programmes qui, comme je le disais, ont été installés par la CSST, il y a plusieurs années, en réponse à l'amélioration des services et des indemnités. Ces programmes se sont bonifiés et améliorés chaque année. Ils sont devenus avec le temps des programmes très importants engageant des sommes fort importantes. On parle de plus de 200 000 000 \$ pendant ces années. Je pense qu'il est d'intérêt public et de l'intérêt de ces travailleurs que nous procédions ainsi.

Mme la Présidente, je souligne que ce projet de loi a été discuté au conseil d'administration de la CSST qui, comme vous le savez, est un forum paritaire c'est-à-dire que le conseil d'administration de la CSST est composé de représentants du monde patronal et syndical. Après une étude attentive de la situation, j'ai reçu une approbation unanime du conseil d'administration de procéder à un amendement à la loi pour valider, même rétroactivement, ces programmes.

(10 h 20)

Voilà essentiellement, Mme la Présidente, les quelques commentaires que je voulais faire à ce stade-ci au sujet de la loi 74. Je pense que le principe est facilement compréhensible, que le but de la loi me semble très clairement exprimé et qu'il n'y a pas beaucoup de modalités. En effet, le projet de loi ne comporte que six ou sept articles. Dans l'intérêt public, il est urgent que nous procédions. Le projet répond, comme je le soulignais tantôt, à la demande générale qui m'a été formulée pour qu'on intervienne afin de ne pas porter ombrage aux programmes constitués par la CSST au cours des années. Je vous remercie, Mme la Présidente.

La Vice-Présidente: Merci, M. le ministre du Travail. Je vais maintenant reconnaître M. le député de Laviolette.

M. Jean-Pierre Jolivet

M. Jolivet: Merci, Mme la Présidente. Voilà donc un projet de loi qui démontre, dans des circonstances aussi importantes que celles que nous avons aujourd'hui, l'importance pour le gouvernement et l'Opposition d'être d'accord pour l'ensemble des travailleurs visés par le projet de loi. Une injustice aurait pu être créée si on n'avait pas fait appel à ce projet de loi. Elle aurait eu pour effet de faire perdre à des travailleurs les indemnités du programme de stabilisation du revenu et des programmes de réadaptation, indemnités qu'ils avaient reçues en vertu des décisions prises par la Commission de la santé et de la sécurité du travail. La preuve en est qu'il y a eu contestation de la part des employeurs. Et c'était leur droit puisqu'ils voyaient que la loi leur donnait des raisons de le faire. Donc, loin de nous l'idée de leur dire qu'ils avaient tort. Au contraire, ils avaient raison. Ils croyaient qu'il y avait dans la loi ou dans les décisions prises par la Commission de la santé et de la sécurité du travail un trou leur permettant de faire valoir leur point de vue en prétendant payer pour des programmes qu'ils n'avaient nullement le devoir de payer.

Mais il fallait le faire. Cela a donc été - le ministre en a fait mention - corrigé pour le futur à compter de 1985, mais il reste ceux qui étaient dans cette situation entre 1979 et 1985. Près de 7000 travailleurs doivent être couverts par un effet rétroactif. Le ministre a raison. Il est rare que nous intervenions ici, à l'Assemblée nationale, par un effet rétroactif dans des projets de loi, mais, ici, il est de notoriété publique que les travailleurs et les employeurs, par l'intermédiaire du conseil d'administration de la Commission de la santé et de la sécurité du travail, ont dit, avec raison, qu'il fallait apporter des correctifs pour ne pas pénaliser l'ensemble de ces travailleurs.

Cela étant dit, nous avons devant nous un projet de loi qui fait l'objet d'une discussion.

Nous aurons l'occasion, la semaine prochaine, de l'étudier article par article, mais, d'ores et déjà, on peut dire que l'Opposition est d'accord avec le principe, d'abord rétroactif, de ne pas pénaliser les travailleurs bénéficiant de ces programmes. D'un autre côté, il faut dire que les employeurs qui avaient été obligés de payer à la CSST des montants d'argent comprendront très bien que c'est pour ne pas empêcher les travailleurs, jusqu'à ce que - dans ce contexte-là, c'est presque jusqu'au moment de leur retraite - ils soient soumis à des programmes comme ceux que l'on connaît par la loi actuelle...

J'aurai des questions à poser au ministre concernant le projet de loi et on aura l'occasion de regarder lors de l'étude article par article, s'il n'y a pas danger d'enlever, par l'intermédiaire du nouvel article 570, dans l'article 1 du projet de loi actuel, le principe qui garantit aux bénéficiaires le droit de continuer à être aidés par des programmes contenus dans le projet de loi actuel de la Commission de la santé et de la sécurité du travail. Le projet de loi 74 fait référence au projet de loi existant. J'aimerais que le ministre rassure les bénéficiaires et qu'il me rassure par le fait même qu'il n'enlève pas le droit aux travailleurs de bénéficier des programmes visés par la loi actuelle et que, au contraire, tout ce qu'il fait, avec l'article 570, c'est leur donner l'assurance, la garantie qu'ils auront droit de bénéficier des programmes, etc. Il y a le programme de stabilisation économique, sociale, de réadaptation et autres. D'autres programmes pourraient exister, et je ne voudrais pas que, par le projet de loi, on vienne enlever à 7000 travailleurs des droits qu'ils auraient ailleurs dans un autre projet de loi.

J'aimerais aussi connaître les raisons pour lesquelles le ministre, dans le projet de loi 74, inscrit: "La commission peut, par résolution et avec l'autorisation du ministre, modifier ces programmes; la Loi sur les règlements (Lois refondues du Québec, chapitre R-18.1) ne s'applique pas à ces modifications."

J'aimerais savoir si, par cet alinéa de l'article 570 qu'on vient modifier dans la loi actuelle, il n'y a pas danger de donner trop de pouvoirs à la fois au ministre et à la commission qui pourraient, d'un simple trait de plume, décider que, dans le futur, les programmes pourraient disparaître. Je pense que ce n'est pas là le but du ministre, mais j'aimerais qu'il nous garantisse et donne l'assurance à l'ensemble des bénéficiaires de 1979 à 1985 et de ceux qui ont suivi de 1985 à aujourd'hui et dans le futur que ce petit paragraphe ne lui donnera pas pleins pouvoirs de décider autre chose, parce que ce serait malheureux que, par le projet de loi actuel, on vienne corriger une situation et que dans un an, deux ans ou trois ans, on vienne par cet article dire: Écoutez, ça coûte trop cher, nous avons l'intention de les faire sauter. Je ne mets en doute en aucune façon la décision du ministre, mais j'aimerais être rassuré pour que

les bénéficiaires puissent l'être aussi.

Une autre chose revient dans le projet de loi à l'article 570.1 qui est ajouté par l'article 1 qui dit: "Une décision de la commission rendue en application d'un programme de stabilisation économique, de stabilisation sociale ou d'indemnités de réadaptation peut faire l'objet d'une révision et d'un appel comme s'il s'agissait d'une décision rendue en vertu de la présente loi." C'est la première.

La deuxième, c'est l'article 4 où on dit: "Un bureau de révision constitué en vertu du paragraphe 5 de l'article 63 de la Loi sur les accidents du travail demeure compétent pour examiner, entendre et décider toute demande de révision faite en vertu de cette loi et qui concerne les programmes de stabilisation économique, de stabilisation sociale ou d'indemnités de réadaptation."

J'aimerais savoir de la part du ministre quelles sont les raisons qu'il peut invoquer pour introduire ces deux articles-là? Quelles sont les raisons qui militent en faveur de l'introduction de ces pouvoirs nouveaux dans ce projet de loi qui, en fait, est un projet de loi qui a pour but de corriger une situation et non pas de se donner de nouveaux pouvoirs par l'intermédiaire d'un projet de loi qui veut corriger une situation? J'aimerais que le ministre, dans son droit de réplique ou au moment de l'étude article par article, nous indique les raisons pour lesquelles il doit introduire dans le projet de loi 74 l'article 570.1 et l'article 4 tels que libellés actuellement dans le projet de loi.

J'aimerais aussi savoir de la part du ministre, en termes de coûts, parce que le projet de loi a pour effet de prévoir les modalités de remboursement pour les employeurs visés à l'annexe B de la loi des dépenses et déboursés effectués par la commission en matière de réadaptation et de supprimer le pouvoir réglementaire prévu à cette fin. J'aimerais savoir ce que ça implique comme coûts à la commission, comme coûts additionnels qui doivent être faits ici. Et comme je suis assuré que ces programmes ne font appel, en termes de remboursement, qu'aux employeurs qui ont contesté les programmes, donc, H n'est pas question ici d'appliquer ce principe à tout autre qui pourrait venir le faire aujourd'hui.

(10 h 30)

Je pense que ce sont des droits au point de vue légal. Le ministre, qui est avocat, le sait très bien. Il y a des gens qui ont contesté. Ils ont gardé leur pouvoir de contestation jusqu'à la fin. Ils vont avoir des remboursements à faire, mais il n'est pas question à mon avis que le ministre donne ce pouvoir, cette capacité de remboursement à d'autres qui ne l'ont pas fait et qui disent aujourd'hui: L'avoir su, je l'aurais fait. Peut-être que le ministre pourrait nous indiquer combien d'employeurs ça touche au Québec et quel est le montant d'argent prévu par le projet de loi à cet effet.

Un dernier point qu'il est peut-être intéressant de considérer, c'est qu'en 1982, pour des raisons qui importaient à l'époque, compte tenu de l'ensemble de la difficulté économique qu'on a connue au Québec, donc de la récession, il y avait une indexation des prestations gelées depuis juillet 1982. Le ministre ne pourrait-il pas considérer dans le projet de loi actuel, puisque c'est lui qui a le pouvoir d'ajouter des coûts additionnels - le député de l'Opposition ne peut faire que des propositions au ministre, mais si le ministre ne les accepte pas, on n'a aucun pouvoir - le ministre accepterait-il de voir à ce qu'il y ait une indexation et que cette indexation soit rétroactive à 1982 comme le projet de loi alors qu'on voit l'injustice qui semble être créée pour cette série de gens de 1979 à 1985. De 1979 à 1985, il y a non-indexation et, à ce moment-là, comme la nouvelle loi prévoit une indexation, il me semble que la logique voudrait qu'on le considère dans le projet de loi comme étant une possibilité de régler l'ensemble du dossier une fois pour toutes et en même temps enlever une injustice additionnelle à ces 7000 travailleurs, rappelons-le, de 1979 à 1985 qui sont encore sur ces programmes et qui, depuis six ans, d'après les chiffres que nous possédons, auraient perdu près de 40 % de leur pouvoir d'achat.

C'est dans ce sens que je fais appel au ministre qui aura à me répondre au moment de sa réplique. C'étaient les quelques mots que j'avais à dire sur ce projet de loi en vous disant, Mme la Présidente, que l'Opposition souscrit à la demande du ministre d'agir rapidement dans le dossier pour éviter qu'il se produise d'autres événements malheureux, et en conséquence, compte tenu de la décision de la Cour de ne pas permettre d'aller plus loin dans le processus judiciaire, que le ministre puisse corriger au profit des travailleurs, les décisions qui ont été rendues par les cours. En conséquence, c'est avec empressement, tout en étant vigilant cependant, que j'ai indiqué au ministre que l'Opposition appuiera son projet de loi avec des modifications qui seront toujours au profit des travailleurs, si nécessaire. Merci, Mme la Présidente.

La Vice-Présidente: Merci, M. le député de Lavolette. M. le ministre du Travail, en réplique.

M. Yves Séguin (réplique)

M. Séguin: Oui, si vous me le permettez, Mme la Présidente, simplement quelques minutes non pas pour répondre à toutes les questions de mon collègue de l'Opposition - nous aurons l'occasion très prochainement, en commission parlementaire, d'apporter un éclairage sur certaines interrogations qu'il formulait - mais quelques petits renseignements qui peuvent être utiles. Le projet de loi garantit, par sa portée, à tous les bénéficiaires de ces programmes de conserver leurs droits acquis et j'aurai l'occasion

d'ailleurs d'introduire un amendement pour renforcer doublement cette garantie. C'est formel, ces personnes ont la garantie de conserver leurs droits acquis. Je me permets de souligner que ces personnes sont celles qui étaient bénéficiaires jusqu'au 19 août 1985, étant donné qu'à ce moment-là, l'autre loi a pris en charge, si vous voulez, ces programmes. Le problème que nous avons à corriger, c'est pour la période de 1979 à 1985.

Je voulais aussi mentionner qu'une des raisons pour lesquelles on a prévu un article permettant de corriger ces programmes par résolution et non pas par règlement, est peut-être d'ordre juridique. Si ces programmes ont été constatés défectueux parce qu'il n'y avait pas de règlement et qu'on procède par projet de loi pour dire qu'ils sont valides, même s'il n'y a pas eu de règlement, on croit logique de mentionner que si la CSST veut y apporter des changements qu'elle puisse le faire sans règlement pour être logique avec ce qui s'est fait depuis 1979, donc pour maintenir la même portée.

Deuxièmement, il y a aussi une raison pratique à cela, c'est de pouvoir corriger ces programmes, non pas pour les réduire, mais peut-être pour les bonifier et qu'elle puisse le faire, à ce moment-là, par résolution, mais avec, tout de même, l'autorisation du ministre. La garantie que je peux formuler, pour être conséquent avec le projet de loi que nous présentons, qui veut garantir les droits acquis de ces travailleurs par rapport à certains jugements, c'est qu'il ne s'agit pas, indirectement, de rouvrir ces programmes pour les diminuer. Je pense que là-dessus, c'est clair. L'intention de la CSST est de maintenir en toute garantie ces programmes, mais elle veut se donner la possibilité de les regarder pour voir s'il n'y a pas possibilité de les améliorer.

Cela rejoint peut-être la dernière question que me posait l'Opposition, à savoir s'il y avait des possibilités d'indexation. J'ai des discussions à ce sujet avec la CSST. Je ne prends pas l'engagement d'installer automatiquement l'indexation, c'est complexe, mais je me propose d'en discuter très sérieusement avec la CSST pour voir s'il n'y a pas une façon d'améliorer ces programmes instaurés en 1979 et qui ont payé des indemnités sans indexation, jusqu'à un certain point. Il faut dire qu'il y a quand même certaines bonifications qui ont été apportées à ces programmes avec les années.

Là-dessus, Mme la Présidente, en terminant, je peux dire que oui, nous aurons des discussions avec la CSST, certaines études seront faites pour voir s'il n'y a pas une façon, comme je le mentionnais avant, ou une possibilité qu'elle puisse les modifier par résolution avec l'autorisation du ministre. Qu'on puisse le faire pourrait être la façon, à ce moment-là, si on en convenait pour l'avenir, d'apporter des améliorations intéressantes aux travailleurs. Mais on verra si les études le permettent.

Ce sont les quelques commentaires qu'on

peut faire à ce stade-ci. Je remercie mes collègues de l'Opposition de consentir à ce principe du projet de loi et de voir que nous pourrions le faire adopter avec empressement, tout en ayant l'occasion, à l'étape de la commission parlementaire, d'en voir les détails. Je tâcherai, bien sûr, de compléter les informations et de répondre le mieux possible aux questions que les membres voudront bien me poser en commission parlementaire. Je vous remercie.

La Vice-Présidente: Merci, M. le ministre du Travail. Le débat étant terminé, est-ce que le principe du projet de loi 74, Loi modifiant la Loi sur les accidents du travail et les maladies professionnelles et la Loi sur les accidents du travail, est adopté?

Une voix: Adopté.

La Vice-Présidente: Adopté. M. le leader adjoint du gouvernement.

Renvoi à la commission de l'économie et du travail

M. Lefebvre: Oui, Mme la Présidente. Je fais motion pour déferer le projet de loi 74 à la commission de l'économie et du travail pour étude détaillée.

La Vice-Présidente: Est-ce que cette motion est adoptée?

Une voix: Adopté.

La Vice-Présidente: Adopté. M. le leader adjoint du gouvernement.

M. Lefebvre: Je vous demanderais d'appeler l'article 39 du feuillet, Mme la Présidente.

Projet de loi 99

Adoption du principe

La Vice-Présidente: À l'article 39 de notre feuillet, le ministre de l'Environnement propose l'adoption du principe du projet de loi 99, Loi modifiant la Loi sur la qualité de l'environnement et d'autres dispositions législatives. **Là-dessus**, je vais reconnaître, M. le ministre de l'Environnement.

M. Clifford Lincoln

M. Lincoln: Mme la Présidente, le projet de loi 99, que j'ai déposé mardi dernier, le 15 novembre, a pour but d'amender substantiellement la Loi sur la qualité de l'environnement, loi qui, comme vous le savez, remonte, dans sa première version, à 1972 et constitue la pièce législative maîtresse gouvernant la majorité des actions du ministère de l'Environnement.

Les intentions annoncées dans ce projet de loi peuvent se subdiviser en sept points. Premièrement, l'addition d'une nouvelle section relative à l'attestation d'assainissement, applicable aux établissements industriels faisant partie de certains secteurs jugés prioritaires et aux municipalités exploitant certains ouvrages d'assainissement des eaux usées. Ce projet de loi précise les procédures relatives à la demande d'attestation d'assainissement et à sa délivrance ou son refus. Il décrit le contenu de l'attestation de l'assainissement et détermine sa période de validité. Le projet de loi prévoit également un mécanisme de consultation publique de même que les motifs qui peuvent amener la modification, la suspension ou la révocation d'une attestation d'assainissement. Le projet de loi détermine le cadre réglementaire requis pour mettre en application cette section. (10 h 40)

Dans la deuxième section de ce projet de loi, il est prévu une augmentation des montants des amendes déjà prévues à la Loi modifiant la Loi sur la qualité de l'environnement et d'autres dispositions législatives, responsabilités des dirigeants des corporations et aussi une précision quant aux pouvoirs des fonctionnaires du ministère en matière de perquisitions et de saisies. Troisièmement, le projet de loi prévoit un pouvoir d'attribuer par règlement, un statut de confidentialité aux secrets industriels en possession du ministère ou exigés par le ministère. En quatrième lieu, le projet de loi prévoit une modification de certaines dispositions concernant la délivrance d'un certificat d'autorisation pour des activités en milieu hydrique et l'incessibilité d'un certificat d'autorisation. En cinquième lieu, il prévoit une abrogation de certaines dispositions relatives aux ententes intermunicipales. En sixième lieu, il prévoit une modification aux pouvoirs réglementaires concernant l'enlèvement et l'analyse des déchets. Finalement, il modifie, par concordance, certaines lois.

Je voudrais revenir en détail sur chacun de ces sept points. Laissez-moi indiquer immédiatement, cependant, que les deux principaux éléments de ce projet de loi sont les premiers mentionnés, soit, premièrement, l'introduction d'un nouvel outil juridique administratif, l'attestation d'assainissement, et, deuxièmement, un renforcement considérable de nos moyens d'appliquer lois et règlements, c'est-à-dire par l'augmentation des amendes et des peines de prison prévues déjà à la Loi sur la qualité de l'environnement.

En ce qui a trait à l'attestation d'assainissement, il est proposé d'introduire dans la loi une nouvelle section rendant obligatoire l'obtention d'une attestation d'assainissement pour les établissements industriels. La détermination des catégories d'établissements industriels qui seront assujettis à cette obligation sera faite ultérieurement par un décret gouvernemental. Les principales caractéristiques de cette attestation sont

les suivantes: un regroupement dans un même document légal de l'ensemble des exigences du ministère pour tous les types de rejet, c'est-à-dire eau, air et sol; deuxièmement, l'incorporation du programme correcteur ou de **décontamination** dans l'attestation; troisièmement, une obligation pour l'établissement industriel de surveiller et d'analyser les rejets, selon la fréquence et les conditions établies par le ministère et l'obligation de transmettre les résultats au ministère; quatrième, l'imposition de normes de rejet plus sévères pour tenir compte des milieux récepteurs fragiles et des risques toxicologiques; cinquièmement, l'obligation, si nécessaire, pour l'établissement industriel de réaliser des études sur les répercussions de ses rejets sur l'environnement; enfin, l'obligation pour l'établissement industriel de rapporter au ministère, dans les délais prévus, toutes les dérogations aux exigences inscrites dans son attestation, ainsi que les mesures prises pour y remédier.

Avant de délivrer une attestation, le ministère en informera le public qui pourra transmettre ses commentaires au ministère. Les attestations d'assainissement seront délivrées pour une période de cinq ans aux établissements industriels existants et pour une période de dix ans aux nouveaux établissements. Les circonstances pour lesquelles une attestation d'assainissement pourrait être modifiée au cours de sa période de validité sont précisées clairement dans le projet de loi.

À la suite de cette période, les établissements industriels devront faire renouveler leur attestation. Dans les cas d'infractions graves, l'attestation d'un établissement pourrait être suspendue ou révoquée. De plus, des droits seront perçus par le ministère pour la délivrance des attestations. Enfin, une procédure simplifiée du système d'attestation d'assainissement est proposée pour permettre un contrôle adéquat de l'exploitation des ouvrages municipaux d'assainissement des eaux usées.

Il est proposé de prévoir un pouvoir réglementaire permettant de prescrire les méthodes de prélèvement et d'analyse des échantillons. Un autre pouvoir réglementaire est proposé pour prescrire que l'analyse des échantillons prélevés soit effectuée dans un laboratoire accrédité par le ministre de l'Environnement. Il est proposé de prévoir un pouvoir réglementaire pour déterminer les qualifications des personnes physiques affectées au fonctionnement des équipements municipaux d'assainissement des eaux usées.

Pour ce qui est des amendes, il est proposé d'en augmenter le montant de façon substantielle. Par exemple, dans les cas de violation majeure par les corporations, une amende pouvant varier d'un minimum de 25 000 \$ à un maximum de 500 000 \$ est prévue pour la première infraction et une amende variant de 50 000 \$ minimum à 1 000 000 \$ pour toute infraction subséquente. Il en va de même pour les peines d'emprisonnement

qui pourront atteindre **18** mois.

De plus, des dispositions très importantes ont été ajoutées pour ce qui est des amendes. En effet, les tribunaux qui déclareront une personne coupable d'une infraction à la Loi sur la qualité de l'environnement pourront imposer une amende additionnelle d'un montant équivalent à celui du bénéfice pécuniaire que la personne a retiré de son infraction. Aussi, les tribunaux pourront ordonner au contrevenant de réaliser à ses frais toutes les mesures et tous les travaux nécessaires pour remettre les choses dans l'état où elles se trouvaient avant l'infraction. Donc, ces dispositions pour obtenir un remboursement ainsi que des travaux de mitigation de celui qui a provoqué la pollution sont des mesures essentielles dans notre outil de contrôle des rejets industriels.

Il est aussi proposé qu'un administrateur ou un dirigeant d'une corporation qui amène sa corporation par un ordre, une autorisation, un conseil ou un encouragement à rejeter un contaminant dans l'environnement est également passible des amendes les plus sévères et d'emprisonnement. Il est proposé de donner aux inspecteurs enquêteurs du ministère des pouvoirs accrus pour leur permettre de recueillir tous les éléments de preuve nécessaires à une poursuite pénale et de mener à terme leur investigation. De plus, les pouvoirs de saisie en cas d'urgence ont été précisés de même que les moyens de conservation de la preuve. Ce sont là les deux points majeurs de la loi.

Avant de vous présenter la problématique et la rationnelle sur lesquelles s'appuie ce projet de loi, j'aimerais vous montrer le lien étroit entre ce dernier et les grands principes et mécanismes que le ministère s'est donnés dans sa politique intitulée "Un nouveau CAP environnemental" que j'ai rendue publique l'automne dernier. Je vous rappelle ces principes qui sont au nombre de sept: d'abord, la clarté; deuxièmement, la fermeté; troisièmement, la sélectivité; quatrième, la transparence dans l'action; cinquièmement, l'approche intégrée; sixièmement, l'engagement des intervenants vis-à-vis de l'environnement et, septièmement, l'action concertée.

D'abord, la clarté. Si on veut agir collectivement avec rapidité et efficacité, il faut que les objectifs environnementaux poursuivis soient précis et les règles du jeu explicitées. Dans le domaine de l'assainissement industriel, la mise en oeuvre de ce premier principe d'action s'est traduite par la présentation, le printemps dernier, du programme de réduction des rejets industriels. Ce programme a pour objectif général de réduire d'ici à dix ans de 75 % l'ensemble des rejets industriels en accordant une attention particulière aux substances toxiques. Pour atteindre cet objectif, seront mises de l'avant de nouvelles règles du jeu comme le "monitoring" obligatoire des rejets par les entreprises et de nouveaux moyens d'action comme l'attestation d'assainissement dont j'ai déjà parlé qui est

l'objet premier du présent projet de loi.

Le deuxième principe d'action est la fermeté. Pour que la situation environnementale change effectivement, il ne suffit plus d'avoir des exigences claires, encore faut-il les faire respecter. Pour assurer la sécurité routière, chacun trouve tout à fait normal que le code de la route soit appliqué avec fermeté, voire avec rigueur. Jusqu'à récemment, la sécurité environnementale n'a pas fait l'objet d'une attention comparable. Mais, pour mettre en oeuvre ce deuxième principe d'action, soit la fermeté, le ministère vient d'obtenir des ressources additionnelles significatives: 36 enquêteurs et une centaine de personnes pour faire de l'inspection. Le ministère disposera désormais d'une réelle force pour détecter et réprimer les infractions à la réglementation et aux exigences environnementales. Des amendes beaucoup plus sévères et des peines d'emprisonnement sont le complément essentiel à l'action ferme du ministère vis-à-vis des récalcitrants et l'élément dissuasif capable d'arrêter ceux qui n'ont pas encore acquis le respect de notre environnement. La crainte est, malheureusement souvent le commencement de la sagesse.

(10 h 50)

Nous allons aussi obtenir une augmentation significative de notre équipe juridique et de notre personnel de laboratoire, afin que toute cette équipe d'enquêteurs, d'inspecteurs... L'équipe juridique et l'équipe du laboratoire vont former un tout afin d'assurer un contrôle des plus rigoureux de la loi.

Le temps manque pour détailler les 50 principes d'action. Cependant, au cours de l'exposé que je me propose de faire sur la problématique qui sous-tend tout le projet de loi, vous reconnaîtrez aussi le souci de mon ministère d'être non seulement clair et ferme, mais aussi sélectif, transparent, intégré dans ses approches, engagé et concerté avec les intervenants.

Il est important, pour avoir une vue d'ensemble du programme de réduction des rejets industriels, de dresser un portrait de ce qu'est la situation environnementale au Québec. Qu'est-ce que l'assainissement industriel au Québec? Les objets mêmes des actions sont entre 12 000 et 13 000 industries sur le territoire. 2300 industries qui déversent dans les cours d'eau des effluents qui nécessitent des traitements; 180 industries qui déversent encore dans l'atmosphère des fumées très dangereuses; 3500 industries qui produisent et accumulent des déchets dangereux. En mai dernier, le ministère de l'Environnement rendait public un premier bilan de l'état de l'environnement dans notre province. On y trouvait les chiffres que j'ai cités et bien d'autres qui illustrent les défis à relever. En fait, le coût de la pollution au Québec est estimé, par année, à un minimum de 1 700 000 000 \$ allant jusqu'à 3 500 000 000 \$.

C'est certes dans le domaine atmosphérique

que le tableau est le moins sombre. La pollution locale est en régression. Plus de 70 % des gros pollueurs ont un programme d'assainissement de leurs émissions. Mais de nouveaux polluants toxiques, les **HAP**, les dioxines, les furanes sont les plus préoccupants et ne sont pas couverts.

Pour ce qui est du domaine de l'eau, 40 % des industries polluantes ont un programme d'assainissement de leurs effluents et 80 % de celles-ci ont effectivement réalisé ce programme. C'est donc dire que 32 % seulement des industries ont **fait** le travail de dépollution.

Dans le domaine des **sols** contaminés et de la gestion des déchets dangereux, le travail le plus lourd reste toujours à faire par l'industrie.

A la lumière de ces quelques données, le bilan des interventions d'assainissement industriel au Québec n'est pas particulièrement reluisant. Mais il s'alourdit si, en plus, on y ajoute le constat que les interventions sont généralement sectorielles, **c'est-à-dire** limitées à l'eau, à l'air, au **sol** et morcelées en termes réglementaires et, enfin, que la question des toxiques n'est traitée que très superficiellement. Par ailleurs, l'examen des données permet de constater que 80 % des polluants proviennent de 5 % des industries. C'est une constatation capitale qui nous amène à concentrer nos efforts sur ce qui compte le plus. Si nous voulons progresser rapidement dans la dépollution industrielle il nous faudra cibler sur ces 5 % des industries.

Premièrement, pour un rythme accéléré de l'assainissement et, à l'instar de plusieurs États du monde industrialisé, le Québec a décidé d'accélérer la réduction des rejets industriels. Nous avons ainsi placé au rang de nos plus hautes **priorités** celle de réduire ces rejets de 75 % d'ici à dix ans en s'attaquant de façon particulière à l'enlèvement des toxiques. C'est à cette fin qu'a été conçu le programme de réduction des rejets industriels, programme dont le principe et les modalités principales ont été acceptés par le Conseil des ministres du Québec en mai 1988.

Deuxièmement, je mentionnais tantôt que 80 % des rejets industriels proviennent de 5 % des industries. Notre nouveau programme vise ces 5 %. 632 entreprises feront l'objet d'une intervention prioritaire. Elles appartiennent aux six secteurs industriels jugés comme les plus susceptibles de polluer. On a considéré ici l'importance de leurs rejets ainsi que la probabilité que ces derniers contiennent des substances toxiques. On envisage, pour 196 de ces industries, une action à court terme, entre 1990 et 1993 et, pour les 436 autres, une intervention à plus long terme allant **de 1992 à 1996**.

Les établissements soumis à une action prioritaire dans le secteur industriel seront ceux des pâtes et papiers, des mines, de l'exploitation minière, de la métallurgie et de la chimie. Dans le premier secteur ciblé de cinq ans, soit 196 entreprises, 57 appartiennent au domaine des pâtes et papier, 48 à l'exploitation minière, 28 à

la métallurgie et 63 au domaine chimique. À moyen terme, nous allons nous attaquer à 50 autres industries du domaine de l'exploitation minière, 43 de la métallurgie, 99 du domaine de la chimie, 3 du domaine pétrolier ainsi qu'à 241 industries du domaine de revêtement de surface; donc à 436 industries. En tout, le nombre d'industries à être ciblées à court et à moyen terme totalisera 632 entreprises.

Troisièmement, le ministère préconise une démarche intégrée d'assainissement couvrant l'ensemble des polluants industriels. **qu'ils** soient rejetés dans l'eau, dans l'air ou dans le **sol**. Il sera ainsi plus facile pour l'entreprise de connaître en même temps toutes les exigences du ministère et, **conséquemment**, de mieux orchestrer son plan de dépollution. De plus, elle aura désormais un contrat privilégié avec un interlocuteur unique du ministère qui coordonnera le dossier sous tous ces aspects. Cette approche vise également à minimiser les risques de transfert des projets d'un milieu à un autre, par exemple de l'air et de l'eau. Nous sommes la première juridiction en Amérique du Nord à adopter **le** principe d'intégration des secteurs de l'eau, de l'air et du **sol**. Les juridictions avec lesquelles nous avons abordé le sujet ont dit que, si elles avaient à le faire aujourd'hui, elles auraient certainement entrepris une approche intégrée. Nous voulons éviter, par exemple, que les poussières remplies de contaminants enlevés des émissions de cheminées ne se retrouvent dans les lieux d'enfouissement, que les boues de traitement des effluents ne soient épandues dans les champs, retournées à la rivière ou ne contaminent les eaux souterraines, que des barils de déchets liquides dangereux ne soient déversés dans les cours d'eau. L'approche intégrée assurera la concordance entre les interventions envisagées par les diverses unités du ministère

Quatrièmement, l'attestation d'assainissement. Le ministère de l'Environnement du Québec possède déjà un certain nombre d'outils légaux pour intervenir en matière de contrôle des rejets industriels. Une loi de portée générale et sept règlements sectoriels sont ses outils. La principale faiblesse de l'approche actuelle réside dans le fait que le ministère doit faire une démarche auprès de chaque entreprise pour vérifier leur conformité aux normes et les forcer à mettre en oeuvre un programme de réduction. Avec les années, les entreprises ont adopté une attitude attentiste face à l'intervention du ministère. Un nouvel outil légal est donc requis pour renverser cette situation et faire en sorte que l'industrie aura, elle, l'obligation de soumettre des données sur ses rejets et veiller périodiquement à présenter et faire approuver son programme de réduction des rejets. Pour arriver à cette fin et pour ainsi accélérer le processus d'assainissement par l'industrie, nous mettons donc en place une approche nouvelle au Québec, une approche qui a fait ses preuves aux États-Unis en termes d'efficacité, de rapidité et de résultats concrets.

Il s'agit justement de l'attestation d'assainissement.

À compter de l'automne 1989, les entreprises devront obtenir une attestation d'assainissement et, en plus de leur demande d'attestation, elles devront fournir les résultats des analyses de leurs rejets, conformément aux indications préalablement fournies par le ministère. Pour y arriver, nous devons d'abord modifier la Loi sur la qualité de l'environnement et adopter un règlement pour la délivrance des attestations d'assainissement.

(11 heures)

Qu'est-ce au juste, une attestation? C'est un document légal délivré individuellement à chaque industrie et qui rassemble toutes les exigences environnementales auxquelles l'industrie doit se soumettre: eau, air, sol et déchets. Ce document légal d'une durée limitée généralement à cinq ans, mais à dix ans pour les nouvelles usines, comprend l'obligation pour l'industrie d'identifier ses rejets, eau, air et sol et d'en faire rapport au ministère; l'obligation pour l'industrie de procéder à un suivi systématique de ses rejets, de faire rapport à des fréquences déterminées et de déclarer tout dépassement de normes; le rappel des normes réglementaires existantes auxquelles l'industrie est déjà soumise; le plan correcteur exigé et son échéancier, des tests de conformité, des études spéciales et les contraintes additionnelles exigées pour protéger les milieux fragiles. Ces attestations ne seront pas gratuites. Elles comportent un coût annuel reflétant les coûts administratifs du ministère pour appliquer la réglementation. Les analyses qu'effectueront les entreprises feront l'objet d'un contrôle étroit. Les travaux d'assainissement devront être autorisés par le ministère. Les laboratoires d'analyse devront être accrédités. Le non-respect des conditions spécifiées dans l'attestation d'assainissement pourra entraîner sa révocation par le ministère.

Toute violation des normes de rejet ou des exigences additionnelles inscrites dans l'attestation d'assainissement rendra le contrevenant passible de sanctions pouvant aller jusqu'à 1 000 000 \$ et un an d'emprisonnement. Le programme propose que les normes auxquelles seront soumis les rejets industriels soient ajustées périodiquement pour tenir compte de l'évolution des technologies de réduction. Les ajustements seront effectués sur la base des standards technologiques reconnus en Amérique du Nord, soit les MTDER, les meilleures technologies disponibles économiquement réalisables. C'est maintenant, en effet, la technique pour bâtir en Amérique du Nord.

Ces nouvelles normes seront intégrées au règlement régissant présentement les rejets industriels. Pour ce qui est des rejets dans les réseaux d'égout qui n'étaient pas assujettis jusqu'à maintenant aux normes réglementaires, ils seront désormais visés par un règlement spécifique. Le ministère obligera les entreprises qui

rejetent leurs eaux usées dans les réseaux d'égout à faire le pré-traitement de leurs effluents.

Dans le but de contrôler les rejets des stations municipales d'épuration, le ministère exigera des municipalités qu'elles assurent une analyse périodique de leurs effluents. Elles devront aussi obtenir une attestation du ministère.

Par ailleurs, les stations d'épuration des eaux municipales se verront imposer par règlement des normes de rejet. Dans certains cas, étant donné la fragilité des milieux récepteurs, la seule application des normes réglementaires pourra s'avérer insuffisante. Le ministère pourra alors formuler des exigences additionnelles en considérant la sensibilité des milieux et les risques pour la santé humaine.

Sixièmement, étant donné l'ampleur des objectifs du programme, il nous est apparu essentiel de procéder à une vaste consultation publique. Divers mécanismes de consultation sont prévus pour chacune des deux phases d'application du programme. La première phase, qui en est une d'élaboration, se poursuivra jusqu'en décembre 1988. La deuxième phase, soit celle de la mise en oeuvre du programme, débutera en janvier 1989. L'élaboration de ce programme ne s'est pas faite en vase clos. Les ministères à vocation économique comme Industrie, Commerce et Technologie, ont été invités à commenter les premières ébauches du programme. Le comité permanent au développement économique et le comité permanent à l'aménagement du territoire et au développement des ressources se sont penchés sur les répercussions du programme, sur les champs de compétence respectifs avant de donner leur accord de principe.

Une période de consultation publique a été amorcée avant le lancement du programme en juin dernier. Des séances d'information publiques ont été tenues en juin et en août. Les intéressés ont eu jusqu'au 15 octobre pour présenter leurs commentaires par écrit. Leurs mémoires, au nombre de 38, sont analysés présentement et, d'ici à la fin de 1988, une version finale du programme sera rendue publique ainsi que la synthèse des mémoires. Des comités mixtes seront formés dès le début de 1989 pour chaque secteur industriel considéré comme prioritaire. Ils seront constitués de représentants des associations industrielles, de représentants municipaux, de groupes environnementaux, de consultants ainsi que des ministères de l'Environnement du Canada et du Québec.

Leur tâche consistera à établir la liste des polluants toxiques que les entreprises devront analyser et à discuter par la suite de nouvelles normes de rejet conventionnel et toxique à recommander au gouvernement. La concertation que le ministère préconise à l'extérieur de ses murs, il a aussi voulu la vivre à l'intérieur. C'est dans cet esprit que la réduction coordonnée des rejets industriels fait maintenant l'objet d'une

table de concertation interne à laquelle sont conviés les représentants de 23 unités administratives impliquées de près ou de loin dans ce champ d'action. Dans le cadre plus général de la gestion par résultat récemment implantée au ministère, chaque représentant d'une unité administrative est invité à débattre et à justifier devant ses pairs les programmes et les ressources humaines et financières qu'il requiert pour les années à venir.

Cette étape est le théâtre de discussion et de consensus pour s'assurer que les ressources partagées servent bien à l'atteinte de l'objectif commun du champ d'action. En outre, un système d'information permettra d'évaluer périodiquement le degré de réalisation du programme et de ses effets. Dans ce même **esprit**, le programme de réduction des rejets industriels est coordonné par une équipe de sept personnes faisant appel aux unités opérationnelles existantes, exigeant une concertation de tous les instants.

Septièmement, le développement de technologies plus propres est intimement lié à ce programme de contrôle des rejets industriels. Ce développement des technologies plus propres est lié à l'économie des matières premières, à la réduction à la source des sous-produits indésirables, à la récupération des résidus, à la réutilisation des matières non transformées, au recyclage des catalyseurs et des sous-produits, et à l'économie de l'énergie. Toutes ces interventions contribuent à augmenter le rendement, la rentabilité de l'entreprise, et elles peuvent aussi contribuer à la conservation de l'environnement en même temps. Les deux objectifs sont donc convergents. C'est de cela qu'il faut convaincre de plus en plus l'entreprise.

C'est aussi pour ça que nous entendons favoriser l'implantation des technologies propres pour la réduction des rejets industriels. À cette fin, nous comptons aider l'industrie en facilitant l'accès aux banques de données sur ces technologies, en élaborant des programmes conjoints de recherche avec les entreprises et les chercheurs, en coordonnant l'accès aux divers programmes existants de recherche et de développement. L'aide à la PME sera privilégiée, puisque les petites entreprises n'ont pas toujours les moyens de supporter la recherche et le développement. Je voudrais vous citer quelques exemples de technologies propres dans l'entreprise québécoise. La mise au point du procédé **"thermonic"** qui permet de recycler les boues toxiques des usines de traitement de surface. La récupération de 8 % de la matière grasse autrefois perdue à l'**égout**, à la fromagerie Agropur d'Oka. Des économies d'énergie de 1 000 000 \$ par an et la réutilisation d'un produit toxique, le bichromate de sodium, à l'usine de chlorate **Quenord inc.** La réduction de 50 % de sa consommation de zinc pour la même production qu'autrefois à l'usine **Galvano** de Beloeil. Le recyclage de sulfates et un profit important à l'usine Sivaco de **Mariville**. La modification des

épurateurs d'air, économie de 50 % d'électricité et de récupération des fibres de cellulose, à l'usine Kimberly-Clark de Saint-Hyacinthe. Le recyclage du stéarate de zinc qui intervient dans la fabrication de pneus, une économie de 120 000 \$ par an à l'usine Firestone de Joliette. La compagnie qui opte pour les technologies propres sera, pendant bien longtemps, bien plus concurrentielle que celle qui se contente seulement d'un traitement minimal de ces rejets.

Cette dernière aura inévitablement à faire face à des normes plus contraignantes lors des renouvellements de son attestation. Elle devra, chaque fois, consentir de nouveaux investissements dans des équipements de dépollution de plus en plus sophistiqués. En résumé, le programme de réduction des rejets industriels propose donc une approche intégrée, c'est-à-dire qui intègre les milieux d'eau, d'air et du **sol**, mais qui intègre aussi la protection de l'environnement et de l'économie. Deuxièmement, une approche qui rendra les industries responsables de leurs rejets, car elle leur impute la **caractérisation**, le suivi et les coûts de contrôle de leurs rejets; de plus, des sanctions plus lourdes sont prévues en cas d'infraction.

Troisièmement, une approche de concertation par une participation des intervenants concernés aux étapes d'élaboration et de mise en oeuvre du programme et d'émission d'attestation d'assainissement. Les intervenants concernés, ce ne sont pas seulement les industries visées et les corps intermédiaires, mais aussi les groupes environnementaux. Quatrièmement, une approche qui permettra de mieux prévenir au lieu de seulement guérir, car elle permettra d'exiger des industries visées l'application des meilleures technologies de réduction des rejets et même d'aller au-delà, si la fragilité du milieu ou des considérations de santé humaine le requièrent.

(11 h 10)

Cette approche, à cause de ces exigences spécifiques, mais aussi du fait que ces exigences iront en augmentant avec les années, sera un incitatif puissant vers l'utilisation de technologies propres. L'objectif ultime et avoué du ministère de l'Environnement étant l'élimination des rejets industriels, nous croyons que les industries se tourneront vers les technologies propres plutôt que de se limiter seules au traitement de leurs rejets. Comme nous l'avons vu il y a quelques instants, les technologies propres contribuent généralement à augmenter le rendement et la rentabilité des entreprises, mais elles contribuent aussi et surtout à la conservation de l'environnement.

L'attestation d'assainissement, qui est la pierre angulaire du programme de réduction des rejets industriels, est en même temps un outil de restauration et de contrôle, un incitatif puissant pour s'engager dans les technologies propres. C'est ainsi que l'industrie contribuera au développement économique durable.

En février 1987, à la veille du dépôt de son

rapport final, la commission Brundtland sur l'environnement et le développement exhortait toutes les nations à faire du développement durable leur objectif principal. Les principes d'action préconisés sont de ranimer la croissance pour mieux lutter contre la pauvreté en conservant et en valorisant les ressources fondamentales. La clé de voûte du développement durable, c'est d'intégrer l'environnement et l'économie dans la prise de décision. La pérennité des ressources est la base même du progrès durable.

Il faut prendre conscience des menaces du progrès économique à courte vue. Notre culture industrielle est responsable de plusieurs catastrophes écologiques mondiales. Par exemple, l'utilisation abusive du charbon à haute teneur en soufre est responsable des pluies acides. Le refus de retirer rapidement du marché les CFC détruit lentement la couche d'ozone. Les coupes forestières abusives sans reboisement mènent à la disparition de la forêt. Le manque de respect des capacités de nos terres arables mène à l'appauvrissement, à l'érosion et à la désertification. L'utilisation abusive des pesticides conduit à l'envahissement chimique des aliments. L'usage effréné des combustibles fossiles conduit à l'augmentation de l'effet de serre et à un réchauffement de la planète lourd de conséquences. Produire davantage sans égard pour notre capacité de soutenir la production nous mène à un cul-de-sac. Bien sûr, le progrès industriel améliore le niveau de vie de certains, mais en même temps il appauvrit les plus pauvres et gaspille souvent les ressources. L'industrie agricole permet de produire beaucoup plus de nourriture, mais aujourd'hui il y a plus de gens qui meurent de faim qu'au Moyen Âge.

Quel genre de vie réservons-nous à la jeunesse montante? Je ne veux pas penser que nos petits-enfants seront victimes de notre manque de vision, de notre imprévoyance. C'est pourquoi je veux consacrer tous mes efforts, comme ministre de l'Environnement, à changer notre façon actuelle d'envisager le progrès. Nos richesses naturelles ne nous appartiennent pas, elles appartiennent à la société. Nos terres, nos eaux, nos richesses minières et nos forêts sont un héritage dont nous sommes dépositaires. C'est pourquoi je crois à l'absolue nécessité d'accentuer la conciliation des intérêts environnementaux et économiques pour assurer le progrès, mais en même temps je veux doter mon ministère d'une loi qui responsabilise l'industrie et l'encourage dans un développement durable.

Je n'oublie pas, d'un autre côté, qu'il existe dans notre société des irréductibles, des impénitents, des organisations attardées. Celles-là ne s'engageront vraiment à respecter l'environnement que si elles sont menacées des peines les plus sévères. C'est pourquoi le projet de loi 99 propose une augmentation substantielle des amendes et des sanctions d'emprisonnement pour les récalcitrants. Ces propositions ne sont pas l'effet du hasard ou d'un caprice, il s'agit plutôt

de gestes réfléchis, conséquents, résultant de dures leçons, de leçons chèrement apprises. Laissez-moi rappeler que le Québec a vécu sa part de catastrophes écologiques et je citerai seulement trois cas. Les déchets industriels déposés dans les lagunes de la ville de Mercier au début des années soixante-dix ont occasionné une contamination de la nappe phréatique d'une zone agricole importante et ont nécessité des déboursés gouvernementaux de l'ordre de 10 000 000 \$ pour extraire les déchets des lagunes et pour décontaminer les eaux souterraines, un travail qui se continue encore.

L'enfouissement non contrôlé de déchets industriels, à la fin des années cinquante, dans l'ancien dépôt de la ville de La Salle et la construction ultérieure d'un quartier résidentiel sur ce site ont suscité de graves problèmes pour les résidents lorsque les déchets toxiques ont été découverts 20 ans plus tard dans le sol et les eaux souterraines. Les autorités locales ont dû reloger temporairement plus d'une centaine de citoyens, démolir plusieurs résidences et décontaminer un vaste secteur. Ces travaux ont nécessité un déboursé de 20 000 000 \$, dont 9 000 000 \$ par le gouvernement du Québec.

L'incendie de l'entrepôt de BPC à Saint-Basile-le-Grand en août dernier a été l'occasion d'un déploiement exceptionnel de mesures d'urgence. 3800 personnes évacuées, 900 analyses de BPC, dioxines et furanes, dans l'eau, l'air et le sol et les produits alimentaires, 2530 maisons et propriétés nettoyées, 35 acres de produits agricoles confisqués et détruits, 6000 examens médicaux.

Le seul programme de restauration dû à l'incendie coûtera 6 600 000 \$. La ville de Mercier, la ville de La Salle, Saint-Basile, trois noms qui évoquent des dépenses de restauration qui totalisent, à elles seules, quelque chose comme 50 000 000 \$. Que de travail de prévention environnementale on aurait pu réaliser avec cet argent! Je pourrais ajouter que plus de 300 lieux d'élimination de déchets toxiques connus restent encore à restaurer.

Les incorrigibles et les récidivistes que la persuasion ne peut atteindre doivent être l'objet de sanctions exemplaires. Mais il s'avère que les sanctions prévues pour toute contravention à la Loi sur la qualité de l'environnement sont à ce point faibles qu'elles n'atteignent pas l'objectif premier de prévenir la détérioration de l'environnement. Il est impérieux, si l'on veut que les poursuites pénales aient un effet dissuasif sur les pollueurs, d'augmenter considérablement le montant et les amendes prévues à la Loi sur la qualité de l'environnement et particulièrement celles consistant en la violation délibérée d'ordonnances. Afin de rendre cette dernière disposition possible, il convient de regrouper dans un même article toutes les sanctions régissant les contraventions aux différentes ordonnances.

Il est également nécessaire, afin de s'assurer que le respect de la loi est plus économi-

que que sa violation, de permettre aux tribunaux qui déclarent une personne coupable d'une effraction sur la Loi sur la qualité de l'environnement d'imposer une amende additionnelle d'un montant équivalent au montant du bénéfice pécuniaire que la personne a acquis ou qui est revenu à la suite de la perpétration d'infractions, et ce, même si l'amende maximale prévue dans une autre disposition lui a déjà été imposée, et aussi d'imposer l'exécution de certains travaux compensatoires.

Certains événements récents, tel l'incendie d'un dépôt de BPC à Saint-Basile, ont cependant souligné qu'il y aurait lieu de prévoir des amendes très élevées pour des contraventions à des dispositions réglementaires: Déchets dangereux, nombre de rejets dans les cours d'eau, etc. En conséquence, il est proposé de modifier la Loi sur la qualité de l'environnement afin de prévoir que le gouvernement peut, par règlement, prescrire qu'une infraction à la loi concernant les contaminants visés dans un règlement ou qu'une infraction à une disposition d'un règlement d'une catégorie d'ordonnance rend le contrevenant passible, dans le cas d'une personne physique, d'une amende minimale d'au plus 10 000 \$ et d'une amende maximale de 25 000 \$ pour une première infraction. Ces montants sont portés à 25 000 \$ et à 50 000 \$ pour une infraction subséquente. La peine d'emprisonnement possible est portée de six à dix-huit mois.

Dans le cas d'une corporation, les montants visés passent à 25 000 \$ et 500 000 \$ pour la première infraction et de 50 000 \$ à 1 000 000 \$ pour une infraction subséquente. Il y a lieu aussi de modifier la loi pour déterminer que quiconque y contrevient ou contrevient à un règlement est passible, dans le cas où il n'y a pas de peine prévue spécifiquement, d'une peine d'un minimum de 200 \$ et d'un maximum de 5000 \$.

Plusieurs catastrophes écologiques impliquant des corporations ont démontré une certaine négligence de la part de ses dirigeants, de ses administrateurs, sans qu'il y ait de possibilité d'exercer un recours judiciaire contre ces individus. En se basant sur l'expérience américaine et sur des dispositions en vigueur dans d'autres provinces canadiennes, il est proposé d'amender la Loi sur la qualité de l'environnement afin de prévoir qu'un administrateur ou un dirigeant d'une corporation doit exercer toute la diligence raisonnable pour empêcher la corporation d'émettre, de déposer ou de rejeter un contaminant dans l'environnement en contravention à la loi et ses règlements, à défaut de quoi il commet une infraction et est passible d'une amende minimale de 2000 \$ et d'une amende maximale de 20 000 \$ pour une première infraction et de 4000 \$ et de 40 000 \$ pour une récidive. La peine d'emprisonnement maximale serait d'un an.

Comme je vous le disais précédemment, des ressources additionnelles ont été obtenues par le ministère. Pour que la direction des enquêtes

puisse travailler efficacement, il faut amender la Loi sur la qualité de l'environnement pour donner aux fonctionnaires autorisés du ministère des pouvoirs accrus pour leur permettre de recueillir tous les éléments de preuve nécessaires menant à une poursuite pénale et de mener à terme leur investigation ainsi que de préciser les pouvoirs de saisie en cas d'urgence et les moyens de conservation de la preuve.

(11 h 20)

Les secrets industriels posent un délicat problème dans l'application de l'ensemble des mesures environnementales. D'une part, le ministère exige des industries qui demandent un certificat d'autorisation le dépôt de renseignements que ces dernières jugent secrets. Ce sera de plus en plus fréquent avec les demandes d'attestation d'assainissement. D'autre part, le ministère, une fois en possession de ces renseignements, doit les rendre publics en vertu de l'article 118.5 de la loi, ce qui risque de causer parfois des **préjudices**. C'est pourquoi, pour éviter de causer des préjudices à des établissements industriels par rapport à leurs secrets industriels seulement, il m'apparaît nécessaire d'inclure une modification indiquant que le gouvernement pourra déterminer par règlement ce qu'est un secret industriel. Comme je l'ai déjà fait, je tiens à préciser fortement qu'il s'agit uniquement de renseignements relatifs aux secrets industriels dans le sens le plus strict et le plus étroit du terme.

Voici ce qui en est. Un secret industriel est une information incluant une formule, un modèle, un plan, une compilation, un programme, une technique, un appareil, une méthode ou un procédé auquel les deux éléments suivants s'appliquent: premièrement, l'information possède en elle-même une valeur économique actuelle ou potentielle due au simple fait qu'elle n'est pas connue d'une façon générale et qu'elle n'est pas immédiatement saisissable, par les moyens ordinaires, par des tiers qui pourraient cependant retirer une valeur économique de sa divulgation ou de son usage. Deuxièmement, l'information fait l'objet d'efforts soutenus mais raisonnables de son possesseur pour en maintenir le secret. L'information immédiatement saisissable n'inclut pas l'information accessible par le biais d'une entente sous licence ou par un employé ayant un contrat de confidentialité avec son employeur.

Une esquisse de règlement est à l'étude dans mon ministère. L'objectif de ce règlement sera de bien protéger les secrets industriels sans toutefois priver le public de toute l'information à laquelle il a droit. Et dans le cas des secrets industriels, je vais dire au député critique en matière d'environnement pour l'Opposition que je suis prêt à discuter cette question afin que nous nous entendions dans un consensus qui précisera tout à fait la chose. Je devrais aussi préciser que le modèle que nous allons employer sera le modèle du Wisconsin, le modèle le plus restreint par rapport à l'applica-

tion de secrets industriels et donnant la plus grande ouverture possible à l'information aux citoyens. C'est le modèle que nous allons adopter pour la réglementation que nous allons déposer en commission parlementaire et qui pourra être discuté sous tous ses aspects avec vous.

Actuellement, le ministère de l'Environnement reçoit plusieurs demandes de certificat d'autorisation pour des activités commerciales, résidentielles ou autres qui ont pour lieu d'exécution le milieu hydrique, les lacs, les étangs, les milieux humides et les lits naturels des eaux. L'article 22 de la loi, qui traite de l'octroi des certificats d'autorisation, vise présentement toute activité susceptible de générer une émission, un dépôt, un dégagement ou un rejet de contaminants dans l'environnement ou qui modifie la qualité de l'environnement. Or, les abus qui se dessinent eu égard au milieu hydrique amènent le ministère de l'Environnement à vouloir imposer pour celui-ci une obligation directe d'obtenir un certificat d'autorisation, et ce, sans que le ministère n'ait à démontrer que l'activité poursuivie est susceptible de modifier le milieu environnemental. La demande d'un certificat d'autorisation deviendrait donc obligatoire aussitôt que le milieu hydrique est concerné. Et il y aurait lieu par la suite de réglementer ce type de certificat afin d'en limiter les exclusions.

Présentement, la Loi sur la qualité de l'environnement ne prévoit pas de disposition concernant la cession d'un certificat d'autorisation par son titulaire à une tierce personne. Ainsi, il est survenu des situations où le ministère n'a pu constater un tel état de fait alors qu'il aurait eu des motifs valables de s'opposer à une telle cession. Il est donc proposé de modifier la loi afin de rendre inaccessible un certificat d'autorisation délivré en vertu de l'article 22, à moins que le sous-ministre n'en ait autorisé la cession aux conditions qu'il fixe.

En vertu de l'article 36 de la Loi sur la qualité de l'environnement, une municipalité peut conclure une entente conformément à la loi qui la régit avec une ou plusieurs autres municipalités pour l'exécution de travaux de construction ou d'exploitation d'aqueduc, d'égout ou d'usine de traitement. Cet article prévoit qu'une telle entente est approuvée par le ministre de l'Environnement, sauf dans le cas du traitement des eaux usées entre municipalités.

De plus, l'article 62 de la loi énonce que toute entente intermunicipale concernant les matières relatives à la gestion des déchets, avant d'entrer en vigueur, doit être approuvée par le ministre de l'Environnement et, lorsqu'elle est approuvée, elle ne peut être modifiée ou abrogée sans l'autorisation du ministre. Ces deux dispositions posent plusieurs difficultés concrètes. D'une part, du fait que les dossiers devront recevoir une double approbation, soit celle du ministère des Affaires municipales et du ministère de l'Environnement, cela entraîne des délais indus dans l'analyse de ceux-ci et retarde l'entrée en

vigueur de ces ententes. Il y a donc répétition d'analyses, d'études et de rapports alors qu'essentiellement, l'approbation du ministère des Affaires municipales serait suffisante, puisque la Loi sur la qualité de l'environnement s'applique de toute façon aux types d'activités faisant l'objet d'ententes municipales. Il est donc proposé d'abroger l'obligation par le ministère de l'Environnement d'approuver certaines ententes intermunicipales en matière d'aqueduc et d'égout et de gestion des déchets lorsque ces ententes auront été valablement conclues en vertu des lois qui régissent les municipalités, et ce, en vue de hâter l'entrée en vigueur de telles ententes et d'éviter une duplication administrative.

Le projet de loi 99 propose aussi des modifications aux pouvoirs réglementaires concernant les déchets dangereux en permettant au gouvernement d'obliger les producteurs en possession de ces déchets à faire procéder à leur analyse et à fixer l'époque et la fréquence de ces analyses ainsi que les rapports qui devraient être soumis.

Enfin, le projet de loi modifie seulement par concordance certaines autres lois comme la Loi sur les pesticides, la Loi sur les réserves écologiques et le Code municipal du Québec.

Permettez-moi, Mme la Présidente, de revenir en terminant aux deux points majeurs de ce projet de loi. D'abord, l'attestation d'assainissement et l'augmentation des amendes, des outils essentiels pour véritablement gérer notre environnement industriel. L'assainissement industriel que je propose comporte des enjeux économiques importants, mais la pollution comporte un coût social lui aussi très élevé et assumé par les contribuables. Comme je vous le disais, des estimations préliminaires faites par le personnel du ministère fixent à environ 3 500 000 000 \$ les dommages annuels causés au Québec par la pollution. Une large part de cette pollution est d'origine industrielle. Les coûts associés à la réduction des rejets industriels seront de l'ordre de 2 000 000 000 \$. Étalis sur dix ans, cela veut dire des déboursés par l'industrie de 200 000 000 \$ par année en équipements nouveaux et en "monitoring". Pour amener l'industrie à consentir cet effort, nous avons besoin d'une loi forte. J'espère donc, pour toutes les raisons invoquées, que nous aurons l'appui des deux côtés de la Chambre pour donner un accord de principe à ce projet afin qu'une décision soit rendue de façon unanime par l'Assemblée nationale.

Pour beaucoup d'entre nous, la grande réussite de la deuxième moitié du XXe siècle aura été la conquête de l'espace. Ces visites dans l'espace nous ont fait voir la Terre, notre planète, dans toute sa beauté et aussi dans toute sa fragilité. On a pu contempler du haut les nuages, les océans, les verdure et les sols. Pour moi, la plus grande réussite de cette fin du XXe siècle aura certainement été la prise de conscience de nos citoyens de la fragilité de cette

planète et de ses écosystèmes. La conquête de l'espace nous aura permis de réaliser que nous ne pouvons agir n'importe comment sur la terre, que chaque geste de développement que nous posons risque de détruire le fragile équilibre de notre atmosphère, de nos cours d'eau, de nos forêts, de nos océans. Ce projet d'assainissement industriel, ce n'est pas une fin en soi. C'est un des outils que nous devons nous donner au Québec de façon la plus essentielle, de la façon la plus urgente, pour préserver nos écosystèmes, pour préserver notre environnement et assurer la conservation de nos ressources. La qualité de vie du Québec d'aujourd'hui et surtout de demain en dépend. J'espère que nous aurons la collaboration de toute la Chambre pour adopter le plus tôt possible ce projet de loi tellement essentiel. Merci.

La Vice-Présidente: Merci, M. le ministre de l'Environnement. Je vais maintenant reconnaître M. le député de Verchères.
(11 h 30)

M. Jean-Pierre Charbonneau

M. Charbonneau: Merci, Mme la Présidente. D'entrée de jeu, je vais assurer le ministre et le gouvernement que nous allons concourir à son objectif et au vœu qu'il vient de former et faire en sorte que ce projet de loi soit adopté le plus rapidement possible. Cependant, une fois cela dit, je pense que le ministre comprendra qu'il est de ma responsabilité de faire un certain nombre de remarques et de commentaires, de situer le projet de loi et d'apporter éventuellement les modifications qu'on pourrait vouloir introduire dans un contexte particulier afin que l'exercice législatif que l'on fera ensemble soit à la fois utile pour l'objectif d'avoir une loi la plus efficace possible, mais qu'on profite également de ce travail législatif pour faire un travail, à plus long terme, de conscientisation non seulement de la population concernée, des personnes concernées par le projet de loi, mais peut-être aussi des collègues du ministre de l'Environnement.

Dans ce défi important qui nous est présenté, M. le Président, je crois que le ministre de l'Environnement ne doit pas être laissé à lui-même. Le succès non seulement de cette loi, mais de n'importe quelle action publique à l'égard du respect de l'environnement et des modifications importantes qui doivent être apportées à nos comportements, à la façon plus écologique de produire, ce sur quoi le ministre a longuement insisté tantôt, doit faire appel à des prises de conscience qui doivent dépasser celles du ministre de l'Environnement.

Je pense qu'il n'est pas mauvais de resituer le projet de loi, pour ceux qui se joindraient à cette discussion. Pour l'essentiel, le projet de loi établit d'abord un cadre législatif au programme d'assainissement industriel annoncé il y a quelques mois et, d'une certaine façon, il profite

d'un momentum créé par l'incident de Saint-Basile pour donner à la collectivité des moyens plus efficaces, plus utiles et plus tangibles pour, à un moment donné, mettre au pas un certain nombre de personnes et d'entreprises qui n'ont pas encore compris qu'elles doivent, elles aussi, être solidaires des efforts de protection de l'environnement et de restauration qu'on doit faire dans notre société. Il y a également un certain nombre de dispositions sur lesquelles je vais peut-être revenir tantôt, lors de la discussion.

Avant de parler de la gravité de la situation, je voudrais indiquer, M. le Président, que ce projet de loi est aussi, d'une certaine façon, l'aboutissement d'une réflexion et d'un travail entrepris il y a un certain nombre d'années. Je n'ai aucun problème à reconnaître et à rendre à César ce qui revient à César, mais je pense que le ministre aussi fera de même et qu'il reconnaîtra que, si on est maintenant en mesure de s'attaquer plus efficacement à la pollution industrielle c'est parce que, il y a quelques années déjà, on avait commencé à s'attaquer au problème de la pollution urbaine. L'assainissement urbain a été le vaste programme d'environnement initié par le précédent gouvernement après avoir créé de toutes pièces le ministère de l'Environnement puisqu'il n'existait à cette époque que les Services de protection de l'Environnement. Une des principales tâches auxquelles on s'est attaqué lorsqu'on était au gouvernement, c'est tout ce problème de l'assainissement de nos cours d'eau, en étant conscients que cette problématique renfermait trois éléments majeurs: la pollution causée par les équipements urbains des municipalités, la pollution causée par la production agricole et les installations agricoles et, finalement, la pollution des cours d'eau causée par les entreprises. Le travail considérable qu'on a accompli se poursuit maintenant sous le gouvernement actuel à l'égard de l'assainissement urbain et, depuis quelque temps, il a engagé le travail sur les deux autres fronts, ce qui était inévitable et indispensable.

Ce que je constate avec plaisir et c'est aussi un peu la conséquence de l'expérience qu'on a accumulée au cours des dernières années, c'est le fait qu'on ne peut s'attaquer uniquement au problème de la pollution et de la détérioration de nos cours d'eau en ignorant, par ailleurs, les problématiques à l'égard de l'air et du soi. Auparavant, des efforts importants étaient faits pour s'attaquer à la pollution de nos sols et également de notre air, mais il manquait peut-être à l'égard de l'approche industrielle, cette approche intégrée que l'on veut introduire. Elle est importante parce que, comme l'a signalé le ministre... Finalement, nos concitoyens et concitoyennes le savent de plus en plus grâce en particulier aux efforts des organismes écologiques depuis plusieurs années et également, malheureusement - mais c'est un peu l'histoire de l'humanité - à cause des accidents écologiques. Les

gens sont beaucoup plus conscients aujourd'hui de la gravité de la situation et de l'urgence d'agir.

Je ne reprendrai pas l'ensemble des chiffres énoncés par le ministre pour brosser un portrait de la situation, mais n'importe quel citoyen ou n'importe quelle citoyenne qui s'attarde et s'intéresse le moins à la question de l'environnement sait qu'on est dans une période délicate. Délicate, ici dans notre société, mais délicate à l'échelle planétaire. On est dans une situation où, si on n'agit pas rapidement et efficacement, on court à la catastrophe.

C'est un peu en tenant compte de l'urgence et de la gravité de la situation qu'on doit mesurer les efforts qui sont faits et avoir une approche à la fois positive et réceptive quand des gestes importants et allant dans le bon sens sont posés. Mais, il ne faut jamais oublier, dans le secteur environnemental, l'importance de conserver son esprit critique pour être certain que, finalement, on va aussi loin qu'on devrait le faire et qu'on y va aussi rapidement qu'on le devrait.

Tout ça tombe un peu sous le sens, M. le Président, parce que l'évaluation de l'action qu'on fait ou qu'on doit faire est en fonction de la gravité d'une situation. Si les choses ne sont pas très graves et si les choses ne sont pas très urgentes, on peut se permettre de prendre plus de temps pour agir et se donner plus de moyens d'échelonner un peu l'action sur une période plus longue. Si, au contraire, la situation est dramatique, si la situation commande des actions urgentes et spectaculaires et des investissements considérables, il faut le faire. Autrement, on manque à notre devoir, autrement on laisse se perpétuer des situations en donnant l'impression qu'on agit, en donnant l'impression aux citoyens qu'il n'y a pas de coûts à l'action.

Dans ce contexte, quand j'analyse le programme de réduction des rejets industriels auquel le projet de loi fournit un cadre législatif et réglementaire pour l'appliquer, j'ai un certain nombre d'interrogations, de questions auxquelles le ministre voudra sans doute répondre plus tard, mais qu'il importe de poser parce que c'est un peu dans ce sens qu'on évaluera l'action qu'on est en train d'orchestrer.

Quand le ministre de l'Environnement me dit qu'il s'attaque principalement aux 5 % des entreprises qui causent 80 % de la pollution, je lui dis: Vous avez raison. Mais je me demande si, finalement, on va assez rapidement quand on se donne une période de dix ans pour agir. Je dis que je n'en suis pas certain. Je me préoccupe beaucoup de l'étalement de l'action menée auprès de ces 5 % d'entreprises, de ces 632 entreprises. J'ai l'impression, la conviction même, M. le Président, qu'on ne va pas assez vite compte tenu de la gravité de la situation, du type de pollution que causent ces entreprises, de l'état de la situation.

(11 h 40)

Beaucoup de citoyens qui suivent peut-être nos débats ont vu, il y a quelques semaines, au cours de la campagne électorale fédérale, un reportage à la télévision d'État sur la situation du Saint-Laurent. Ils ont été estomaqués, sans doute, de constater comment la pollution industrielle a détérioré, sinon détruit, les Grands Lacs et le grand fleuve qui traverse le Québec, notre fleuve national, finalement. Quand on me dit: On va échelonner l'action sur une dizaine d'années, je me dis: Il doit y avoir moyen, si on est conscient de l'urgence de la situation, si on est d'accord sur la gravité, d'accélérer. Bien sûr, il faut commencer par le commencement. Si on commence en donnant des échéanciers qui sont trop éloignés, à mon avis, on commence de la mauvaise façon.

Je veux bien qu'à court terme on dise: On va s'attaquer, d'ici à 1993, à 196 entreprises qui sont les plus polluantes et, par la suite, on va s'attaquer à 436 autres. Pourquoi, dans le fond, ne s'attaque-t-on pas maintenant de front - après avoir mis en place les mécanismes qu'on va se donner à partir de la loi - à plus d'entreprises en même temps? On reviendra tantôt sur le problème des ressources et sur le problème des choix budgétaires ou des investissements qu'on fait pour l'action. Finalement, doit-on se contenter, s'il faut applaudir le ministre de l'Environnement pour l'action qu'il fait, de la proposition qui nous est faite? Cette proposition est-elle suffisante, compte tenu de la gravité de la situation?

Moi, ma conviction, c'est qu'elle n'est pas suffisante. C'est évident que ce n'est pas en m'opposant au projet de loi que je pourrai changer quoi que ce soit à cette action. Je pense sincèrement qu'on peut faire plus et plus rapidement si on a la volonté de le faire. On doit le faire vu qu'on a suffisamment tardé. Ce n'est pas en attendant dix ans qu'on réglera le problème parce que, au cours de ces années, il va se développer chez nous, en termes de développement économique et industriel, d'autres entreprises qui, elles également, vont peut-être s'ajouter à cette liste et sur lesquelles il faudra intervenir. On aura l'avantage à ce moment-là d'intervenir immédiatement, dès le début du processus d'implantation industrielle avec, espérons-le, des nouvelles technologies. Encore une fois, on sera devant une situation où, finalement, on aura un contingent d'entreprises plus important sur lequel il faudra s'attaquer.

Je pense sincèrement, M. le Président, - et je le dis au ministre et je le dis à l'ensemble du gouvernement, - une fois qu'on a pris la décision, une fois qu'on a la conscience, cette conscience qui, malheureusement, n'existait pas il y a quelques années pour toutes sortes de raisons, mais quel que soit le gouvernement qui est en place, - maintenant c'est le député de Nelligan qui est dans la fonction de ministre de l'Environnement, - quels que soient ceux et celles qui occuperaient les fonctions qu'occupe le

député de **Nelligan**, je pense qu'on doit être en mesure de se rendre compte que la situation commande une action urgente et une action imposante, plus imposante que celle qui nous est proposée.

D'autre part, je m'interroge sur le fait qu'on laisse de côté, pour beaucoup d'années à venir, un nombre considérable d'entreprises du simple fait qu'elles ne sont pas catégorisées ou cataloguées dans le groupe des entreprises les plus polluantes. Je dis: Ce n'est pas parce qu'un **certain** nombre d'entreprises rejettent dans nos cours d'eau, dans l'air ou sur nos **sols**, des produits moins toxiques ou en quantité ou en concentration moins grande qu'on ne doit pas dès maintenant faire une action auprès de ces entreprises. En fait, avec les chiffres qu'on a en main et ceux qu'a confirmés le ministre de l'Environnement tantôt, 3500 entreprises, si on considère qu'on intervient sur à peu près 630 d'entre elles, à court terme ou à moyen terme, on en laisse de côté près de 3000 autres, 2900 autres, ou à peu près.

C'est considérable et c'est un message dangereux, à mon avis, qu'on laisse à ces **entreprises**. Dans le fond, vous allez avoir la paix et vous allez pouvoir continuer à polluer parce qu'on s'occupe des plus importants et des plus gros entre-temps. Je pense qu'on doit se donner les moyens d'attaquer de front et simultanément les plus gros pollueurs, et en même temps, faire une action importante, vigoureuse et significative auprès des autres qui polluent également. Le ministre me dira sans doute: Nous allons intervenir auprès d'un certain nombre d'entre elles. Est-ce qu'on va le faire de telle sorte qu'on ne se retrouvera pas dans quelques années avec la situation de se voir encore avec un trop grand nombre d'entreprises qui auront pollué, qui auront continué à polluer?

D'autre part, ce qui m'inquiète le plus, d'une certaine façon, et ce qui va un peu soutenir les propos que j'ai livrés il y a quelques instants à l'égard de l'urgence et de la faiblesse relative, d'une certaine façon, de l'intervention qui est proposée, c'est le fait que le ministre de l'Environnement lui-même avait proposé plus à ses collègues du gouvernement. Heureusement, nous avons en notre possession le mémoire que le ministre de l'Environnement a soumis à ses collègues du cabinet il y a quelques mois, au début de l'année. Ce qu'on constate, c'est que le ministre leur avait proposé une intervention, non pas auprès de 632 entreprises, mais bien auprès de 955 d'entre elles, donc 955 entreprises qui sont responsables de 90 % de la pollution.

Quand on regarde ce que le ministre de l'Environnement avait lui-même indiqué à ses collègues, on est en droit de se poser un certain nombre de questions. Il disait dans son mémoire: "L'option 2 - qui est celle des 955 entreprises - offre l'avantage d'assurer une protection plus intégrale. Globalement, on évalue que la mise en oeuvre de l'option 2 de la stratégie

pourrait réduire de 90 % la charge actuelle de polluants industriels toxiques à **l'environnement**." La question qu'on doit se poser: Pourquoi le cabinet n'a pas retenu cette proposition du ministre de l'Environnement? Pourquoi le gouvernement s'est-il rabattu sur l'option qui, **finale-**ment, était la moins intéressante des deux, la moins conforme à l'engagement qu'on venait à peine de prendre dans les semaines précédentes? Et je rappelle au ministre de l'Environnement et surtout à ses collègues, ainsi qu'au premier ministre, que, dans la fin de semaine des **26, 27, 28 et 29** février dernier, le gouvernement avait pris le virage écologique en grande pompe. Ici, j'ai un titre assez spectaculaire: "Bourassa fait de l'environnement la priorité du Parti libéral". Un autre titre qui était: "Le PLQ prend le virage écologique". Et, dans un autre journal: "Le Parti libéral passe du rouge au vert, l'environnement est le défi le plus important, dit le premier ministre du Québec".

Voilà pourquoi les gens sont sceptiques, devant de telles déclarations, quand dans les semaines qui suivent une déclaration tonitruante à l'opinion publique, on a un comportement qui n'est pas cohérent. Pourquoi avoir abandonné l'option qui était la plus intéressante et la plus conforme à cet engagement et à cette nouvelle profession de foi? Pourquoi ne pas avoir donné les moyens au ministre de l'Environnement de faire ce qui doit être fait? Pourquoi ne pas avoir accepté le constat et la lecture de la situation qui a été faite par le ministre de l'Environnement? Pourquoi ne pas lui avoir donné raison et ne pas lui avoir donné les moyens d'agir plus efficacement, plus rapidement, mais d'une façon globale? Bien sûr, le ministre de l'Environnement, par solidarité ministérielle, va nous expliquer tantôt que c'est déjà beaucoup et qu'avec ça, il en a en masse pour s'occuper pendant quelques années, quand il aura fait tout ça, il sera déjà très content de lui, ainsi que ses collègues, et le gouvernement dans son ensemble sera très satisfait. Je sais qu'il ne pourra pas dire autre chose que ça. C'est la solidarité ministérielle et le jeu parlementaire, et je ne l'en blâme pas. Mais ma responsabilité est celle des gens qui nous écoutent, qui doivent se faire un jugement, qui doivent porter un jugement sur le sérieux et **l'à-propos** des actions du gouvernement et de leur efficacité réelle. Ils sont en droit de se demander pourquoi le gouvernement n'a pas été aussi loin qu'il aurait dû aller, pourquoi le gouvernement dans son ensemble n'a pas respecté la suggestion du ministre de l'Environnement, et pourquoi le gouvernement, finalement, n'a pas été cohérent par rapport à l'engagement qu'il venait de prendre lui-même dans le seul congrès d'orientation politique que ce parti va avoir d'ici les prochaines élections, nous disait-on?

(11 h 50)

De fait, d'avoir choisi l'environnement comme la priorité et d'avoir dit à l'opinion publique: Nous prenons maintenant le virage

écologique, cet engagement appelle des actions. C'est aussi le ministre de l'Environnement qui, après l'incident de Saint-Basile, nous a dit: Écoutez, je n'ai pas les moyens. Cet aveu du ministre de l'Environnement, répété sur plusieurs tribunes à plusieurs journalistes et, d'une certaine façon, répété après l'engagement du premier ministre et le congrès d'orientation politique du Parti libéral du Québec, en début d'année, nous amène à nous dire: On a devant nous une proposition intéressante, mais qui aurait pu être bien plus intéressante si on avait laissé le ministre de l'Environnement agir comme il proposait d'agir, avec les évaluations qu'il avait faites.

Je suis convaincu que le ministre de l'Environnement, lorsqu'il proposait à l'ensemble du gouvernement de s'attaquer à 90 % de la pollution et à 955 entreprises plutôt que 632, il ne l'avait pas fait à la légère. Le connaissant, je sais très bien qu'il avait fouillé son dossier et que la proposition faite au gouvernement était une proposition étoffée et appuyée. Mais de deux choses l'une: dans notre société, est-ce qu'on va faire uniquement des discours écologiques ou si, à un moment donné, on va prendre les vrais virages et que les vrais virages vont faire mal? Ils vont faire mal au gouvernement; ils vont faire mal aux citoyens.

Comment un parti qui prend un virage écologique **refuse-t-il** au ministre de l'Environnement ce qu'il demande et se **vante-t-il**, après, en présentant un budget dans les semaines qui suivent, d'avoir réduit les taxes et les impôts des citoyens et d'avoir baissé le déficit? Peut-être qu'il aurait été plus courageux politiquement, plus conforme au virage environnemental de donner au ministre de l'Environnement ce qu'il demandait et d'augmenter les taxes et les impôts ou, tout au moins, de ne pas les baisser, pour permettre d'engager plus de ressources et donner plus de moyens au ministre d'intervenir.

D'une certaine façon, on en arrive à cette question des ressources. Compte tenu de ce qu'on retrouve dans le projet de loi, M. le Président, et de ce qu'on retrouve aussi dans le mémoire du ministre, on est en droit de se dire: Écoutez, ce projet gigantesque qui aurait pu être encore plus gigantesque, appelle des ressources importantes. Le ministre le disait lui-même dans son mémoire à ses collègues. Il nous disait: Voici ce dont j'ai besoin. J'ai besoin de chargés de projet et d'experts qui vont faire la réévaluation de la réglementation, l'établissement des listes de polluants, la validation des devis de caractérisation des entreprises et des travaux correcteurs proposés, l'échantillonnage et l'analyse des rejets et le contrôle des laboratoires privés. Cela va me prendre du monde. La surveillance, le suivi des entreprises, la vérification du fonctionnement des équipements, le contrôle de la qualité des données et des suivis des rejets, tout ça va me demander des professionnels. La priorisation des technologies propres, cela va me prendre des

spécialistes chargés de l'implantation de ces technologies. Et les activités connexes, cela va me prendre des gens pour faire de la coordination, l'évaluation des impacts économiques, de la consultation, de l'information, des communications, etc.

On trouvait toute cette problématique de besoins dans le mémoire qui a été présenté par le ministre de l'Environnement à ses collègues, sans compter toute la problématique générale parce que, autour de la Loi sur la qualité de l'environnement et, donc, de la responsabilité globale du ministre de l'Environnement, il y a combien de lois? Le ministre a administré dix lois, cinquante règlements, a géré plus de 6000 certificats d'autorisation. On a parlé des 3500 entreprises polluantes qu'il faut surveiller. On a 30 000 agriculteurs qui, malgré toute leur bonne volonté, font souvent des activités polluantes. On a 1500 municipalités au Québec. On était prêt à intervenir pour émettre plus de 1200 attestations d'assainissement à quelque 600 entreprises et autant de municipalités.

Et qu'est-ce qu'on a comme moyens, M. le Président? Qu'est-ce qu'on s'est donné comme moyens? Jusqu'à récemment, à l'occasion de l'étude des crédits on a été à même de faire préciser au ministre ce qu'il avait, il avait 68,4 personnes-années à son service pour faire des travaux d'inspection. Bien sûr, il y avait plus de monde que ça au ministère de l'Environnement. Il y avait 57 personnes qui agissaient comme inspecteurs en hygiène publique, 151 personnes qui agissaient comme techniciens en eau et en assainissement et 134 autres personnes comme techniciens ou inspecteurs dans différentes disciplines. Au total, 342 individus. Mais un problème, c'est que ces gens consacraient, en moyenne, environ 20 % à des tâches de contrôle et de surveillance, ce qui nous ramenait - le ministre était d'accord à ce moment - à un mince contingent de 69 personnes qui s'occupaient à temps plein de contrôle et de surveillance.

L'un des principaux chevaux de bataille sur lesquels j'ai axé mon intervention et mon action comme critique de l'environnement depuis un an et demi, c'est le problème des moyens à l'égard des exigences de contrôle et de surveillance de la problématique environnementale des lois et des règlements.

Ce qu'on a de plus, le ministre nous l'a dit tantôt, c'est environ 36 enquêteurs et une centaine d'inspecteurs, pour une bonne part occasionnels. J'avais des chiffres différents, mais le ministre a fait une certaine conciliation. Peut-être **pourra-t-il** nous en faire une plus précise lors de sa réplique ou à l'occasion de l'étude détaillée du projet de loi. À l'occasion de la publication du programme, le ministre nous avait annoncé une trentaine de fonctionnaires spécifiquement assignés au dossier de l'assainissement industriel. Récemment, il nous a annoncé 27 inspecteurs et 30 enquêteurs à la nouvelle

direction de la surveillance et de l'inspection qu'il vient de créer. Le problème vient de ce qu'on ne savait pas s'il y avait un chevauchement entre ces inspecteurs et si on ne parlait pas, dans certains cas, des mêmes personnes, finalement. Mais, au total, actuellement, on a de la difficulté à voir combien de personnes nous aurons pour surveiller et contrôler l'ensemble des responsabilités du ministre et du ministère de l'Environnement plus spécifiquement en ce qui concerne le programme d'assainissement et de contrôle des rejets.

Quelles que soient les précisions que le ministre nous apportera, il est évident que c'est insuffisant, compte tenu de l'ampleur de la tâche à laquelle on doit s'attaquer, du mandat que le ministre a déjà en main et qu'il se **donne**, et de la tâche à laquelle il s'attaque maintenant, celle de contrôler nos rejets industriels, d'autant plus qu'on se limite à 75 % de ces rejets. Même si on s'attaque aux plus gros pollueurs, on ne va pas les obliger à cesser totalement les rejets. On va leur accorder un crédit de 25 %. Finalement, on va faire en sorte qu'au cours des dix prochaines années ils réduisent leur pollution de 75 %. Mais il y aura encore 25 % de pollution faite par les plus gros pollueurs du Québec. Encore là, je pense que le ministre aurait pu et pourrait aller plus loin, s'il voulait le faire, s'il prenait les moyens pour le faire.

Revenons à ce problème des ressources. Il est évident que le ministre n'a pas suffisamment de ressources. Il en a plus qu'il n'en avait il y a quelques mois. Il en a plus que le ministère n'en avait et que son prédécesseur n'en avait, c'est évident. Cependant, en a-t-il assez pour faire face à la situation? En a-t-il assez pour répondre aux besoins qu'il a lui-même décrits à ses collègues? En a-t-il assez pour livrer la marchandise?

Au fond, qu'est-ce qui a amené le cabinet et sans doute le Conseil du trésor à réviser à la baisse les moyens dont dispose et dont disposera le ministre de l'Environnement? Qu'est-ce qui est arrivé entre la présentation du mémoire au Conseil des ministres et le résultat moindre dont on parlait tantôt? Qu'est-ce qu'on peut penser? En fait, M. le Président, c'est évident. Ce qui s'est produit, c'est qu'au Conseil des ministres, et en particulier au Conseil du trésor, on a dit: Cela coûte trop cher, on n'a pas les moyens, on préfère réduire les taxes et les impôts des gens, on préfère réduire le déficit, on préfère notre image de gestionnaires et notre popularité électorale plutôt que de donner plus de moyens et plus de ressources au ministre de l'Environnement. En fin de compte, qu'on ait 100, 150 ou 200 inspecteurs, ce que les citoyens vont savoir, c'est qu'il y en a beaucoup plus qu'auparavant, et ils ne feront pas trop la différence. Politiquement, on pourra se débrouiller très bien avec cela et, de toute façon, contentez-vous de cela pour le moment, vous en avez déjà pas mal plus que vous n'en aviez.

Finalement, c'est avec ce genre de résultat et de raisonnement qu'on se retrouve souvent. On ne va pas aussi loin qu'on devrait aller quand on doit le faire et on n'agit pas en correspondance et en logique avec la situation grave souvent décrite par le ministre de l'Environnement dans les nombreuses interventions qu'il fait un peu partout.

On pourrait également parler de tout le problème des inspecteurs municipaux qui n'est pas encore réglé et qui devrait l'être au moment où l'on se parle. Cela fait plus de trois ans qu'on parle de ce problème. Le ministre connaît ce problème. Il s'attaque résolument à ce problème. S'il en avait la volonté, avec ses collègues, en particulier avec celui des Affaires municipales - il devrait profiter du changement de titulaire pour relancer le dossier - il empêcherait que les municipalités rurales cessent de congédier pour 50 % d'entre elles, en moyenne, annuellement, leurs inspecteurs municipaux et se dotent d'inspecteurs municipaux permanents qui feraient leur travail et qui, d'une certaine façon, seraient des soutiens aux effectifs du ministère de l'Environnement.

(12 heures)

Le ministre de l'Environnement nous a dit tantôt: Je veux avoir plus d'avocats au contentieux. Cela fait des mois qu'il nous dit qu'ils n'étaient que 13 et que ce n'était pas suffisant. Il y a quelques mois, j'ai posé des questions au ministre de la Justice d'alors, le député de D'Arcy-McGee. Je n'ai jamais eu de réponse, M. le Président. Et le ministre n'a pas encore été capable aujourd'hui de me dire à combien se chiffre maintenant son effectif au contentieux, quel est le nombre d'avocats qu'il a à sa disposition.

En fait, un des principaux problèmes - et c'est un problème relié aux ressources, à l'application et c'est un problème fondamental relié à toute la cohérence du projet de loi devant nous - on en a parlé et on va en parler, les amendes. Mais comment voulez-vous avoir des condamnations devant les tribunaux si vous n'avez pas assez d'avocats pour préparer les dossiers, pour les plaider devant les tribunaux? Vous avez un problème de fond. Or, le ministre de l'Environnement a réclamé pendant des mois et des mois des avocats en surplus. Encore là, la solidarité ministérielle va l'empêcher de dire tout ce qu'il sait. Je ne peux pas le blâmer. Si j'étais à sa place, je serais obligé de jouer le même jeu politique et parlementaire. C'est dans la "game", comme on dit. Il n'en demeure pas moins qu'il n'a pas assez d'avocats, qu'il en a demandé en vain depuis des mois et des mois et qu'au moment où il a fait ces demandes-là, le premier ministre et l'ensemble du gouvernement devaient avoir pris le virage écologique.

Quand on prend le virage écologique et qu'on n'est pas capable de dire au ministre de l'Environnement: Inquiète-toi pas, les avocats dont tu as besoin, tu vas les avoir et rapide-

ment. Cela ne prendra pas six mois pour livrer la marchandise. Cela va être vite. Le ministre va me dire: J'ai réorganisé mon service juridique. J'ai engagé un nouveau directeur. Il fallait que je commence par le commencement. Ce n'est pas moi qui ai demandé plus d'avocats. C'est lui qui les a demandés parce qu'il savait très bien que ce n'était pas juste le fait d'engager un nouveau directeur qui était important, il fallait qu'il ait le personnel aussi pour travailler avec, et un personnel professionnel, expérimenté. C'est clair qu'on va probablement engager quelques avocats stagiaires, juniors qui vont commencer à apprendre leur métier. Mais c'est évident que si on ne veut pas attendre des années et des années pour être superefficaces et obtenir les condamnations qu'on doit vouloir obtenir, qu'il faudra obtenir pour certains récalcitrants, il va falloir qu'on ait des pros et eux, on les paie plus cher.

Il faut se doter d'un service juridique à la hauteur des ambitions du gouvernement, à la hauteur des défis, à la hauteur des exigences de la situation et à la hauteur du discours aussi qu'on tient. Et de ça, M. le Président, on n'a pas la garantie. Le ministre a bien pris garde de nous dire combien d'avocats il a maintenant. Est-ce qu'il en a 14, 15, 16, 30, 40? Et combien est-ce que ça va prendre d'avocats pour appuyer les inspecteurs qu'il a engagés et ceux qu'il devrait engager, en fait? Combien cela prend-il de temps pour monter un bon dossier, faire une bonne preuve, aller la plaider devant les tribunaux et accomplir toutes les démarches? On sait que ça prend du temps, beaucoup de temps. Et ça prend des ressources. Et si un gouvernement n'est pas capable de donner au ministre de l'Environnement un contentieux, l'équipe juridique nécessaire, encore là, ça ne sera que de la frime et, jusqu'à maintenant, on est en droit de se dire: Ce n'est que de la frime et ce n'est pas sérieux. À moins que le ministre, dans sa réplique, ne me dise tantôt: J'ai réussi à avoir ce que je voulais, c'est-à-dire, deux, trois, quatre fois plus d'avocats que j'en avais il y a six mois à peine lorsque j'ai présenté mon projet, lorsque j'ai fait mes demandes au ministre de la Justice et au Procureur général.

M. le Président, je suis content de voir que le ministre n'a pas utilisé l'expression **"pollueur-payeur"** pour parler de son projet. Parce que là, j'aurais été obligé de lui dire que, finalement, les entreprises qui vont polluer, même si on va les mettre à contribution, vont avoir des avantages fiscaux et d'importants avantages de subventions. C'est normal. Je ne me scandalise pas de ça. Et, dans ce sens-là, d'une certaine façon, puisque le ministre n'est pas revenu avec cette application du principe pollueur-payeur, je vais **m'abstenir** moi aussi de faire des commentaires à cet égard parce que je pense qu'il est normal que la société, à travers son trésor **public**, soutienne les efforts d'entreprises à condition par ailleurs que les citoyens et les citoyennes, qui sont les

contribuables et les victimes de ces pollutions, tout en étant les utilisateurs de cette pollution parce qu'ils sont aussi les bénéficiaires des produits de consommation qui sont fabriqués par les entreprises, ne soient pas les dindons de la farce. Je veux bien qu'une partie de mes taxes et de mes impôts serve à aider les entreprises pour qu'elles soient moins polluantes, à condition que les profits de ces entreprises-là soient aussi un peu moindres et qu'une partie de ces profits soit affectée à la dépollution. Parce que si les entreprises continuent d'empocher des profits considérables et que ça ne leur coûte rien et que, finalement, ce sont les citoyens et les citoyennes, par leurs taxes et leurs impôts, qui finissent par payer pour la situation et les corrections, il y aura quelque chose, dans cette situation, qui sera aberrant et inacceptable.

Par ailleurs, M. le Président, j'aurais un certain nombre de commentaires à faire à l'égard de la nouvelle exigence gouvernementale: l'attestation d'assainissement dont a parlé le ministre. La première question, dans le fond, qui m'est venue à l'esprit en regardant le projet de loi, j'ai regardé l'ampleur de la tâche, le nombre de normes qui seront édictées et l'importance de l'arsenal réglementaire et des contrôles qu'on mettra en place, c'est: Qui va vérifier la valeur des exigences des fonctionnaires du ministère de l'Environnement? Dans la mesure où les entreprises auront comme interlocuteur le ministère de l'Environnement, est-ce qu'on peut se satisfaire des exigences qui seront posées par les fonctionnaires du ministère de l'Environnement? Est-ce qu'il n'y aurait pas un mécanisme à trouver pour s'assurer que les exigences du ministère de l'Environnement sont adéquates et qu'elles ne sont pas, dans certains cas, trop souples, trop avantageuses, trop délicates et trop laxistes à l'égard des situations particulières? Le ministre va me dire: Oui, mais on va contrôler ça par un mécanisme de consultation publique qu'on pourra avoir dans le processus. À cet égard, je lui dis: Ce que je vois dans le projet de loi, c'est moins un mécanisme de consultation publique qu'un mécanisme d'information et de rétroaction. Les gens seront informés et ils pourront, par la suite, faire des commentaires au ministre.

Actuellement, je n'ai pas vu dans le projet de loi d'article qui met en place un véritable mécanisme de consultation publique où des gens, non seulement seront avisés, mais pourront intervenir publiquement de façon efficace pour dire au gouvernement, au ministère: Dans tel ou tel dossier, à l'égard de telle ou telle entreprise, vous n'êtes pas assez sévères, vous vous contentez de trop de compromis, vous ne posez pas suffisamment d'exigences, vous acceptez finalement encore trop de rejets, vous n'allez pas assez loin. C'est important parce que tout le succès de l'opération reposera, en bonne partie, sur la valeur et la justesse des exigences que poseront les fonctionnaires du ministère de l'Environnement.

C'est évident que ce n'est pas le ministre lui-même qui, dans chaque cas, fera les négociations. Mais il faut s'assurer que les exigences, parce qu'on va traiter ça cas par cas, seront suffisantes. Bien sûr, le ministre dira: Il y a le mécanisme des comités sectoriels qui seront mis en place avec une concertation des personnes intéressées. Très bien. C'est pour un secteur industriel. Mais, au-delà des secteurs, il y a le cas par cas des entreprises et ce qui est important, c'est qu'on s'assure que, dans chaque cas, on leur en demandera autant qu'on doit leur en demander, et pas moins. D'autant plus que, comme je le disais tantôt, à mon point de vue, déjà le fait qu'on va se contenter de leur demander des réductions de 75 % et qu'on va leur permettre de polluer encore pour 25 % en termes de rejet, je me dis qu'il faut vraiment s'assurer que, les 75 %, ce soit vraiment 75 %.

Si, dans les faits, les exigences qu'on pose font en sorte que les rejets qu'on déverse un peu partout sont encore trop considérables, on va se retrouver dans une situation où on n'aura pas réglé le problème, mais où on l'aura simplement étiré dans le temps en faisant une espèce d'opération de maquignonnage ou de **tape-à-l'oeil**, en donnant aux gens l'impression qu'on agit alors que, dans les faits, on n'agit pas suffisamment. Et ce sera beaucoup plus difficile par la suite parce qu'on sera pris dans un engrenage juridique où les entreprises auront des droits acquis et diront: Écoutez, on a fait ce que le gouvernement nous a dit de faire, vous ne pouvez pas nous blâmer. Pour, par la suite, aller plus loin et faire ce qui devra être fait.

D'autant plus, et le ministre le sait très bien, que les connaissances scientifiques évoluent. Les exigences qu'on pose aujourd'hui peuvent très bien ne pas être suffisantes dans cinq ans. Il va me dire: C'est pour ça que les attestations sont délivrées pour cinq ans pour les entreprises existantes et pour dix ans pour les nouvelles entreprises. Très bien. Mais ce n'est pas parce que les attestations sont délivrées pour des périodes relativement courtes qu'on doit néanmoins ne pas prendre un certain nombre de précautions à l'égard du type d'exigences qu'on aura à poser aux entreprises.

(12 h 10)

Par ailleurs, là où vraiment nous ne suivons pas le ministre, c'est dans son espoir un peu idyllique de voir les gens s'autosurveiller, **s'autodénoncer** même à certains égards. Quand on lit certains passages du projet de loi et qu'on regarde en particulier certains articles qui nous sont proposés, on peut se demander si vraiment les entreprises vont aller jusqu'à aviser le ministre de la présence accidentelle dans l'environnement de certains contaminants et s'ils vont aller jusqu'à informer le ministre de tout événement entraînant une dérogation aux dispositions de l'attestation.

On est en droit de se poser ces questions, M. le Président, parce que actuellement ils ne le

font pas. Actuellement, quand on regarde le comportement malheureux d'un certain nombre d'entrepreneurs, de dirigeants d'entreprise, d'industriels, de cadres supérieurs de grosses entreprises de production et de fabrication, on est obligé de se rendre compte que le constat qu'on fait souvent c'est que ces gens interviennent dans une opération de camouflage ou de dissimulation des faits. Le ministre le sait. Beaucoup d'industriels ou de cadres supérieurs d'entreprise sont souvent plus préoccupés à cacher ces bêtises, ces déversements accidentels et ne prennent pas la peine d'avertir le ministre de l'Environnement. Ce n'est pas parce qu'aujourd'hui on les oblige à le faire qu'ils vont le faire, s'il n'y a pas de contrôle qui nous assure que, effectivement, on va les amener dans une situation telle que ces gens vont se sentir à ce point épiés, surveillés qu'ils ne prendront pas de chance, qu'ils vont se dénoncer eux-mêmes et aviser le ministre des manquements qu'ils vont avoir commis.

Bien sûr, il y en a un certain nombre qui vont probablement aller dans la nouvelle direction mais je pense que c'est fondé actuellement, compte tenu de la situation encore dans notre société, compte tenu de l'évolution des mentalités. On n'est pas encore à un point où on peut faire confiance les yeux fermés à nos industriels, si bien intentionnés soient-ils. J'étais très heureux de voir la Chambre de commerce du Québec créer, il y a quelques mois, le comité spécial sur l'environnement. J'étais très heureux, sinon un peu étonné, mais agréablement surpris de voir la Chambre de commerce, lors de son dernier congrès il y a à peine deux semaines, prendre le virage écologique à la suite du gouvernement et dire: Écoutez, il va falloir que ça fasse mal, qu'on change nos façons de faire, nos comportements. J'étais heureux d'entendre en privé la semaine dernière le Conseil du patronat nous dire que lui aussi s'en vient avec son virage écologique et qu'au début de l'année il va nous arriver avec une politique ou une proposition à l'égard des comportements environnementaux de ses membres.

Je suis content de voir ça mais je suis encore un peu sceptique. Vous m'excuserez mais je pense que les citoyens du Québec en général sont un peu sceptiques. Ils vont vouloir voir un peu ce que ça donne. Ils vont vouloir avoir des preuves même si eux aussi ont à assumer une responsabilité parce qu'on est tous un peu responsables de la situation dans laquelle on est. Ce ne sont pas uniquement les industriels et les propriétaires d'entreprise ou les cadres d'entreprise qui sont les seuls responsables, les seuls pollueurs et les seuls méchants à l'égard de l'environnement dans notre société. Mais ils doivent reconnaître qu'ils ont une responsabilité considérable et que si on est tous un peu responsables ils le sont beaucoup parce que c'est eux qui prennent des décisions au plan de l'utilisation de certains produits, au plan des

procédés, au plan des investissements pour changer les outils de production et de fabrication au plan économique.

Dans ce contexte, ce que nous constatons encore trop dans notre société ce sont des industriels qui ne sont pas portés à s'auto-surveiller, qui ne sont surtout pas portés à s'autodénoncer. Dans ce contexte, je veux bien qu'on fasse confiance mais, pour le moment, je préfère qu'on prenne la ceinture et les bretelles, qu'on ne prenne pas trop de chance et on verra à l'usage si on peut faire confiance.

J'ai l'impression que, dans l'environnement, c'est comme dans un certain nombre d'autres domaines, on ne pourra jamais faire totalement confiance. La nature humaine étant ce qu'elle est, il va peut-être toujours falloir faire en sorte qu'au-delà des demandes d'auto-surveillance qu'on formulera auprès des industriels, au-delà des volontés anticipées ou espérées d'autodénonciation, il y aura aussi des mécanismes qui feront en sorte que les gens n'aient pas le choix de le faire parce que les ouvriers dénonceront, parce que les citoyens dénonceront et parce qu'il y aura des inspecteurs et des enquêteurs qui feront leur travail à l'improviste et qui frapperont là où on ne s'y attend pas.

Aussi longtemps qu'on n'aura pas cette situation, il n'y aura pas de véritable changement de mentalité, parce que notre mentalité à nous tous et nous toutes est telle qu'on n'est pas tellement porté à s'autodénoncer dans quelque domaine que ce soit et, à cet égard, les industriels ne sont ni meilleurs ni pires que les autres. Compte tenu de cette réalité, je pense qu'on fonde un peu trop d'espoir sur ça. Le gouvernement aurait été un peu mieux avisé de donner au ministre de l'Environnement plus de ressources pour avoir plus d'inspecteurs et d'enquêteurs et fonder un peu moins d'espoir.

Je comprends l'approche globale du gouvernement - et c'est celle du ministre de l'Environnement qui joue gros, c'est un gros pari qu'il prend - de travailler dans une optique de conciliation. Moi, je pense que ça porte un certain fruit et ça déjà porté quelques fruits. Il faut que les entreprises et que les industriels sentent que si on est prêt à se concerter avec eux, si on est prêt à discuter avec eux, d'une certaine façon, on va le faire correctement. Ils n'auront pas le choix de le faire. Il faut que ce soit clair. Il faut que les ressources du ministère de l'Environnement soient telles que personne ne va prendre à la légère les avertissements du gouvernement, personne ne va prendre à la légère les lois de l'environnement, personne ne va prendre à la légère les règlements dont on va se doter ou qu'on a déjà. Autrement, tout ça, c'est de la frime, M. le Président.

Il y a un problème qui pourrait être soulevé par le projet de loi. Certains en voient un. Moi, je ne suis pas certain qu'il y en ait un, mais il est de notre responsabilité de le mettre sur la table pour voir ce qu'en pense le ministre de

l'Environnement. Le fait qu'on assujettisse les municipalités, comme les entreprises, à l'obligation d'avoir une attestation d'assainissement lorsqu'elles opèrent des équipements pourrait faire problème. Certains m'ont dit: Écoutez, ce n'est pas nécessaire dans la mesure où le gouvernement lui-même donne les autorisations pour la construction de ces équipements et qu'il a mis en place un mécanisme pour que ces équipements, maintenant, soient plus efficaces, plus opérationnels et moins polluants, d'une certaine façon. Pourquoi assujettir les municipalités? Moi, je vais vous dire que je suis plus porté à ne pas prendre de chance là non plus, un peu comme le ministre. Je préfère que les municipalités soient, elles aussi, assujetties à l'obligation d'avoir des attestations d'assainissement. Néanmoins, le ministre serait bien avisé s'il utilisait une partie de son temps pour expliquer un peu au monde municipal, aux municipalités, pourquoi elles doivent, elles aussi, être incluses dans la réglementation, en fait, à l'obligation de produire une attestation.

Avant de passer aux amendes et à la problématique de la sévérité dont on va parler tantôt, je voudrais dire un mot - j'en ai parlé il y a quelques instants - du comportement du milieu des entreprises. J'ai constaté, notamment en prenant connaissance de l'opinion de l'Association des manufacturiers canadiens quand le ministre a déposé son projet, il y a quelques mois que l'association a qualifié le projet du ministre de légaliste, de projet axé sur les priorités administratives. Elle a, d'ailleurs, demandé une commission parlementaire, à ce moment-là. Ce que je disais tantôt s'est un peu traduit par cette réaction. D'une certaine façon, on entend de plus en plus, en particulier la Chambre de commerce - on va sans doute entendre dans quelque temps le Conseil du patronat - se dire prête à prendre le virage écologique. Quand on arrive dans la réalité des choses, à prendre des actions concrètes, quand on les amène à adopter des comportements différents, là, on se rend compte qu'entre le discours et la pratique, il y a deux choses.

On est prêt à prendre le virage environnemental, mais les projets sont trop administratifs, trop tâtilons, les exigences sont trop fortes, trop agaçantes. On veut aller trop vite. On nous demande trop d'investissements. On nous fait porter un poids trop lourd. Je me rappelle la remarque du président du Conseil du patronat la semaine dernière lorsqu'il nous a rencontrés. Il faudrait avoir un portrait plus exact de la pollution. On est heureux de voir le Conseil sur la conservation et l'environnement faire une consultation publique actuellement, comme si, finalement, on n'avait pas assez de données actuellement pour savoir quelle est la situation de la pollution industrielle au Québec, alors que, dans les faits, M. le Président, on a suffisamment de données pour se rendre compte qu'il est temps d'agir et d'agir rapidement.

(12 h 20)

Dans ce contexte, Je pense que les gens d'affaires qui, d'une certaine façon, jusqu'à récemment, tenaient le même discours que le gouvernement, doivent se rendre compte que le virage écologique ça heurte de front, si on veut prendre efficacement et réellement un discours traditionnel qui était le discours du gouvernement jusqu'à récemment et aussi celui des milieux d'affaires: moins d'interventions de l'État, moins de règlements, moins de taxes et d'impôts, moins de déficit. Mais ce n'est pas vrai, M. le Président, qu'on peut prendre le virage environnemental avec moins de réglementations, moins de présence de l'État, moins de contrôle, moins de surveillance de l'appareil gouvernemental, moins de dépenses publiques, ce n'est pas vrai! Il va falloir qu'on en soit conscient. On ne peut pas prendre un virage environnemental sérieux et en même temps tenir ce discours. Je crois que le ministre de l'Environnement sait que j'ai raison. Je pense que nos concitoyens et nos concitoyennes vont devoir évaluer à la fois le comportement du gouvernement ainsi que celui du milieu des affaires qui dit, lui aussi, vouloir prendre le virage écologique, ainsi que le comportement de n'importe qui dans notre société qui dira prendre le virage environnemental. Si ces comportements ne nous amènent pas à payer plus cher, si ces comportements qu'on veut changer ne nous font pas un peu mal, c'est parce qu'on n'a pas vraiment pris le virage environnemental. On ne peut pas prendre le virage environnemental et continuer à faire ce qu'on fait. On ne peut pas prendre le virage environnemental sans que ça nous fasse mal, cela va nous faire mal comme société, comme individu, comme contribuable, comme gouvernement. Il va falloir un peu de courage politique et un peu de courage tout court dans bien des domaines pour pouvoir prendre ce virage d'une façon efficace.

Par ailleurs, à l'égard de la sévérité, les choses que j'ai à dire concernant les amendes... À l'égard du principe, je suis d'accord. Deux choses: D'abord, le constat qu'il a fallu, à Saint-Basile, entre autres, pour que le gouvernement intervienne dans ce sens-là; cela faisait des mois que nous, de l'Opposition, nous disions au ministre de l'Environnement: Vous n'avez pas des dents suffisamment fortes et surtout vous ne les utilisez pas suffisamment. Le ministre le reconnaissait en disant: Je n'ai pas assez d'avocats, je n'ai pas assez d'inspecteurs. S'il y avait eu plus d'inspecteurs, plus d'avocats, il y aurait déjà eu plus de poursuite. D'autre part, dans le dossier de Saint-Basile, on s'est bien rendu compte que la loi n'était pas appliquée, respectée. Délibérément, les règlements n'avaient pas été appliqués et il n'y avait pas eu de poursuites. **Délibéré**ment, on n'avait pas forcé le propriétaire de l'entrepôt de Saint-Basile à agir. Pourquoi? Parce qu'on ne voulait pas créer le précédent, de faire en sorte que l'individu en question fasse faillite

et refile au gouvernement, au ministre de l'Environnement la patate chaude qu'était l'entrepôt de BPC, afin de ne pas faire en sorte qu'on crée un effet d'entraînement auprès d'autres propriétaires. En faisant ça, le message qu'on passait, c'était qu'on peut s'abstenir de respecter les règlements. Pour éviter des problèmes administratifs ou même des problèmes budgétaires, que le ministre aurait eus s'il avait fallu qu'il gère lui-même l'entrepôt ou les entrepôts de BPC, on peut ne pas appliquer la loi et les règlements. Aujourd'hui, on vient dire aux gens: On va être plus sévère. Il va falloir que le gouvernement change son attitude, qu'il fasse respecter la loi et les règlements, et qu'il se donne les moyens de le faire également. C'est la première chose.

La deuxième, c'est à l'égard des amendes. Ayant une formation en criminologie, il aurait été intéressant de voir - peut-être que le ministre en a et il pourra les déposer lorsqu'on étudiera, de façon détaillée, le projet de loi - s'il y a eu des études comparatives en termes de pénologie sur l'efficacité des peines. Quand je regarde les propositions qui sont faites par le ministre, je me dis: Je ne suis pas certain que, dans un certain nombre de cas, les minimums de ces amendes soient suffisants. Si on veut vraiment avoir un effet **d'exemplarité**, je ne suis pas certain que les hausses qu'on propose sont suffisantes. En fait, j'ai la conviction que, dans certains cas, elles ne sont pas suffisantes. Je prends seulement un exemple: à l'article 20 du projet de loi, j'ai été frappé par le fait qu'on a augmenté les plafonds, mais qu'on a laissé les planchers à la discrétion des juges; en fait, il n'y a pas de planchers. C'est un maximum plus élevé, mais le juge peut donner un minimum à sa discrétion.

C'est un autre problème. Quel est le comportement que l'appareil judiciaire va adopter? On avait parlé de cette question lors de l'étude des crédits, il y a quelques mois. À ce moment-là, j'avais demandé: Est-ce que le ministre, le ministère de l'Environnement a fait une évaluation du comportement de l'appareil judiciaire? Il n'est pas suffisant de modifier la loi pour qu'on ait des peines plus **sévères**. Encore faut-il que l'appareil judiciaire adopte aussi un comportement cohérent par rapport aux nouvelles valeurs de la société. Il faut aussi que les juges prennent le virage écologique. Finalement, si les juges ne prennent pas le virage écologique et continuent d'imposer des minimums, on va se retrouver avec des problèmes et on n'aura rien réglé.

Dans ce contexte, il faut faire attention. L'emprisonnement, ce n'est pas une trouvaille du siècle. J'ai vu un titre de journal qui disait, à un moment donné: "Maintenant, on va avoir l'emprisonnement". L'emprisonnement existait **déjà**, c'était possible. On augmente la longueur de la peine d'emprisonnement, mais ce qu'on constate, c'est qu'on n'utilisait pas la peine **d'emprisonne-**

ment. Les juges qui pouvaient imposer jusqu'à six mois, dans certains cas, ne le faisaient pas. Pourquoi ne le faisaient-ils pas?

Est-ce qu'ils vont le faire plus maintenant qu'on porte la peine de 6 à 18 mois? Et qui va leur donner le message? Ils ont beau être nommés à vie, mais ils ont une responsabilité sociale. Et, d'une certaine façon, c'est au gouvernement de donner ce message, pas uniquement à travers la loi, mais aussi à travers la loi en faisant en sorte que les minimums soient tels que les juges n'aient pas le choix, dans certains cas.

Les amendes additionnelles, là aussi, c'était prévu par la loi. D'une certaine façon, l'évaluation pécuniaire qui pourrait être faite était déjà prévue. Je me demande simplement si, d'une certaine façon, on va avoir un mécanisme qui va faire en sorte qu'on va évaluer correctement les dommages et les bénéfices pécuniaires que les gens ont retirés pour qu'éventuellement, lorsqu'il y aura imposition d'une amende additionnelle en fonction des bénéfices pécuniaires, on le fasse vraiment en fonction des vrais bénéfices.

Par ailleurs, à l'égard du principe de la réparation, ça aussi, c'était déjà dans la loi. Ce n'est pas nouveau. D'une certaine façon, la question qu'on se pose, c'est: Est-ce qu'on n'atténue pas plutôt qu'on augmente le principe de la réparation? Parce que, auparavant, le ministre lui-même, sans l'intervention des tribunaux, pouvait imposer des réparations. Est-ce que, maintenant qu'on laisse ça à la discrétion des tribunaux, on ne va pas évacuer, d'une certaine façon le problème? Est-ce qu'on ne va pas faire en sorte que ce principe va être plus dilué? Encore qu'on pourrait en douter dans la mesure où on se rend compte que le ministre lui-même n'utilisait pas son pouvoir souvent. A-t-il une fois utilisé le pouvoir d'obliger des gens à faire de la réparation?

Quoi qu'il en soit, M. le Président, ces questions demeurent importantes. Il y a une chose que je voudrais proposer au gouvernement. Que va-t-on faire des amendes qui vont être éventuellement imposées? Nous, nous avons une proposition. Nous proposons au gouvernement de créer un fonds spécialisé. Nous allons essayer de proposer un amendement pour faire en sorte que les amendes soient versées dans un fonds spécialisé qui servirait à financer les actions des groupes communautaires et des groupes écologiques en matière d'information et de formation du public à l'égard des causes environnementales. Je pense qu'on ferait oeuvre utile de faire en sorte que les amendes n'aient pas dans le fonds consolidé, mais plutôt dans un fonds spécialisé qui, lui, servirait à quelque chose. Et le ministre aurait une bonne occasion de faire en sorte que les amendes puissent être utilisées à une action particulière.

Je me rends compte que le temps file, M. le Président. Quand on n'a pas un texte écrit, on est souvent amené à parler plus longtemps et à

ne pas pouvoir aborder un certain nombre d'autres sujets. Vous me dites qu'il reste peu de temps. Je voudrais aborder une autre question que le ministre a abordée, en conclusion, c'est le problème de l'accès à l'information. Le ministre a tenu à me rassurer et à nous rassurer, en disant: Écoutez, ce sont les secrets industriels seulement et on va essayer de baliser.

Nous, ce que nous constatons, c'est que cela fait au moins deux ou trois fois depuis un an que le ministre tente d'introduire des articles de loi qui font en sorte que le principe de l'accès à l'information soit non pas battu en brèche, mais un peu attaqué, qu'on ait une limitation de l'accès à l'information. Il me fait signe que non. Mais moi, je me dis qu'il manque quelque chose dans ce mécanisme qui nous en donne la garantie. Est-ce que la Commission d'accès à l'information a été mise dans le coup? Est-ce que ce ne devait pas être à cet organisme de définir un secret industriel, plutôt qu'au ministre de l'Environnement? Est-ce que, au moins, le ministre ne sauverait-il pas le principe s'il acceptait que ce ne soit pas lui qui soit responsable de limiter l'accès à l'information, mais l'organisme qu'on a créé, d'autant plus qu'on a voulu que la loi sur l'accès à l'information soit une loi générale, de portée générale, un peu comme la charte des droits et libertés?

Dans ce contexte, nous serions un peu plus rassurés si le ministre et le gouvernement acceptaient, que la limitation de l'accès à l'information, si elle est nécessaire dans certains cas à l'égard des secrets industriels... Et je peux comprendre qu'il y ait des situations où des secrets industriels sont en cause. Mais, dans ce cas-là, nous préférierions que ce soit la Commission d'accès à l'information qui ait la responsabilité de baliser l'accès à l'information et de définir ce qu'est un secret industriel et, éventuellement, d'intervenir pour statuer si, oui ou non, c'est un secret industriel, si, oui ou non, les citoyens peuvent avoir accès à certains documents.

(12 h 30)

Je dis au ministre que nous y reviendrons lors de l'étude détaillée. De la façon dont l'article est formulé, on a vraiment l'impression qu'on va beaucoup plus loin que les secrets industriels. Il est formulé de telle sorte qu'il a une trop grande portée générale et, pour nous, c'est inacceptable.

Je termine en disant que, comme je l'ai indiqué au départ, nous allons concourir à l'adoption du projet de loi d'une façon positive et responsable parce que nous pensons que ce projet de loi va dans le sens que l'on doit emprunter comme société. Nous espérons que les remarques que nous avons faites seront prises en considération par le gouvernement et le ministre et aussi que le ministre aura les moyens de sa politique non seulement maintenant, mais dans les années à venir, d'autant plus que déjà un doute a été semé dans notre esprit compte tenu

du fait que le gouvernement et le cabinet n'ont pas accordé au ministre ce qu'il demandait à l'égard de l'implantation de la politique de contrôle des rejets industriels. C'est déjà une indication que le gouvernement dit une chose à l'égard du virage écologique, mais que, quand vient le temps de payer et de mettre les moyens de la politique en place, il n'ose pas le faire. Il préfère le chemin plus facile, plus électoral et plus populaire de réduire les taxes et les impôts. À cet égard, je pense que, malgré la valeur intrinsèque que la loi aura quand elle sera bonifiée, il faudra être vigilant quant à l'application de cette politique et quant au comportement général du gouvernement à l'égard du virage environnemental qu'on doit prendre comme société, indépendamment des options ou des intérêts partisans. Merci, M. le Président.

Le Vice-Président: Je cède maintenant la parole à M. le député de Pontiac, adjoint parlementaire au ministre de l'Environnement.

M. Robert Middlemiss

M. Middlemiss: Merci, M. le Président. Il me fait plaisir d'intervenir aujourd'hui sur le projet de loi 99, Loi modifiant la Loi sur la qualité de l'environnement et d'autres dispositions législatives. "Ce projet de loi a pour objet de modifier la Loi sur la qualité de l'environnement afin d'y ajouter une nouvelle section relative à l'attestation d'assainissement, applicable aux établissements industriels faisant partie de certains secteurs d'activités et aux municipalités exploitant certains ouvrages d'assainissement des eaux usées."

Pour arriver à présenter ce projet de loi qui semble être accepté et qui sera appuyé par l'Opposition, il fallait avoir, au sein du gouvernement, cette volonté d'un virage écologique. Le gouvernement qui nous a précédés nous dit, et le porte-parole de l'Opposition le mentionnait tout à l'heure: Vous, du gouvernement présent, continuez dans les traces qu'on vous a établies avec le programme d'assainissement des eaux. Il y avait le programme d'assainissement des eaux urbaines, il y avait le volet industriel, il y avait le volet agricole. À entendre le critique de l'Opposition, on a l'impression que, si on a des avocats, si on dépense bien de l'argent et si on a bien des programmes, cela règlera tous les problèmes.

L'un des premiers gestes posés par le ministre de l'Environnement au début de l'année 1986 fut de dire: Regardez, on a un programme d'assainissement des eaux, on a le volet industriel et on a le volet agricole. Quel est l'état de la situation dans ces programmes? À ce moment, il a donné un mandat au groupe qu'on appelle le groupe Dagenais afin de faire une évaluation de l'état de la situation. À partir du rapport de M. Dagenais, on a **identifié** que, dans le volet industriel, il y avait des problèmes. L'industrie

ne s'entendait pas avec le ministère parce que le ministère ne consultait pas l'industrie. Peut-être que les exigences du ministère n'étaient pas comprises de la part de l'industrie et vice versa.

À partir de ce document, le gouvernement a réalisé que, pour mener à bonne fin le volet industriel, il fallait une consultation entre le gouvernement et l'industrie. Et cette consultation a commencé au mois de juin, au moment où l'intention de politique du gouvernement a été établie. Une consultation a été faite auprès des industries. C'est certain qu'on ne peut pas toujours obtenir 100 % des choses qu'on veut avoir. On tente toujours d'obtenir 100 %, sauf qu'il y a des fois où, plutôt que viser 100 %, sachant que ce n'est pas possible, il faut viser un objectif plus réaliste. Je crois que c'est ce qui se passe dans le contexte présent.

M. le Président, qu'est-ce que le projet de loi va faire maintenant? On va certainement se donner les outils nécessaires pour s'assurer que, dorénavant, les industries feront le prétraitement des rejets qu'elles font dans un système d'égout municipal et qu'elles auront une attestation pour s'assurer que les rejets sont acceptables.

Il y a l'autre volet pour ceux qui sont hors réseaux. On dit que 5 % sont hors réseaux et la priorité qu'on se donne dans le moment, c'est d'aller chercher ceux-là, tout en ne mettant pas de côté toutefois les autres. La loi, le programme tout ça va s'appliquer au restant, parce qu'il y a 87 % des industries qui rejettent dans une usine municipale. Il y en a 13 % qui rejettent hors réseaux. Et, des 13 %, 5 % sont ceux qui polluent le plus, qui sont les plus gros pollueurs et c'est sur ceux-là qu'on met la priorité. Cela ne veut pas dire, parce qu'on établit une priorité qu'il y a y avoir un laisser-aller pour les autres. Le programme va s'appliquer, mais il faut commencer, premièrement, par les plus gros pollueurs.

Quelles sont les modifications à la loi, M. le Président? Il est proposé d'introduire dans cette loi une nouvelle section rendant obligatoire, comme je le disais tout à l'heure, une attestation d'assainissement pour les établissements industriels. La détermination des catégories d'établissements industriels qui seront assujettis à cette obligation sera faite ultérieurement par décret gouvernemental. Les principales caractéristiques de cette attestation sont les suivantes. Il faudrait certainement regrouper dans un même document légal l'ensemble des exigences du ministère pour les types de rejets, eau, air et sol. Le ministre a mentionné qu'il y a un an on a présenté le CAP environnemental. Aujourd'hui, on fait cela intégralement. Il n'y a pas plus de compartiments où on ne s'occupe que de l'assainissement de l'eau, que de l'assainissement de l'air ou que de l'assainissement du sol de façon individuelle. Maintenant, on regarde quel est l'effet. Si on veut traiter les eaux, est-ce que le rejet qui provient du traitement des eaux va

contaminer l'air ou le sol? Il faut s'assurer, M. le Président, que l'assainissement soit fait de façon à ce qu'on ne déplace pas le problème de pollution d'un élément à l'autre.

Obligation pour l'établissement industriel de surveiller et d'analyser les rejets selon la fréquence et les conditions établies par le ministère et obligation de transmettre les résultats au ministère. Sur ce point, le porte-parole de l'Opposition trouve que c'est un peu osé de demander à l'industrie de s'autodiscipliner. Mais je crois qu'on parle d'un virage écologique et on espère que tous et chacun vont le prendre, ce virage écologique.

(12 h 40)

Peut-être le fait de responsabiliser les industries et de leur dire: Vous allez vous autodiscipliner, dans le sens que, si vous commettez des erreurs de parcours en faisant un rejet dans l'environnement, vous serez obligées d'en aviser vous-mêmes le ministère... M. le Président, je crois que c'est toujours préférable que les gens ne fassent pas des choses parce qu'ils ont peur d'une amende. Je fais la comparaison entre la contrition parfaite et la contrition imparfaite. Si on se souvient bien, on disait que la contrition imparfaite, c'est qu'on ne faisait pas telle chose de peur d'aller en enfer. De l'autre côté, la contrition parfaite, c'était qu'on la faisait pour l'amour de Dieu. Je pense que c'est un peu ce qu'on veut faire pour que l'industrie elle-même, non pas seulement par coercition, mais par coopération, réalise que la population veut un virage écologique et qu'elle doit faire sa part dans ce domaine.

J'ai l'occasion de travailler présentement à un projet d'implantation de la collecte sélective et de la réduction des déchets au Québec. Je dois vous dire que l'industrie est actuellement ouverte à une coopération avec les gouvernements, que ce soit au niveau provincial ou municipal, et avec les organismes préoccupés par l'environnement. Je crois que cela fait partie de ce virage écologique de s'adjoindre l'industrie comme partenaire. Il ne faudrait pas agir simplement parce qu'on a peur d'avoir une amende. C'est sûr que, comme le mentionnait le critique de l'Opposition, il y a toujours le côté humain des choses et qu'on tentera souvent de ne pas admettre certaines choses. Mais je pense que, pour assurer un meilleur respect et, dans le cas actuel, pour s'assurer qu'il y ait de moins en moins de rejets industriels et que les industries fassent les efforts nécessaires pour réduire cette pollution, c'est certainement une affaire de coopération plutôt que de coercition.

M. le Président, il y a aussi le côté des amendes. On va tenter de coopérer avec l'industrie pour s'assurer qu'elle fera le virage écologique et qu'elle prendra ses responsabilités. Si, par hasard ou par malheur, il y en a parmi les industries qui ne le font pas de façon volontaire et par respect pour l'environnement, la loi permettra d'appliquer des amendes majorées

et, dans des cas extrêmes qui requièrent l'emprisonnement, la période d'emprisonnement passera de six mois à dix-huit mois. M. le Président, c'est certain que, comme dans toute chose, on espère n'être jamais obligé d'utiliser ces outils qu'on s'est donnés. Toutefois, ils sont là comme incitatif en espérant qu'on n'aura jamais besoin de les utiliser.

Dans le cas où on ne pourrait pas se fier à cette autodiscipline de certaines industries, les inspecteurs et enquêteurs du ministère verront dorénavant leurs pouvoirs accrus pour leur permettre de recueillir tous les éléments de preuve nécessaires à une poursuite pénale et pour mener à terme leur investigation. De plus, les pouvoirs de saisie en cas d'urgence ont été précisés de même que les moyens de conservation de la preuve.

Aussi, M. le Président, une chose qui est bien importante, c'est que dans les usines de traitement des rejets il y a des opérateurs qui s'occupent de ces usines. Souvent, des rejets se font parce que les opérateurs n'ont peut-être pas eu l'entraînement ou la formation nécessaire. Donc, dans le projet de loi, il est proposé de prévoir un pouvoir réglementaire pour déterminer les qualifications des personnes physiques affectées au fonctionnement des équipements municipaux d'assainissement des eaux usées. Donc, c'est de se donner un moyen de s'assurer que les gens qui opèrent une usine censée faire le traitement des eaux contaminées ou polluées, usées, vont certainement être capables de savoir si l'opération se fait de la façon prévue.

M. le Président, en terminant, je crois que, si le gouvernement du Québec, si le ministre de l'Environnement n'avait pas eu cette préoccupation pour le virage écologique, nous n'aurions pas pu nous rendre où nous sommes aujourd'hui, car, pour être capables de résoudre un problème, il faut certainement savoir quelle est la cause de ce problème. Il faut étudier le problème pour y trouver une solution. C'est en donnant le mandat au groupe Dagenais de faire un tour d'horizon et en obtenant l'état de la situation que l'on a pu arriver aujourd'hui à présenter des changements à la Loi sur la qualité de l'environnement qui devraient nous assurer dans le futur de réduire les rejets, la pollution industrielle.

M. le Président, c'est certain qu'à la vitesse des changements technologiques dans le traitement des rejets industriels il va falloir être à la fine pointe de la technologie pour s'assurer, au fur et à mesure qu'on apprend sur certains rejets qui nous semblent aujourd'hui ne pas être des rejets polluants ou des déchets toxiques, au fur et à mesure qu'on apprend que certaines choses le sont, qu'on puisse s'ajuster en cours de route.

Je suis heureux de voir que les membres de l'Opposition, même si leur porte-parole, le député de Verchères, a fait ses critiques - et c'est son rôle de le faire - vont appuyer le projet de loi. Je suis convaincu que nous sommes bien en route

pour nous assurer qu'en plus d'avoir un programme d'assainissement urbain des eaux usées on se donne les moyens de procéder avec l'assainissement industriel et aussi l'assainissement agricole. Donc, sur ce, je dis: Espérons que, dans un avenir très immédiat, les conséquences de ce projet de loi vont être reflétées dans l'environnement. Merci.

Le Vice-Président: Je cède la parole à M. le député de Bertrand.

M. Jean-Guy Parent

M. Parent (Bertrand): Oui, merci, M. le Président. Cela me fait plaisir d'intervenir sur le projet de loi 99, Loi modifiant la Loi sur la qualité de l'environnement et d'autres dispositions législatives, parce que tout ce qui tourne autour de l'environnement, et le ministre le sait, me préoccupe au plus haut point. D'autant plus que, dans l'article 1 du projet de loi 99, le ministre a pris soin d'ajouter les mots "**pneus hors d'usage**", donc les vieux pneus, dans la **description**. C'est donc dire qu'on a l'intention d'intervenir en matière de qualité d'environnement avec cette notion de vieux pneus maintenant.

Vous comprendrez qu'à la suite des propos de mon collègue, député de Verchères et critique en matière d'environnement, je ne fais qu'ajouter à ses propos pour dire que, premièrement, sur le fond, bien sûr que nous sommes d'accord. Cependant, sur la forme, je pense que le message est très clair. On veut que le ministre de l'Environnement, on veut que le gouvernement puisse aller beaucoup plus loin et non pas agir, comme on le voit dans certaines notions du projet de loi 99, un peu naïvement en faisant confiance, par exemple, à la notion de l'auto-surveillance dans les entreprises.

(12 h 50)

Je pense, M. le Président, que le ministre de l'Environnement a, au cours des dernières années, parlé beaucoup. Je pense que le ministre de l'Environnement a véhiculé beaucoup de sa volonté à lui en tant que ministre de faire des choses pour la qualité de l'environnement. Le projet de loi 99, d'ailleurs, traduit plusieurs de ses idées. Cependant, ce dont on s'est rendu compte de ce côté-ci, du côté de l'**Opposition**, en suivant de très près les faits et gestes du ministre, c'est que le propos que lui tient et le propos que ses collègues dans l'ensemble du gouvernement au Conseil des ministres tiennent sont des propos parfois discordants. **C'est-à-dire** entre les belles paroles du ministre, entre la volonté du ministre, que je ne mets nullement en doute... Je l'ai vu agir dans plusieurs dossiers, que ce soit dans le cas des pneus à Saint-Amable, que ce soit dans le cas des BPC qui a touché les gens de Sainte-Julie de mon comté, le fameux dossier de Saint-Basile, et je pense que le ministre est de bonne foi.

Mais cela ne suffit pas. Dans le système où nous vivons, M. le Président, si le gouvernement, lui, n'agit pas et ne soutient pas son ministre de l'Environnement, on ne va nulle part. J'ai un peu l'impression que, depuis un an, un an et demi, deux ans, les meilleurs alliés du ministre sont dans l'Opposition. C'est nous autres qui faisons la vente auprès du gouvernement pour essayer d'aider le ministre. Le ministre doit se réjouir d'avoir des gens comme mon collègue le député de Verchères et certains de notre côté qui donnent des outils au ministre de l'Environnement parce qu'au Conseil des ministres, au Conseil du trésor, auprès de ses collègues, 1 n'a pas l'appui. Ce qui fait que le ministre de l'Environnement n'a pas les outils, n'a pas le coffre d'outils nécessaires pour être capable d'agir.

D'ailleurs, on le voit très bien dans le projet de loi 99. Vous savez, on aura beau ajouter dans les descriptions qu'on veut traiter de vieux pneus, on aura beau ajouter à l'intérieur d'un projet de loi, dans la réforme de la Loi sur la qualité de l'environnement, qu'on veut agir de telle ou telle façon pour dénoncer les pollueurs, faire en sorte que les entreprises aient des certificats afin qu'elles enclenchent des systèmes, si, dans les faits, on n'agit pas, si la procédure prévue - celle prévue au projet de loi 99 - n'est pas suffisamment réaliste quant à la façon dont on va procéder pour rejoindre 600 à 700 entreprises, au bas mot le minimum visé, on s'en va nulle part, M. le Président. Dans trois, cinq ou dix ans d'ici, on va se reparler et on va dire qu'il y a encore beaucoup à faire.

Bien sûr, la chanson que le ministre nous a servie, particulièrement depuis un an, c'est de dire: Vous autres, qu'est-ce que vous avez fait? Je pense qu'il faut arrêter cette chanson. Ce qu'on a fait, c'est une chose et je pense qu'il y en a eu beaucoup de fait. Aujourd'hui - 1986, 1987, 1988 et on arrive à l'aube de 1989 - il y a des choses concrètes qui doivent être faites. Le projet de loi 99, on y souscrit quant au fond, mais il y a plusieurs éléments, touchés par mon collègue de Verchères ainsi que par d'autres collègues qui interviendront, sur lesquels nous voudrions que le ministre aille beaucoup plus loin. C'est la seule façon dont on sera capable de passer à l'action.

La question des amendes est un bel exemple. Quand le gouvernement du Québec, dans le domaine du transport, par le biais du ministre des Transports, a voulu corriger une situation quant à ceux qui sont pris en état d'**ébrété** au volant de leur véhicule, il a pris les moyens. Vous savez, les amendes qui sont imposées et les dents qu'il a données à cette loi ont fait en sorte qu'on a commencé à changer des attitudes au Québec. Aujourd'hui, avant de prendre un deuxième ou un troisième verre dans un bar ou lors d'un repas, avant de reprendre le volant de son véhicule, on y pense sérieusement. On sait que si on se fait prendre il n'y a pas de pardon,

on perd son permis. On a voulu, par cet exemple - je trouve que c'est excellent comme comparaison - montrer une volonté ferme de la part du gouvernement pour que ça cesse parce que c'est dangereux, parce que cela met des vies en jeu.

Je me pose une question et je la pose au ministre, aujourd'hui. Pourquoi, en matière d'environnement, **n'a-t-on** pas cette même volonté et ces mêmes dents? C'est aussi important. Parce que le ministre n'a pas réussi à vendre l'idée, parce qu'il n'a pas suffisamment d'alliés, parce qu'il n'a pas eu suffisamment d'arguments? Je ne le sais pas. Je sais, par exemple, ce qu'est le résultat à la fin. S'il y avait cette même volonté à partir de ce virage et de ce beau discours qui a été tenu, s'il y avait cette volonté, on a les moyens. Pourquoi le gouvernement a-t-il prêché et **prêche-t-il** encore de vouloir arrêter la pollution industrielle et les rejets industriels? Parce que c'est grave. Le prix qu'on a à payer est un prix très élevé et je me demande si les générations à venir vont être capables de prendre le dessus. Il est encore temps qu'on agisse. Il est encore temps qu'on agisse à la condition que le ministre de l'Environnement obtienne de son gouvernement tous les appuis nécessaires.

C'est bien beau que nous, de ce côté-ci de la Chambre, que l'Opposition décrive des situations. C'est bien beau que nous portions à l'attention du ministre telle ou telle situation. Toutes les fois, le ministre nous dit: Écoutez, je fais mon possible. On ne lui demande pas juste de faire son possible; on lui demande d'être capable de convaincre son gouvernement qu'entre le discours qu'il tient et entre les moyens qu'il se donne il n'y a pas de différence. C'est la seule façon pour le ministre de l'Environnement de garder sa crédibilité et son gouvernement, en matière d'environnement, de garder sa crédibilité.

Mais ce n'est pas du tout ce qu'on retrouve à l'intérieur du projet de loi. Bien sûr, le temps me manque, M. le Président, je ne peux pas toucher à tous les éléments contenus à l'intérieur du projet de loi 99, mais j'aurai certainement la chance d'y revenir. Ce que je veux vous dire aujourd'hui, c'est que les moyens pris à l'intérieur du projet de loi 99 font en sorte que le ministre n'a pas tenu parole par rapport à ce qu'il avait lui-même avancé. Le ministre de l'Environnement a subi des pressions quelque part. Le ministre de l'Environnement n'a pas tenu son bout, s'il était sérieux, si, lors des consultations, il était sincère par rapport à ce qu'il disait! Quand on voit la façon dont les entreprises réagissent, et mon collègue citait l'Association des manufacturiers canadiens qui manifestait en octobre dernier par rapport à la façon dont le ministre a l'intention de traiter les entreprises... Je pense que c'est un point auquel le ministre devrait rester passablement sensible et apporter des modifications importantes, lors

de la commission parlementaire ou lors de l'étude du projet de loi 99, article par article.

Deuxièmement, comment se **fait-il** que le ministre, que le gouvernement, que le projet de loi 99 traite sur un pied d'égalité les entreprises et les municipalités, les municipalités étant considérées comme des types **d'entreprises**? Pour avoir vécu, par exemple, à travers la SQAE, la Société québécoise d'assainissement des eaux, tout le programme d'assainissement sur la rive sud de Montréal, je peux vous dire qu'on ne pourra pas tenir un même discours et une même façon de faire quant à la volonté qu'a le gouvernement de corriger la situation dans les entreprises qui ont des rejets industriels, les entreprises dites polluantes, et celle dans les municipalités. Il va falloir que le gouvernement, que le ministre réalise qu'entre les municipalités et les entreprises il y a deux mondes différents. Il va falloir que le ministre réalise... Mon collègue, le député de Jonquière, interviendra au cours des prochains jours sur ce projet de loi parce qu'il est très préoccupé par cette dimension. Et je dois dire que je l'appuie dans le même sens.

M. le Président, en terminant, car le temps est à peu près écoulé, je veux dire au ministre de l'Environnement qu'il va falloir qu'il cesse de tenir le discours qu'il tient s'il n'agit pas. Il va falloir que le ministre de l'Environnement commence à poser des gestes très concrets. Ce n'est pas tout de se donner la loi, ce n'est pas tout - et on l'a très bien vu dans des dossiers antérieurs - d'avoir la volonté de vouloir agir. Il va falloir que le ministre de l'Environnement, après trois ans, avant qu'il n'arrive à la fin de son mandat, commence à poser des gestes très concrets, comme, je pense, il se doit en tant que ministre responsable, et qu'il soit au moins capable de dire que, dans son mandat, **dans** ses responsabilités, il a posé des gestes. Dans ce qui est traduit à l'intérieur du projet de loi, il va falloir que le ministre soit capable d'apporter un certain resserrement par rapport aux recommandations que nous lui faisons. Je vous remercie, M. le Président.

Le Vice-Président: M. le leader adjoint de l'Opposition.

M. Jolivet: M. le Président, je demande l'ajournement de ce débat en vous indiquant que le député de Jonquière sera notre prochain intervenant.

Le Vice-Président: Est-ce que cette motion d'ajournement est adoptée? En conséquence, nous ajournons le débat sur l'adoption du principe du projet de loi 99. Et puisque nous arrivons à 13 heures, nous suspendons les travaux, qui reprendront à 15 heures.

(Suspension de la séance à 13 heures)

(Reprise à 15 h 11)

**Présence d'athlètes des équipes
qui ont représenté le Québec
aux Jeux de Séoul et de Calgary**

Le Président: À l'ordre, s'il vous plaît! Veuillez vous asseoir. Mmes les députées, MM. les députés... Avant de procéder aux affaires courantes, j'ai le plaisir de souligner la présence dans la tribune de trois athlètes québécois représentant les équipes québécoises aux Jeux de Séoul et de Calgary. Dans un premier temps, Mme Odette Lapierre, **marathonienne** et athlète de l'année.

Des voix: Bravo!

Le Président: M. Jean Pichette, en patinage de vitesse et M. Luc Gingras, marathonien aux Jeux **paralympiques** de Séoul. M. Gingras.

À l'ordre, s'il vous plaît! Aux affaires courantes cet après-midi:

Déclarations ministérielles.

Présentation de projets de loi.

Dépôt de documents.

M. le ministre de l'Éducation, de l'Enseignement supérieur et de la Science. M. le leader du gouvernement en son nom.

**Rapports annuels du Conseil des universités
et de l'Ordre des chiropraticiens**

M. Gratton: M. le Président, au nom de mon collègue, j'ai le plaisir de déposer le 19e rapport annuel du Conseil des universités de même que le rapport annuel 1987-1988 de l'Ordre des chiropraticiens du Québec.

Le Président: Alors les deux rapports de M. le ministre de l'Éducation sont maintenant déposés.

Toujours à l'étape du dépôt de documents, M. le ministre de l'Environnement. M. le leader du gouvernement, en son nom.

Rapport annuel du BAPE

M. Gratton: En son nom, M. le Président, il me fait plaisir de déposer le rapport annuel 1987-1988 du Bureau d'audiences publiques sur l'environnement.

Le Président: Document déposé.

Dépôt de rapports de commissions. M. le président de la commission de la culture et député de Bourget.

Vérification des engagements financiers

M. Trudel: M. le Président, j'ai l'honneur de déposer le rapport de la commission de la culture qui a siégé le 15 novembre 1988 afin de procéder à la vérification des engagements financiers du

ministère des Communications pour les mois de mars à septembre 1988.

Le Président: Rapport déposé. M. le président de la commission des institutions et député de Taillon.

Étude détaillée du projet de loi 68

M. Filion: Oui, M. le Président, je voudrais déposer le rapport de la commission des institutions qui a siégé le 22 novembre 1988 afin de procéder à l'étude détaillée du projet de loi 68, Loi modifiant la Loi favorisant la libération conditionnelle des détenus. Ce projet de loi a été adopté.

Le Président: Votre rapport est déposé, M. le député de Taillon.

Dépôt de pétitions. M. le député de Joliette et chef de l'Opposition.

Empêcher la commercialisation du dimanche

M. Chevrette: M. le Président, je voudrais déposer l'extrait d'une pétition adressée à l'Assemblée nationale par 25 pétitionnaires des comtés de Joliette et de Lafontaine qui sont membres des Travailleurs unis de l'alimentation et du commerce. Les faits invoqués sont les suivants: "Que l'Assemblée nationale du Québec légifère rapidement dans le but d'empêcher la commercialisation du dimanche".

Le Président: M. le député de Joliette, votre pétition est maintenant déposée.

M. le député de Taillon, à l'étape du dépôt de pétitions.

M. Filion: M. le Président, je dépose l'extrait...

Le Président: À l'ordre, s'il vous plaît!

M. Filion: ...d'une pétition adressée à cette Assemblée nationale provenant de 276 pétitionnaires des Travailleurs unis de l'alimentation et du commerce des comtés de Taillon, **Crémazie**, Groulx et L'Acadie. L'intervention réclamée se résume ainsi: "Que l'Assemblée nationale du Québec légifère rapidement dans le but d'empêcher la commercialisation du **dimanche**."

Le Président: M. le député de Taillon, votre pétition est déposée.

Si vous avez le consentement, M. le député de Bertrand, je suis prêt à vous reconnaître. Est-ce qu'il y a consentement? M. le leader du gouvernement, est-ce qu'il y a consentement pour que M. le député dépose deux pétitions?

M. Gratton: D'accord.

M. Parent (Bertrand): Merci

Le Président: M. le député de Bertrand.

Une voix: Parce que c'est lui.

M. Parent (Bertrand): M. le Président, je dépose une pétition signée par 345 pétitionnaires membres de la communauté chrétienne de Saint-Louis-de-Pintendre. Les faits invoqués sont les suivants: "Que la famille a besoin d'un jour de repos en commun pour resserrer les liens entre ses membres, qu'il faut éviter une vie réduite à la production et à la consommation". L'intervention réclamée se résume ainsi: "S'opposer au projet de loi visant à légiférer sur l'ouverture des commerces et des magasins le dimanche."

Le Président: M. le député de Bertrand, votre première pétition est déposée.

M. Parent (Bertrand): Une deuxième pétition, M. le Président. Je dépose l'extrait d'une pétition signée par 4580 pétitionnaires, citoyens et citoyennes du Québec. Les faits invoqués sont les suivants: "Que le dimanche ne doit pas être un jour comme les autres, que la famille a besoin de ce jour pour se rencontrer, resserrer ses liens et ainsi favoriser une société plus humaine." L'intervention réclamée se résume ainsi: "Que le dimanche soit un jour de repos collectif".

Des voix: Bravo!

Le Président: M. le député de Bertrand, votre deuxième pétition est déposée. Est-ce qu'il y a d'autres dépôts de pétitions?

Cet après-midi, il n'y aura pas d'intervention portant sur une violation de droit ou de privilège ou sur une question de fait personnel.

Nous allons procéder immédiatement à la période régulière de questions et de réponses orales. Je vais reconnaître M. le chef de l'Opposition en principale. M. le chef de l'Opposition.

QUESTIONS ET RÉPONSES ORALES

Convoquer une commission parlementaire sur les programmes de transition nécessaires à l'entreprise

M. Chevette: M. le Président, ma question est la suivante. Je voudrais demander au premier ministre s'il considère important, tout autant que l'Opposition, de convoquer une commission parlementaire, du style un peu sommet québécois avec le patronat et le monde syndical, sommet qu'on a vécu à l'avant-dernière session, concernant les programmes de transition pour l'entreprise ou encore, pour les travailleurs québécois.

Le Président: M. le premier ministre.

M. Bourassa: M. le Président, si ma mémoire est bonne, il y a eu trois rencontres sur la question du libre-échange, trois commissions

parlementaires dont un sommet qui date de quelques mois seulement, le mois de septembre, je crois. Donc, je ne vois pas pourquoi il faudrait convoquer un autre sommet. Je voudrais peut-être que le chef de l'Opposition me donne quelques raisons additionnelles de répéter ce qu'on a déjà fait à trois reprises.

Le Président: M. le chef de l'Opposition, en additionnelle.

M. Chevette: M. le Président, le premier ministre lui-même, hier, disait qu'il y avait onze ministères en train de se préparer depuis la semaine passée...

Le Président: À l'ordre! À l'ordre, s'il vous plaît!

M. Chevette: Depuis la semaine passée, on sait qu'il y a à peu près onze ministères qui se préparent pour nous donner des chiffres et qui préparent des mesures transitoires. Ne serait-il pas intéressant pour les syndiqués, les syndicats, les leaders syndicaux québécois de se prononcer sur les perceptions gouvernementales en matière de programmes de transition? J'écoutais, hier, M. Dufour, du Conseil du patronat, qui dit: Maintenant, nous attendons du gouvernement les programmes de transition pour rendre concurrentielles les entreprises québécoises qui ne le sont pas.

Le premier ministre ne considère-t-il pas, à ce moment-là, qu'asseoir tout ce beau monde ensemble, discuter de l'approche qu'envisage le gouvernement pourrait être une façon de rendre les relations harmonieuses entre les parties et envisager le libre-échange avec optimisme?

Le Président: M. le premier ministre.

M. Bourassa: M. le Président, le temps est aux recommandations concrètes et précises. Je crois qu'on a déjà eu l'occasion de discuter et de rediscuter de toutes ces questions. Je veux quand même dire au chef de l'Opposition, comme je l'ai dit à plusieurs reprises, que depuis deux ans et demi, c'est-à-dire depuis février 1986 jusqu'à aujourd'hui, il y a eu une dévaluation du dollar américain de 20 % par rapport au dollar canadien. Cela veut dire que tout ce qui est importé des États-Unis a subi l'équivalent d'une baisse de tarif de 20 % et que tout ça a été absorbé par les programmes existants. Alors, il ne faut quand même pas dramatiser à l'extrême. On a eu depuis deux ans et demi l'équivalent d'une baisse de tarif de 20 % sur tout ce qui est importé des États-Unis et on parle d'une baisse de 1 % ou 2 % par année. On a pu absorber depuis deux ans et demi cette baisse, cet équivalent d'une baisse de 20 % en créant 100 000 emplois au Québec et plusieurs autres centaines de milliers à l'extérieur du Québec. Je ne dis pas que ce n'est pas essentiel d'avoir des

programmes de transition. Nous avons discuté depuis plusieurs mois. Nous sommes prêts à faire des propositions concrètes dans quelques semaines, mais il faut garder le sens de la mesure. (15 h 20)

Le Président: M. le chef de l'Opposition, en additionnelle.

M. Chevette: M. le Président, j'apprécierais que le premier ministre ait au moins une petite mesure. Une des conditions fondamentales de l'adhésion du gouvernement du Québec au traité de libre-échange, c'était la connaissance des mesures transitoires, des programmes de transition. Cela a été répété à plusieurs reprises par le ministre de l'Industrie, du Commerce et de la Technologie. Cela a été répété par le premier ministre québécois: C'est là une de nos conditions fondamentales. Vous avez adhéré au traité de libre-échange sans voir se réaliser cette condition fondamentale. Serait-il tout au moins décent de connaître votre plan d'action? Qu'entendez-vous faire avec la main-d'oeuvre âgée de 55 ans et plus qui sera affectée par le libre-échange? Qu'entendez-vous faire pour la main-d'oeuvre moins âgée face au libre-échange? Qu'entendez-vous faire pour l'entreprise québécoise qui sera affectée par le libre-échange et qui n'a pas de programme de transition? Et qu'entendez-vous exiger comme portion de financement du gouvernement central...

Le Président: Monsieur...

M. Chevette: Ça doit être des choses qui se demandent. Il n'y a pas de façon de déborder, de manquer de mesure quand on demande ça à un premier ministre. N'est-ce pas plutôt, M. le Président, parce que le premier ministre n'a aucune idée où il va dans ce secteur qu'il n'a pas de réponse?

Le Président: M. le premier ministre. M. le premier ministre.

M. Bourassa: Je demande simplement au chef de l'Opposition, et j'essaie d'être très concis dans mes réponses... Le leader de l'Opposition ne peut pas dire que je ne fais pas preuve aujourd'hui d'une grande concision dans mes réponses. Mais cela n'ajoute pas de progrès dans les questions, je dois dire.

M. Gratton: Non, malheureusement.

M. Bourassa: Mors, ce que je dis au chef de l'Opposition, c'est qu'il doit tenir compte du taux de change. Je ne suis pas le seul à le dire. M. Parizeau lui-même le mentionnait hier après-midi. C'est une chose, les programmes de transition, mais il y a la question du taux de change. J'ai dit hier au chef de l'Opposition que, dans quelques jours, nous serons prêts à faire des propositions, à donner des informations. On me

remettait deux volumes tantôt, un du ministère de la Sécurité du revenu, pour les travailleurs, un autre du ministère de l'Industrie, du Commerce et de la Technologie, pour les employeurs. Il reste à faire certains ajustements à ces volumes. Tout est très bien en marche actuellement pour être prêt au moment opportun.

Le Président: M. le chef de l'Opposition, en additionnelle.

M. Chevette: M. le Président, le premier ministre acceptera-t-il de soumettre les orientations des programmes de transition aux intéressés pour discussion afin de bonifier ces programmes et de faire en sorte que le monde du travail, les travailleurs se retrouvent satisfaits face aux mesures transitoires prévues par le libre-échange, eux qui en avaient une peur terrible? A-t-il peur de soumettre à l'entreprise québécoise les programmes de transition pour la rendre concurrentielle? A-t-il peur de voir les gens lui suggérer des bonifications?

Le Président: M. le premier ministre. M. le premier ministre.

M. Bourassa: J'ai répondu au chef de l'Opposition que nous sommes en discussion constante avec les milieux des employeurs et des travailleurs. Cet après-midi, j'essaie de situer la question dans un contexte réaliste. Je pense que c'est important, sur le plan du réalisme, de tenir compte que depuis deux ans et demi tous les travailleurs et les employeurs du Québec et du Canada ont absorbé l'équivalent, par la dévaluation du dollar américain, d'une baisse de 20 % des tarifs avec les programmes existants. Cela étant dit, il y a nécessité de programmes additionnels et nous serons prêts pour les présenter au moment le plus opportun, c'est-à-dire avant la mise en application du traité.

Le Président: Alors, je vais reconnaître la deuxième principale, cet après-midi, à Mme la députée de Chicoutimi.

Gratuité des services de maintien à domicile

Mme Blackburn: Merci, M. le Président. **La Presse** de vendredi dernier titrait: "La Fédération des CLSC du Québec craint de voir s'effriter la gratuité des services de santé." En effet, réunis en fin de semaine en congrès, les CLSC ont dénoncé avec force et vigueur le manque de volonté politique de la ministre de maintenir la gratuité des services de maintien à domicile.

Chaque jour, faute de budget, les CLSC se voient contraints soit de couper des services, soit de prendre à même d'autres services, par exemple, ceux destinés aux jeunes, ou encore de référer carrément les personnes à des agences privées. Selon les CLSC, le recours aux agences

privées constitue, à n'en pas douter, un glissement vers la privatisation. Ce que les CLSC veulent savoir: Est-ce que la ministre est d'accord avec la privatisation progressive des services de maintien à domicile, privatisation générée par la pratique des CLSC qui recourent à des agences privées?

Le Président: Mme la ministre de la Santé et des Services sociaux.

Mme Lavoie-Roux: M. le Président, pour l'information de la députée de Chicoutimi, je lui ferai remarquer que c'est une question que j'ai abordée à maintes reprises, à de nombreuses reprises lors de ma consultation, le printemps dernier. On sait que depuis toujours les CLSC, il faut bien le dire, qui n'ont pas eu les ressources suffisantes pour donner la totalité des soins à domicile ou du maintien à domicile qui pourraient être requis, ont toujours fait des choix qui, dans une certaine mesure, sont arbitraires, si bien qu'on voit des clientèles de même niveau socio-économique recevoir des services parce que le CLSC a les ressources qu'il lui faut et, dans d'autres cas, se voir référer à des agences privées ou à d'autres types de ressources parce qu'ils décident que les personnes peuvent se les payer et qu'ils n'ont pas les ressources pour les leur donner. Ce problème n'est pas un problème nouveau. C'est un problème qui existe depuis le début des CLSC et qui a existé durant les dix dernières années où le gouvernement était là et qui se continue. En dépit de tout cela, depuis que nous sommes arrivés au gouvernement nous avons ajouté aux services de maintien à domicile et nous avons accordé une augmentation de 49 % sur les budgets durant les trois dernières années. Ce que la députée de Chicoutimi nous demande...

Le Président: En conclusion, madame.

Mme Lavoie-Roux: ...c'est de dire: Écoutez, vous n'avez pas l'argent. Les gens vont dans le secteur privé. C'est malheureusement une situation qui se continue, qu'il faudra éclaircir et que j'espère, j'aurai l'occasion d'éclaircir au moment où je ferai connaître les orientations en matière de santé et de services sociaux.

Le Président: Mme la députée de Chicoutimi, en additionnelle.

Mme Blackburn: M. le Président, la question n'est pas de savoir si la députée de Chicoutimi s'inquiète de... Ce sont les CLSC et les regroupements de personnes âgées. Ce qu'on veut savoir, cela fait plusieurs fois qu'on le demande et les gens s'interrogent là-dessus...

Le Président: À l'ordre, à l'ordre s'il vous plaît! Allez! À l'ordre, s'il vous plaît! Allez, madame, votre question. À l'ordre, s'il vous plaît!

Mme Blackburn: M. le Président, la question est claire.

Des voix: Ah! Ah!

Mme Blackburn: Est-ce que la ministre...

Le Président: À l'ordre, s'il vous plaît!

Mme Blackburn: C'est déroutant, M. le Président!

Le Président: Allez, posez votre question, madame. Vous avez la parole.

Mme Blackburn: M. le Président, est-ce que la ministre a l'intention, oui ou non de maintenir la gratuité dans les services de maintien à domicile? Est-ce qu'elle a l'intention de modifier la loi à la suite du jugement de la Cour supérieure qui statue que ces services ne sont pas garantis actuellement?

Le Président: Mme la ministre de la Santé et des Services sociaux. Mme la ministre.

Mme Lavoie-Roux: M. le Président, Mme la députée voudrait que je lui réponde que nous allons maintenir la gratuité alors qu'elle sait fort bien et que son équipe sait fort bien que cette gratuité n'existe pas d'une façon totale au moment où nous nous parlons. Ceci étant dit, je voudrais également lui faire part que j'ai eu des représentations de la Fédération des CLSC qui m'ont soumis un mémoire sur cette question des services de maintien à domicile. Elle me fait une proposition, et nous allons l'examiner, pour que, si les personnes ne requièrent pas plus de quatre heures de soin, ce soit les organismes communautaires qui en prennent la responsabilité ou qu'elles soient envoyées à des services privés. La proposition m'est venue de la Fédération des CLSC.

Le Président: Mme la députée de Chicoutimi, en additionnelle.

Mme Blackburn: En additionnelle, M. le Président, est-ce que la ministre est consciente que pendant qu'elle réfléchit, pendant qu'elle saupoudre les programmes, les personnes âgées attendent? Et qu'est-ce qu'elle répond à la Fédération des CLSC qui lui dit: "Écoutez, elle retarde des échéances. Nous attendons depuis trois ans qu'elle en ait terminé avec sa réflexion sur les rapports Brunet, Rochon et Harnois"? Ce qu'elle veut, ce sont des politiques et des budgets.

Le Président: Mme la ministre de la Santé et des Services sociaux.

Mme Lavoie-Roux: M. le Président, je serais très heureuse d'annoncer à l'Assemblée nationale

quelle est l'association d'établissements au Québec qui ne solliciterait pas des budgets supplémentaires. Alors, je pense que les représentations de la Fédération des CLSC qui ne sont pas sans fondement, parce que, comme je l'ai dit tout à l'heure, on peut certainement ajouter des ressources. Nous étudions les demandes en tenant compte des disponibilités financières du gouvernement et également des priorités que nous devons établir.

(15 h 30)

Le Président: En troisième principale, cet après-midi, M. le député de Bertrand.

L'élimination des pneus à Saint-Amable et dans l'ensemble du Québec

M. Parent (Bertrand): M. le Président, le 3 novembre dernier, je déposais en cette Chambre une importante pétition de quelque 16 300 noms de citoyens et citoyennes du comté de Bertrand pour demander au gouvernement du Québec de bouger finalement dans le dossier des pneus de Saint-Amable.

On sait qu'au cours des derniers mois, le ministre a déposé un mémoire au Conseil des ministres. J'aimerais savoir aujourd'hui si le ministre de l'Environnement a fait des recommandations précises et si on peut connaître exactement quelles sont les solutions retenues actuellement pour l'élimination des pneus à Saint-Amable et dans l'ensemble du Québec.

Le Président: M. le ministre de l'Environnement.

M. Lincoln: En effet, M. le Président, il y a un mémoire en voie d'être acheminé au Conseil des ministres. Il a passé à l'étape du conseil interministériel ce matin et sera acheminé au Conseil du trésor et au Conseil des ministres. Le ministère a eu des rencontres avec environ onze répondants industriels qui ont déposé des propositions d'élimination des pneus de Saint-Amable. Une recommandation a été faite pour un de ces promoteurs. La recommandation avec tout le programme d'élimination des pneus de Saint-Amable est en voie, comme j'ai dit, de cheminement au Conseil des ministres. Une décision devrait être prise de façon imminente et je peux vous donner l'engagement qu'une fois cette décision prise, il y aura une action immédiate pour nous débarrasser le plus tôt possible de ces pneus pour lesquels aucune action n'a été posée depuis 1975.

Le Président: M. le député de Bertrand, en additionnelle.

M. Parent (Bertrand): M. le Président, est-il exact que le ministre a recommandé ou que sa recommandation va dans le sens de déménager ces pneus et d'encourager la solution de la compagnie Alimat par rapport à la solution de

pyrolyse sous vide, qui a été préconisée 9 y a un an par d'autres groupes? Est-ce que le ministre peut nous dire exactement quelle est la proposition qu'il y a sur la table actuellement, parce que ça fait l'objet de plusieurs controverses par rapport à ce qui avait été mentionné ces dernières années?

Le Président: M. le ministre de l'Environnement.

M. Lincoln: Si ça fait l'objet de controverses, M. le Président, ce n'est certainement pas moi qui vais les animer. Et, ce n'est pas du tout mon intention de dévoiler aujourd'hui un mémoire qui va être étudié par le Conseil des ministres de façon imminente, sans doute la semaine prochaine. Tout ce que je peux vous dire, c'est que de toutes les propositions que nous avons examinées il y a une recommandation sur un procédé qui va permettre l'élimination des pneus de Saint-Amable le plus tôt possible et dans l'espace de temps le plus court. C'est tout ce que je peux dire au député en ce moment. Tout ce qui nous **intéresse**, nous, c'est de nous débarrasser des pneus de Saint-Amable avec une solution rentable pour l'environnement et qui va profiter à la population concernée de Saint-Amable.

Le Président: M. le député de Bertrand, toujours en additionnelle.

M. Parent (Bertrand): Est-ce que le ministre peut nous dire quand il a l'intention de déposer sa politique de gestion des pneus qui doit accompagner la solution afin d'éliminer entièrement les vieux pneus au Québec, une politique qu'il a promise pour le mois de mai 1988?

Le Président: M. le ministre de l'Environnement.

M. Lincoln: Je suis content de voir que le député de Bertrand suit beaucoup ce qu'on a fait parce que, pour la première fois, on va doter le Québec d'une politique qu'il n'a jamais eue. Donc, pour la politique de gestion des pneus usés, le travail est terminé. Là aussi, le mémoire sera acheminé de façon imminente au comité interministériel et au Conseil des ministres. On devrait pouvoir étudier ça dans les semaines qui suivent.

Le Président: Je vais accorder une additionnelle. En additionnelle, M. le député de Verchères.

M. Charbonneau: En additionnelle. Qu'est-ce qu'on doit répondre aux citoyens, pas uniquement ceux de Saint-Amable, mais également ceux de Verchères qui, récemment, ont vu s'installer chez eux un dépôt semblable à celui de Saint-Amable, plus petit, bien sûr, parce qu'il com-

mence? Et que doit-on répondre aux gens de Deschambault qui sont aux prises avec le même problème? Est-ce que, finalement, on aura une solution pas uniquement pour Saint-Amable, mais une solution qui va faire en sorte qu'on cesse l'entreposage de vieux pneus? Dans le cas de Verchères, c'est sur le bord du Saint-Laurent.

Le Président: M. le ministre de l'Environnement.

M. Lincoln: On va leur répondre à tous ces gens-là que, pour la première fois depuis des années, il y a un gouvernement qui s'en occupe.

Des voix: Bravo!

M. Lincoln: On va leur répondre que, pour la première fois, il y a un règlement, aujourd'hui, au Québec qui limite...

Une voix:...

Le Président: À l'ordre, s'il vous plaît! M. le ministre, vous avez toujours la parole.

M. Lincoln: On va leur dire que, pour la première fois, il y a un règlement qui va limiter les amoncellements de pneus, qui va prévoir des inspections systématiques sur les amoncellements de pneus, qui va prévoir une politique qui va être acheminée au Conseil des ministres, au gouvernement du Québec pour la première fois, dans quelques semaines, qui va prévoir des redevances, qui va prévoir un contrôle sur les pneus achetés au Québec afin qu'on ait un fonds pour éliminer ces pneus et prévoir des méthodes de recyclage des pneus.

Donc, vous pouvez dire aux gens qu'il y a un gouvernement qui s'occupe de ces choses-là, ce que vous n'avez jamais fait pendant vos dix ans au pouvoir.

Des voix: Bravo!

Le Président: Vous me permettez, je vais accorder la quatrième... MM. les députés, Mmes les députées, je voudrais accorder la quatrième principale à Mme la députée... Mme la députée de Johnson, en principale.

Déchets provenant des États-Unis enfouis en Estrie

Mme Juneau: M. le Président, depuis deux à trois semaines, les journaux de la région font état de déchets en provenance des États-Unis qui viennent aboutir dans l'Estrie. Des camions voyagent jour et nuit et procèdent à des déversements quotidiens de 400 tonnes de déchets par jour, ce n'est pas des farces! 400 tonnes.

Une voix: Le gouvernement s'en occupe.

Mme Juneau: M. le Président, vous savez qu'un comité de citoyens, et même la municipalité sont contre ce processus. Le ministre de l'Environnement connaissait-il les intentions de la firme Jarbec dans la municipalité de Saint-Denis-de-Brompton dans mon comté au moment où il a délivré son permis? A-t-il l'intention de délivrer d'autres permis pour que des déchets américains s'en viennent tous chez nous, en Estrie?

Le Président: M. le ministre de l'Environnement.

M. Lincoln: Tout d'abord, Mme la députée, moi aussi, je suis entièrement d'accord avec vous, à savoir que les déchets américains ne devraient par aboutir au Québec. En même temps, il y a des lois au Québec, il y a des lois du gouvernement fédéral qui sont très claires.

Le Président: À l'ordre, s'il vous plaît!

M. Lincoln: Les frontières, à tort ou à raison, sont ouvertes. Excepté pour les BPC, les frontières sont ouvertes. Le transport interprovincial et international est contrôlé par le gouvernement fédéral. En même temps, nous délivrons des permis par rapport à des dépôts secs selon des critères environnementaux. S'ils sont acceptables, on donne des permis. Un permis a été accordé il y a déjà assez longtemps de cela à cette entreprise et la municipalité a, elle aussi, délivré un permis. C'est bien facile pour les élus municipaux. Ils ont délivré un permis, ils n'ont qu'à l'enlever.

Des députés de mon côté m'ont parlé de cela. D'abord, il fallait un permis municipal avant que nous nous impliquions. Deuxièmement, si le dépotoir ou le dépôt de matériaux secs respecte tous les critères environnementaux, on est obligé de l'accepter.

Pour ce qui est du transport international dépassant les frontières, malheureusement, nous ne pouvons pas l'arrêter, mais je peux vous dire que je me penche sur cette question. J'ai demandé aux fonctionnaires du ministère de notre service juridique de voir de quelle façon on pourrait stopper ce procédé. Je trouve complètement inacceptable que le Québec devienne un dépotoir de matériaux secs des États-Unis.

Le Président: Mme la députée de Johnson, en additionnelle. En additionnelle.

Mme Juneau: M. le Président, comment le ministre peut-il définir que ce ne sont que des déchets secs qui se déversent à Saint-Denis-de-Brompton, chez nous, quand son propre représentant en région a dit qu'il n'y avait pas assez d'effectifs pour vérifier sur place si ce sont des déchets toxiques ou non?

Le Président: M. le ministre de l'Environnement.

nement.

Une voix: Le gouvernement s'en occupe.

Le Président: A l'ordre, s'il vous plaît! M. le ministre.

M. Lincoln: Je ne peux pas, madame, être responsable de toutes les déclarations de chaque fonctionnaire du ministère. Ce qu'il a dit, il l'a dit. Si vous l'avez lu, c'est comme cela; c'est ce qu'il a dit.

Tout ce que je peux vous dire, moi, c'est qu'il y a eu des inspections sur cela, pour voir s'il y a eu des matériaux **secs**. Il y a eu aussi des inspections pour voir s'il y avait des toxiques sur place. Les rapports qui nous ont été donnés disent qu'il n'y a pas de toxiques sur place. Si vous avez des vidanges de toxiques, de BPC ou de quoi que ce soit, comme des gens l'ont suggéré, apportez-moi l'évidence et il est sûr qu'on va stopper cela parce que ce n'est pas permis dans un dépôt de matériaux **secs**. Présentement, nous n'avons aucune évidence que ces choses se passent.

Le Président: Mme la députée de Johnson, en additionnelle. Mme la députée.

Mme Juneau: M. le Président, il dit qu'il ne sait pas, qu'il n'est pas responsable de ce que son représentant...

Le Président: Votre question! Votre question!

Mme Juneau: ...a dit en Estrie. Est-ce que c'est lui le ministre?

Le Président: Votre question! Cela va, madame, vous avez la parole.
(15 h 40)

Mme Juneau: Le ministre est-il conscient que son représentant a dit à la compagnie Jarbec qu'elle devait payer l'inspecteur qui devait vérifier si les déchets étaient ce qui était prévu? Est-il conscient de cela? Comment pensez-vous que la personne payée par le site d'enfouissement sera en mesure de dire au ministère de l'Environnement que ce n'est pas correct ce qu'il fait?

Le Président: M. le ministre de l'Environnement. M. le ministre.

M. Lincoln: Mme la députée, je ne veux pas commenter tous les oui-dire, ce que l'un dit à l'autre. Tout ce que je peux vous dire, c'est que les rapports que j'ai eus - hier, j'ai eu un "briefing" sur le site - me disent que les inspecteurs du ministère s'y sont rendus, qu'ils n'ont constaté aucun matériau toxique sur le site de déchets de matériaux **secs**, que ce ne sont que des matériaux **secs** qui ont été prévus là, qu'on a

fait une inspection et qu'il n'y a pas de matériau de nature toxique. Si vous avez des renseignements à l'effet contraire, produisez-les. Si vous avez des évidences à l'effet contraire, produisez-les, madame. Jusqu'à présent, on me dit qu'il n'y a aucun matériau toxique et que c'est seulement des matériaux **secs**. Comme je vous l'ai dit, j'ai demandé à nos services juridiques de voir quelles sont les façons possibles pour le Québec de stopper cette affaire. Comme je vous l'ai dit, il y a des lois, il y a un permis municipal. J'ai dit aussi à nos députés qu'il faudrait peut-être changer les élus municipaux qui la permettent: c'est eux qui ont donné ces permis. Nous avons donné un permis à un dépôt de matériaux **secs** selon les critères environnementaux et ces gens-là l'ont respecté. Que ces déchets viennent d'outre-frontière, je n'ai pas le pouvoir de les stopper, malheureusement.

Le Président: Je vais reconnaître la cinquième principale cet après-midi à M. le député de Matapédia.

Rapport sur la surexploitation de certaines forêts privées

M. Paradis (Matapédia): Merci, M. le Président. Le 2 novembre dernier, un comité présidé par mon collègue de Beauce-Nord déposait son rapport sur les forêts privées. On se souvient que ce comité a été créé en avril dernier et a entendu une quarantaine d'intervenants et tenu des consultations dans toutes les régions du Québec. Le principal constat est que le comité estime que certaines forêts privées ont été surexploitées au cours des récentes années, lesquelles forêts fournissaient environ 20 %...

Le Président: À l'ordre, s'il vous plaît!

M. Paradis (Matapédia): ...du bois utilisé au Québec. Ma question s'adresse donc au ministre délégué aux Forêts pour lui demander de nous indiquer les suites qu'il donnera à ce rapport et quelles recommandations pourraient être retenues en priorité.

Le Président: M. le ministre délégué aux Forêts.

M. Côté (Rivière-du-Loup): M. le Président, pour commencer, je tiens à féliciter le député de Matapédia. C'est un homme qui se préoccupe du bien-être des commettants de son comté. Il reconnaît également le rôle important que joue la forêt privée dans la vie économique de son comté, de la région, de tout le Québec en réalité. Le rapport Audet, du nom du député de Beauce-Nord, a reçu un accueil favorable dans tout le Québec, de la part de la Fédération des producteurs de bois comme des représentants de l'industrie forestière, avec certaines remarques, évidemment. La préoccupation majeure, comme l'a

souligné le député de **Matapédia**, porte sur la surexploitation des forêts privées, comme cela s'est produit un peu en forêt publique. On voudrait nous suggérer des méthodes pour contrôler cette exploitation de façon qu'elle se fasse sur une base de rendement soutenu, de façon à assurer également les revenus des producteurs privés et l'avenir de l'industrie. Finalement, dans les modifications que j'ai proposées à la Loi sur les forêts...

Le Président: À l'ordre, s'il vous plaît!

M. Côté (Rivière-du-Loup): Dans ces modifications, M. le Président...

Le Président: À l'ordre, s'il vous plaît! M. le ministre, vous avez toujours la parole.

M. Côté (Rivière-du-Loup): ...j'ai tenu compte du statut du producteur forestier. On modifiera également les questions d'exploitation des **érablières**, à la demande de la population. Finalement, j'ai des rencontres avec mes hauts fonctionnaires et avec les membres du comité Audet, dans les mois à venir, pour prendre position sur le rapport complet.

Le Président: Je reconnais en additionnelle M. le député de Matapédia. S'il vous plaît! En additionnelle, M. le député de Matapédia.

M. Paradis (Matapédia): Merci, M. le Président. J'aimerais demander au ministre délégué aux Forêts s'il envisage de légiférer pour réglementer l'exploitation de la forêt privée.

Le Président: M. le ministre délégué aux Forêts.

M. Côté (Rivière-du-Loup): M. le Président, le comité Audet nous a rapporté une façon de le faire, *une* façon pour contrôler l'exploitation des forêts privées. J'estime que cette question va évoluer avec le temps. Nous procédons actuellement aux évaluations pour connaître la possibilité de chacune des forêts, de chacun des secteurs et des groupes d'essences qu'on voudrait exploiter sur une base de rendement soutenu.

Le Président: En additionnelle? M. le leader adjoint de l'Opposition, en additionnelle.

M. Jolivet: Oui, M. le Président, en additionnelle. Dans ce simulacre de réponse, est-ce que le ministre est en train de nous dire...

Des voix:...

Le Président: À l'ordre! À l'ordre, s'il vous plaît! À l'ordre, s'il vous plaît! Votre question additionnelle, sans commentaire, s'il vous plaît.

M. Jolivet: Est-ce que le ministre délégué

aux Forêts est en train de nous dire que le rapport du député de Beauce-Nord va recevoir de sa part une meilleure oreille que celle du député de Nicolet?

Le Président: M. le ministre délégué aux Forêts.

M. Côté (Rivière-du-Loup): Non.

Des voix:...

Le Président: À l'ordre, s'il vous plaît! À l'ordre, s'il vous plaît! M. le ministre, vous avez la parole.

M. Côté (Rivière-du-Loup): M. le Président, je dirais au député de Lavolette que nous allons étudier sérieusement le rapport Audet. C'est très important pour le Québec. C'est très important pour les 120 000 producteurs du Québec et la fédération des producteurs du Québec le prend au sérieux.

Le Président: En principale, M. le député de Verchères.

Les dépotoirs illégaux au Québec

M. Charbonneau: Merci, M. le Président. En 1978, on avait à peu près 1500 dépotoirs à ciel ouvert au Québec. À ce moment-là, on avait eu un objectif, c'est-à-dire de les remplacer par à peu près une centaine de sites d'enfouissement sanitaire. En 1985, lorsqu'on vous a laissé les affaires de l'État, 93 % de ces 1500 dépotoirs à ciel ouvert étaient disparus et environ les deux tiers des sites d'enfouissement sanitaire qui devaient être établis l'avaient été.

En 1988, aujourd'hui, on assiste à une prolifération de dépotoirs illégaux. Selon la déclaration du président de l'Association des entrepreneurs en services sanitaires du Québec, il y en aurait au-delà d'un millier qui se sont établis au Québec depuis quelques années. On assiste aussi à un besoin accru de sites d'enfouissement sanitaire, notamment parce qu'on n'a pas encore réussi à développer le recyclage et la récupération comme on devrait le faire. Comment le ministre **explique-t-il** cette prolifération de dépotoirs illégaux? Est-il au courant? A-t-il des chiffres précis? Et comment se fait-il que le ministère de l'Environnement tolère un aussi grand nombre de dépotoirs illégaux au Québec?

Le Président: M. le ministre de l'Environnement.

M. Lincoln: Encore la sainteté!

Des voix: Ma, ha, ha!

M. Lincoln: La sainteté de ceux qui ne l'ont jamais pratiquée, eux-mêmes.

D'abord, en réponse au député de Verchères, je veux dire que j'ai parlé au président de l'Association des entrepreneurs en services sanitaires du Québec. Je lui ai demandé justement s'il avait...

Une voix: ...demandé...

M. Lincoln: ...des preuves des 1000...

Le Président: À l'ordre, s'il vous plaît!

M. Lincoln: ...ou des 1500... M. le Président, je vais attendre que le bal cesse. Ensuite, je vais recommencer.

Des voix: Ah, ah, ah!

Une voix: La vierge pure!

Le Président: À l'ordre! À l'ordre, s'il vous plaît! M. le ministre.

Une voix: Vierge offensée!

Le Président: A l'ordre, s'il vous plaît! J'avais accordé la parole à M. le ministre. M. le député de Verchères a eu toute la latitude et tout le temps pour poser sa question principale. M. le ministre.

M. Lincoln: J'ai téléphoné au président de l'Association des entrepreneurs en services sanitaires. Je lui ai demandé s'il pouvait me donner des preuves des 1000 dépôts illégaux, de ce qu'il avait allégué. Il m'a dit que c'était un chiffre qu'il a tiré de l'air, qui n'avait pas d'évidence justement.

Une voix: Comme un fusil à air.

M. Lincoln: Il a parlé de cela parce qu'il était très insatisfait de trois sites en particulier dans une région du Québec, sites qui sont maintenant sujets à des procédures juridiques de la part du ministère. Je me suis engagé à collaborer de plus près avec les entrepreneurs sanitaires pour déceler la plupart des sites illégaux au Québec. Il a admis lui-même que c'était une exagération de dire qu'il y avait 1000 sites. Si vous voulez le contacter, il vous dira exactement la même chose. Il a dit cela dans le feu du moment.

Le Président: À l'ordre!

M. Lincoln: Et si vous voulez savoir quelle est notre politique à plus long terme - justement, il faut faire du recyclage et de la récupération au Québec, c'est la seule solution - à ce moment-là, je serai très heureux de vous dire ce qui arrive pour bientôt, ce que vous savez vous-

même.

Le Président: M. le député de Verchères. en additionnelle.

M. Charbonneau: M. le Président, je ne ferai pas un discours de sainteté, mais je voudrais demander au ministre - c'est ce que je lui ai demandé, s'il conteste les chiffres du président de l'association, très bien - si, dans ce cas, le ministère est en mesure de nous dire maintenant, aujourd'hui, combien il y a de dépotoirs illégaux au Québec? Est-ce que vos services sont en mesure de faire un suivi de la situation? Est-ce que vous êtes en mesure de nous dire s'il y en a 3, 4, 5, 15, 25, 100, 200 ou 900? Est-ce que, oui ou non, vous êtes en mesure...

Des voix: Bravo!

Des voix:...

Le Président: À l'ordre, s'il vous plaît! À l'ordre, s'il vous plaît! Vous êtes en additionnelle?

M. Charbonneau: Oui.

Le Président: Votre question.

M. Charbonneau: Je pense que...

Des voix:...

Une voix: Est-ce que oui ou non...

(15 h 50)

Le Président: À l'ordre, s'il vous plaît! Vous êtes en additionnelle. Terminez votre question.

M. Charbonneau: Si le ministre conteste les chiffres, est-ce qu'il est en mesure au moins de nous donner une évaluation de la situation ou est-ce qu'il ne se trouve pas dans la même situation qu'il se trouvait lorsque Saint-Basile s'est produit, incapable de nous donner un portrait exact de la situation?

Le Président: M. le ministre de l'Environnement.

M. Lincoln: En fait de démagogie, c'est beau ça! Est-ce qu'il y a quelqu'un au Québec, aujourd'hui, qui puisse aller en hélicoptère ou avoir des milliers d'inspecteurs pour aller compter tous les sites illégaux où on dépose des pneus, où on dépose des déchets? C'est sûr qu'il y en a au Québec. Et je ne serais pas assez vantard, assez menteur pour aller vous dire que je connais le chiffre exact. Et je mets n'importe qui au défi de me dire le chiffre exact. Tout ce qu'on fait au ministère, avec les ressources que nous avons, c'est d'essayer de déceler ces sites, de demander aux citoyens, de demander à des

associations comme les entrepreneurs sanitaires de nous notifier justement ces sites. On ne peut pas aller à la recherche de tous les sites illégaux au Québec. Ce qu'on est en train d'essayer de faire, c'est d'abord de mettre une...

Le Président: À l'ordre, s'il vous plaît!

M. Lincoln: ...politique de suivi et d'inspection, pour la première fois au Québec - on aura une police de l'environnement pour aller contrôler ces sites - et, en même temps, prendre des mesures pour changer les attitudes au Québec, pour nous diriger vers le recyclage et la récupération. Et là, nous sommes en train de réunir un fonds de 100 000 000 \$ sur sept ans. La première tranche va être de 14 000 000 \$, d'ici le 15 décembre, pour commencer le recyclage dans plusieurs régions du Québec afin que, d'ici trois ans, le recyclage devienne une habitude au Québec. C'est ce qu'on va faire. Je ne vais pas faire le vantage pour vous dire que j'ai compté tous les sites...

Le Président: Conclusion, M. le ministre.

M. Lincoln: ...illégaux au Québec et que le ministère l'a fait, parce que ce n'est pas vrai. Mais on va se doter de pouvoirs d'inspection pour pouvoir surveiller ça de plus près et les fermer le plus vite possible.

Le Président: M. le député.

M. Lincoln: Vous, qu'est-ce que vous avez foutu pendant que vous étiez là?

Le Président: M. le ministre. M. le député de Verchères, en additionnelle.

M. Charbonneau: M. le Président, je vais retourner la question au ministre. Qu'est-ce que vous avez foutu depuis plus un an et demi à Rougemont alors que le ministère de l'Environnement a eu plainte par-dessus plainte à l'égard du dépôt de Jos Boucher & Fils et que vous n'avez rien fait? Qu'est-ce que vous avez foutu depuis un an et demi où votre responsabilité est en cause? Au lieu de jouer la sainteté, répondez donc à la question.

Le Président: M. le ministre de l'Environnement.

M. Lincoln: Je vais dire au député ce que j'ai fait. Lorsque je l'ai su, j'ai donné des ordres à notre service juridique d'envoyer des inspecteurs et de fermer ces sites-là tout de suite. C'est ça que j'ai fait. Parce que je ne peux pas le savoir si les gens ne me le disent pas. À la minute que je l'ai su, j'ai fait quelque chose. C'est un petit peu différent de vous qui avez laissé perdurer le site de **Saint-Amable** dans votre propre région pendant neuf ans que vous

étiez là, sans rien faire. Pourquoi est-ce que vous n'avez rien fait? Et tous les sites de déchets? Oui, c'est ça.

Des voix: Bravo!

Le Président: M. le député de Bertrand, en additionnelle.

M. Parent (Bertrand): Est-ce que le ministre peut nous dire ce qu'il a fait exactement à la suite de l'entreposage illégal des réservoirs d'essence sur une terre agricole à Varennes, ce qui a été porté à son attention au début du mois de novembre? Est-ce que le ministre a pris les mesures nécessaires pour s'assurer que ceci va cesser immédiatement et que les prélèvements ont été pris...

Le Président: À l'ordre, s'il vous plaît!

M. Parent (Bertrand): ...autour de cette entreprise-là parce qu'il y a de l'essence, qu'il y a des matières très dangereuses qui sont à l'intérieur de ces réservoirs?

Le Président: M. le ministre de l'Environnement.

M. Lincoln: D'abord, je conteste la version du député sur la question des matières très dangereuses à l'intérieur de ces réservoirs. Mais ce que j'ai fait aussitôt que je l'ai su, j'ai contacté mon collègue de l'Agriculture qui était, lui, aussi au courant de la chose et qui a pris des procédures immédiates pour que l'entreprise cesse cela et retire tous les barils de là parce que c'est sur une terre agricole et donc un procédé illégal sur une terre agricole. Toutes les procédures sont en voie d'être prises par le ministère de l'Agriculture, qui a agi immédiatement. Donc tout ce qui devait être fait a été fait.

Des voix: Bravo!

Le Président: M. le député de Verchères, en additionnelle.

M. Charbonneau: En additionnelle.

Le Président: En additionnelle.

M. Charbonneau: Est-ce qu'on doit comprendre de la réponse du ministre à l'égard du cas de Rougemont que ce n'est pas suffisant d'avertir les fonctionnaires, il faut que le ministre soit au courant pour que le ministère de l'Environnement bouge enfin? Est-ce que c'est ça qu'on doit comprendre?

Le Président: M. le ministre de l'Environnement.

M. Lincoln: Écoutez, bien souvent les fonctionnaires sont avertis. Ils prennent des mesures. Ils font des inspections sur les sites. Ils auraient dû aller plus loin. Tout ce que je peux vous dire, c'est que quand je l'ai su... La question est posée à moi. Si vous voulez la poser à un fonctionnaire allez la poser à un fonctionnaire. Là, vous êtes à l'Assemblée nationale.

Des voix: Ha, ha, ha!

M. Lincoln: Vous me posez la question à moi. Quand vous me dites: Qu'est-ce que, vous, vous avez fait? Qu'est-ce que j'ai fait? Quand j'ai su, j'ai fait fermer le site. Ce sont les ordres que j'ai donnés. Vous m'avez demandé ce que j'ai fait? Voilà ce que j'ai fait.

Le Président: Je vais accorder une septième principale à Mme la députée de Marie-Victorin. Mme la députée de Marie-Victorin.

Crédits additionnels demandés par les maisons d'hébergement des jeunes

Mme Vermette: M. le Président, sans l'appui des médias qui ont mis au grand jour les atrocités que doivent vivre les sans-abri de la région de Montréal, il est sûrement à parler que la ministre n'aurait pas réagi dans ce dossier. J'aimerais savoir de la part de la ministre si elle a l'intention de répondre aux demandes du regroupement des maisons d'hébergement jeunesse pour sans-abri qui, depuis la fin de septembre, lui ont proposé un plan d'urgence et lui ont demandé des sommes additionnelles pour empêcher que le réseau pour les sans-abri disparaisse.

Le Président: Mme la ministre de la Santé et des Services sociaux.

Mme Lavoie-Roux: M. le Président, j'ai eu des rencontres avec le réseau d'hébergement pour les sans-abri, pour les jeunes, à l'automne et il a été convenu que nous travaillerions sur un cadre financier pour l'année 1989-1990. Je dois vous dire que ce plan financier est maintenant arrêté, mais il avait été convenu que nous ne pourrions pas faire d'ajout cette année, dans le budget 1988-1989, mais que nous encadrerions davantage les maisons d'hébergement pour l'année 1989-1990. Je voudrais quand même faire remarquer à Mme la députée de Marie-Victorin qu'en 1987-1988 et 1988-1989, nous avons augmenté les budgets des maisons d'hébergement pour les jeunes de 48 % ou 49 %.

Le Président: Mme la députée de Marie-Victorin, en additionnelle.

Mme Vermette: M. le Président, je suis très consciente que les maisons d'hébergement crient actuellement famine. Il faut croire que les efforts substantiels ne sont pas nécessairement à

la mesure...

Le Président: À l'ordre! Votre question. Vous êtes en additionnelle.

Mme Vermette: M. le Président, j'aimerais savoir de la part de la ministre si elle se rend compte que l'hiver est à nos portes. Qu'arrivera-t-il de ces sans-abri? Est-ce qu'ils devront geler dehors tout l'hiver avant que la ministre se décide à mettre de l'avant une politique de financement pour le regroupement des maisons d'hébergement?

Le Président: Mme la ministre de la Santé et des Services sociaux.

Mme Lavoie-Roux: M. le Président, vous me permettrez d'abord de faire une correction relativement à ce que j'ai dit dans ma première réponse. Ce n'est pas une augmentation de 48 % ou de 49 % que nous avons accordée durant les deux dernières années aux maisons d'hébergement pour les jeunes, mais bien une augmentation de 106 %.

Des voix: Ah!

Le Président: À l'ordre! À l'ordre, s'il vous plaît!

Mme Lavoie-Roux: M. le Président, je n'ai rien d'autre à ajouter, si ce n'est que nous n'avons pas les disponibilités financières pour ajouter plus de ressources cette année, que nous avons travaillé sur ce cadre financier pour les maisons d'hébergement pour l'avenir, mais qu'il n'y aura pas de sommes disponibles avant 1989-1990.

Le Président: Toujours en additionnelle, Mme la députée de Marie-Victorin.

Mme Vermette: N'est-il pas vrai, Mme la ministre, que, finalement, ce n'est pas de promesses dont les gens ont besoin actuellement, mais d'un toit. L'hiver approche et, cet hiver, il n'y a absolument aucune ressource et les maisons crient famine. Elles sont sans recours à l'heure actuelle et elles sont débordées. Quelles sont vos politiques actuellement? Allez-vous mettre de l'avant les promesses que vous aviez faites concernant les sans-abri, c'est-à-dire de déposer une politique de financement pour les organismes?

Le Président: Mme la ministre de la Santé et des Services sociaux.

Mme Lavoie-Roux: M. le Président, je pense que la députée de Marie-Victorin pourrait être un peu plus modérée dans ses propos. Elle dit qu'il n'y aura aucune ressource pour les sans-abri pour l'hiver qui s'en vient et je pense que,

pour dire le moins, c'est une légère exagération.

Ce que la députée de Marie-Victorin dit, c'est qu'on devrait ajouter des ressources parce qu'on devra probablement limiter le nombre de personnes que nous pourrions admettre. C'est plausible dans certains cas, mais de là à dire qu'il n'y a plus de ressources d'hébergement pour les jeunes, je pense qu'elle a franchi un pas et que c'est nettement incorrect.

Le Président: Je vais reconnaître la huitième principale cet après-midi à M. le député de Taillon.

(16 heures)

Barèmes d'admissibilité à l'aide juridique

M. Filion: Merci, M. le Président. Ma question s'adresse au ministre de la Justice. Il y a à peine quinze jours ou trois semaines, je l'ai interrogé longuement en cette Chambre sur le système d'aide juridique. On sait que c'est un des piliers de notre système judiciaire, l'accès à la justice de façon gratuite et indépendamment de la condition sociale des justiciables. Le ministre, à l'époque, m'a répondu qu'il était en train de réviser l'ensemble du système d'aide juridique.

Depuis le temps que dure cette étude sur l'ensemble du système judiciaire, est-ce que le ministre est en mesure, aujourd'hui, de nous confirmer que les barèmes d'admissibilité à l'aide juridique seront révisés d'ici Noël pour éviter la multitude d'injustices créées chaque jour alors que l'aide juridique doit être refusée précisément à des citoyens défavorisés?

Le Président: M. le ministre de la Justice.

M. Rémillard: M. le Président, je remercie le député de Taillon de cette question. Je lui ai mentionné, et je le répète encore, pour nous, il est urgent de revoir les tarifs payés aux avocats de l'aide juridique comme il est urgent, aussi, de revoir les seuils d'admissibilité pour ceux qui peuvent y avoir recours. C'est un sujet très important. Mais il y a aussi, et c'est le premier volet, une urgence - c'est ce que nous faisons présentement - celle de voir avec le Conseil du trésor - nous travaillons en étroite collaboration - de revoir les tarifs payés pour l'aide juridique. C'est un sujet très important pour nous et le Conseil du trésor avait besoin de données précises pour établir ces éléments, pour en arriver avec des propositions aux avocats qui acceptent des mandats de l'aide juridique. Alors, nous sommes à faire ce travail, présentement. C'est une urgence pour nous d'en arriver à une situation acceptable pour tous, pour que les gens qui bénéficient de l'aide juridique, qui peuvent profiter de l'aide juridique puissent avoir recours à des avocats de bonne condition, des avocats tels qu'ils peuvent les choisir. Cependant, Mme la

Présidente, nous allons revoir aussi les seuils d'admissibilité. Mais, M. le Président... Excusez-moi, M. le Président.

Le Président: En conclusion, M. le ministre.

M. Rémillard: J'ai souvent à présenter des projets de loi, ces temps-ci, et j'ai affaire surtout à Mme la **Présidente**. Je m'en excuse, M. le Président.

Le Président: M. le ministre. M. le ministre, je vous demanderais de conclure, s'il vous plaît. La période de questions est maintenant terminée.

M. Rémillard: Alors, M. le Président, nous pouvons dire que dans un avenir prochain, que j'espère le plus tôt possible, nous pourrions... Le Conseil du trésor pourra en arriver à une entente sur la question des tarifs payés aux avocats de l'aide juridique. Il travaille activement dans ce dossier. En ce qui regarde les barèmes d'aide juridique, c'est aussi un dossier urgent. Nous le regardons attentivement.

Le Président: Alors, fin de la période de questions.

M. Gratton: M. le Président.

Le Président: M. le leader du gouvernement.

Dépôt de documents par le ministre de l'Environnement

M. Gratton: Si on me le permet, M. le Président. Hier, à la période de questions, le ministre de l'Environnement avait pris l'engagement de déposer certains documents à la suite de questions posées par l'Opposition. Avec le consentement unanime, nous serions prêts à procéder au dépôt de ces documents.

Le Président: Je vais reconnaître M. le ministre de l'Environnement étant donné que vous avez eu consentement hier. M. le ministre, allez.

M. Lincoln: Je vais déposer le document, M. le Président.

Le Président: Oui. En liasse. Vous déposez en liasse plusieurs documents.

Alors, tous les documents de M. le ministre de l'Environnement sont maintenant déposés.

M. le leader du gouvernement, avez-vous d'autres interventions?

M. Gratton: Cela va.

Le Président: Motions sans préavis?

Avis touchant les travaux des commissions.
M. le leader adjoint du gouvernement.

Avis touchant les travaux des commissions

M. Lefebvre: M. le Président, j'avise cette Assemblée qu'aujourd'hui, après les affaires courantes jusqu'à 18 heures, à la salle Louis-Joseph-Papineau de même que demain, de 10 heures à 12 h 30 à la salle **Louis-Hippolyte-Lafontaine**, la commission de l'éducation poursuivra l'étude détaillée des projets de loi suivants: projet de loi 107, Loi sur l'instruction publique, projet de loi 106, Loi sur les élections scolaires.

Après les affaires courantes jusqu'à 18 heures, à la salle **Louis-Hippolyte-Lafontaine** de même que demain, de 10 heures à 12 h 30 à la salle 101 de l'édifice **Pamphile-Le May**, la commission du budget et de l'administration poursuivra l'étude détaillée du projet de loi 70, Loi sur les caisses d'épargne et de crédit.

M. le Président, j'avise également cette Assemblée que demain, de 10 heures à 12 h 30 à la salle Louis-Joseph-Papineau, la commission des affaires sociales procédera à l'étude détaillée du projet de loi 37, Loi sur la sécurité du revenu. Merci, M. le Président

Le Vice-Président: Très bien. Est-ce qu'il y a des renseignements sur les travaux de l'Assemblée?

Un instant, s'il vous plaît. MM. les députés, s'il vous plaît. Un instant, M. le député de **Bertrand**. Oui. **Mmes**, MM. les députés, s'il vous plaît, si vous voulez discuter, vous pouvez aller à l'extérieur de l'enceinte de l'Assemblée.

Aux renseignements sur les travaux de l'Assemblée, M. le député de Bertrand.

Renseignements sur les travaux de l'Assemblée

M. Parent (Bertrand): Oui, M. le Président. J'aimerais savoir de la part du leader du gouvernement quand j'aurai une réponse à la question inscrite au feuillet le 2 juin 1988?

Le Vice-Président: M. le leader du gouvernement.

M. Gratton: M. le Président, comme on le sait, dès que nous recevons les réponses aux questions inscrites au feuillet, nous les déposons immédiatement après les avoir vérifiées, ici, à l'Assemblée nationale, évidemment. Dans le cas de l'article 2 du feuillet, je m'engage...

M. Parent (Bertrand): L'article 3.

M. Gratton: L'article 3, vous êtes sûr?

M. Parent (Bertrand): L'article 3.

M. Gratton: Je m'engage à faire les vérifications qui s'imposent et à fournir une réponse dans les meilleurs délais.

Le Vice-Président: Toujours aux renseignements sur les travaux de l'Assemblée, M. le député de Jonquière.

M. Dufour: M. le Président, je voudrais savoir du leader parlementaire quand j'aurai une réponse à ma question inscrite au feuillet depuis le 12 avril 1988 concernant le programme d'aide à la réfection de certaines artères municipales?

Une voix: Ça ne se peut pas.

Le Vice-Président: M. le leader du gouvernement.

M. Dufour: C'est la première question.

M. Gratton: Même réponse, M. le Président.

Le Vice-Président: Il n'y a pas d'autres questions. Ceci met donc fin à la période des affaires courantes.

Motion proposant que l'Assemblée demande au gouvernement de respecter ses engagements électoraux à l'égard des jeunes

Nous allons maintenant arriver aux affaires du jour et, puisque nous sommes mercredi, aux affaires inscrites par les députés de l'Opposition. À l'ordre du jour, il y a la motion présentée par le chef de l'Opposition, en vertu de l'article 97 du règlement, motion qui se lit comme suit: "Que l'Assemblée nationale du Québec demande au gouvernement du Parti libéral de respecter ses engagements électoraux à l'égard des jeunes, de cesser de remettre en question l'autonomie financière des organismes de jeunes et de fournir les moyens garantissant la qualité de vie des jeunes adultes."

Ce débat durera deux séances consécutives du mercredi après-midi, soit aujourd'hui et le mercredi 30 novembre, soit mercredi prochain.

Quant à la répartition du temps, il a été convenu, après une rencontre avec les leaders de chacune des formations politiques, du partage suivant: quinze minutes seront réservées à la réplique du chef de l'Opposition, la semaine prochaine. Le reste du temps sera séparé également, 50-50, entre les deux groupes parlementaires. Il n'y aura pas de limite d'intervention à l'intérieur de chaque enveloppe. Il est toutefois convenu que le temps qui ne sera pas utilisé par une des formations pourra accroître celui de l'autre formation politique. En conséquence, je suis prêt à reconnaître comme premier intervenant, M. le chef de l'Opposition.

M. Guy Chevette

M. Chevette: Merci, M. le Président. Le Québec aura à vivre dans les prochaines années des changements fort importants. Ces change-

ments se feront sentir sur le plan économique, mais aussi sur le plan social. Avec le traité du libre-échange, certains sortiront gagnants, d'autres se verront peut-être acculés au chômage, voire même à l'aide sociale. Plus que jamais le gouvernement du Québec sera appelé à arbitrer la justice et l'équité sociale. La question que l'on est en droit de se poser, c'est: *En aura-t-il* toutefois le courage, ce charmant gouvernement libéral? M. le Président, les Québécois et les Québécoises sont en droit aujourd'hui de se demander quel genre de Québec nous prépare l'actuel gouvernement?

Avec le libre-échange, nous devons plus que jamais viser l'excellence afin d'accroître notre compétitivité sur le marché international. Nous devons également faire des efforts colossaux pour réorienter certains secteurs mous de notre économie. Nous devons également nous retrousser les manches et nous mettre rapidement au travail sans quoi l'appui des Québécois au traité de libre-échange risque de laisser en plan les plus démunis et les plus vulnérables de notre société.

(16 h 10)

M. le Président, les changements que vivra le Québec pendant les 20 prochaines années seront majeurs. Nous aurons à choisir entre les lois de la concurrence et du plus fort et entre la solidarité, l'entraide et la justice sociale. Nous aurons à choisir entre un Québec cassé en deux et un Québec uni, tourné vers le succès collectif, car ce sont là les choix qui s'offrent à nous. Or, dans la mesure où c'est le second choix que nous privilégions en tant que formation politique, c'est-à-dire uni et tourné vers le succès collectif, il est clair pour nous que le rôle de l'État sera primordial. Ce rôle sera primordial parce qu'il impliquera un rôle d'arbitre, mais aussi une fonction de redistribution de la part de l'État.

À quoi servirait de produire, si cela ne s'accompagne pas d'une justice de redistribution de la richesse? À quoi servirait de faire plus d'efforts collectifs, si seulement une petite poignée d'individus s'enrichissent au détriment des autres? C'est là toute une philosophie de base que nous devons discuter dans les années qui viennent, et nous ne devons pas craindre d'élargir la réflexion au plus grand nombre d'intervenants possible. À une telle philosophie de société correspond un tel geste concret d'un gouvernement. L'un ne va évidemment pas sans l'autre. À telle conception de la politique correspond également telle attitude. Et cela est tout aussi fondamental. Je dis cela parce que la population est en droit de s'attendre à un certain respect de la part des hommes et des femmes politiques qu'ils décident d'élire. Ce respect doit d'abord être basé sur la réalisation de ses engagements politiques et, ensuite, sur la consultation en cours de route des changements qu'on désire apporter à certaines orientations qui, a priori, n'étaient pas apparues clairement dans les engagements de départ. Or, en politique,

cela m'apparaît fondamental, car il y va non seulement du respect des électeurs, mais aussi de la crédibilité des hommes et des femmes de ce pays.

Le Parti libéral célébrera dans quelques jours son troisième anniversaire au pouvoir. Connaissant les organisateurs libéraux, je suis convaincu qu'ils célébreront cela en grande pompe. Ils ont d'ailleurs l'argent pour le faire. Par contre, je suis en droit de me demander ce qu'ils célébreront réellement. Célébreront-ils les réformes sociales qu'ils ont apportées depuis trois ans? Ce ne sera pas une grosse célébration! Célébreront-ils la justice sociale qu'ils nous avaient promise? Célébreront-ils l'amélioration des conditions des étudiants, des jeunes assistés sociaux, des jeunes sans-abri ou encore des responsables d'organismes qui viennent en aide à ces personnes, à qui ils auront octroyé des sommes importantes à la suite de leurs revendications?

J'ai plutôt l'impression que le Parti libéral devrait faire chanter une messe funèbre à laquelle il faudrait les convier tous, puisqu'ils n'ont rien livré en ce qui regarde les jeunes. Je ne surprendrai nullement personne si on me dit et si j'affirme, comme les gens me l'ont dit, que ce parti a leurré les jeunes, car, si j'ai bien compris, depuis trois ans, le premier ministre responsable du dossier jeunesse a décidé que les jeunes ne faisaient pas partie de ses priorités. Les discours politiques, comme il le disait si bien, et ce, pour la troisième fois, lundi soir dernier à CKAC, ne sont pas nécessairement les mêmes après les élections qu'avant. C'est cela la manière de leurrer les gens. Je le répète car c'est du grand Bourassa. Devant l'éventualité de l'élection d'un gouvernement Turner anti-libre-échange, en réponse à une question à M. Jean Coutu à CKAC, lundi soir, il disait: Vous savez, les discours politiques ne sont pas nécessairement les mêmes avant qu'après.

Une voix: Cela, c'est Bourassa.

M. Chevette: Il faut le faire! Personnellement, j'ai été profondément humilié et choqué par une telle déclaration. Et on se demandera pourquoi, dans les sondages, les politiciens occupent le dernier rang en termes de crédibilité. Parce que des hommes comme le premier ministre actuel et des membres de son équipe n'hésitent pas à dire au monde: Voyons, j'ai dit ça avant, mais après, voyons, après, c'est une autre affaire. C'est comme si on se faisait un point d'honneur, c'est comme si le premier ministre se faisait un point d'orgueil de se dire et de dire à la population: Je vous ai bien eu, n'est-ce pas? Je vous ai dit cela avant, mais voyons, voir si je vais faire cela après.

C'est un peu pour cela aujourd'hui, M. le Président, que je veux aborder d'une façon plus spécifique le dossier des jeunes. Si nous déposons aujourd'hui cette motion demandant au gouver-

nement de respecter ses engagements électoraux à l'égard des jeunes, c'est précisément parce qu'on désire démontrer qu'il doit y avoir une cohérence entre ce que les politiciens tiennent comme discours avant et ce qu'ils doivent réaliser par la suite. Je ne comprends pas qu'un gouvernement qui s'est fait élire avec des engagements aussi fermes vis-à-vis de la jeunesse québécoise ait le culot de dire: Oui, mais écoutez, ce que j'ai dit avant, c'est une chose. Ce que je fais après, c'est autre chose. M. le Président, nous, du Parti québécois, considérons que la façon de faire de la politique des libéraux qui consiste à s'engager d'une part et, quelques mois après, de se désengager est quelque chose d'inacceptable.

Je parlais du respect qu'on peut avoir ou ne pas avoir envers les électeurs. Bien, je pense que le premier ministre en tête donne exactement l'exemple du politicien qui n'a aucun respect de ses électeurs. À cet égard, je crois que les jeunes du Québec doivent actuellement avoir une idée plutôt fort négative de la politique et de leurs dirigeants car jamais ils ne se sont autant fait tromper que par l'actuel gouvernement.

Dans le domaine de l'éducation, les jeunes se sont fait tromper sur la question des frais de scolarité où on a assisté à une hausse de 100 % des frais afférents et, de plus, le gouvernement libéral s'est déjà engagé à dégelier les frais de scolarité, M. le Président. Qu'est-ce qu'on a dit durant la campagne électorale à ces jeunes? Qu'on leur donnerait 25 000 000 \$. Ces jeunes se sont fait tromper sur la question de l'aide financière des prêts et bourses. Oui, plutôt que d'ajouter 25 000 000 \$ tel que prévu, tel que promis, on a converti la bourse en prêt et on a économisé ainsi 60 000 000 \$ sur le dos des jeunes Québécois. 60 000 000 \$ d'endettement, à ce moment-là, de la jeunesse québécoise. Les jeunes se sont fait tromper également sur la participation des étudiants au processus d'évaluation de l'enseignement. Pas un mot depuis trois ans n'a été dit sur cette question.

Dans le monde du travail, les jeunes se sont fait tromper sur la mise en place d'un programme d'intégration à la fonction publique. Les jeunes devaient avoir l'ouverture à la fonction publique. Non seulement ce programme **n'a-t-il** jamais vu le jour mais, plus encore, on a coupé 1600 postes occasionnels précisément occupés par des jeunes Québécois. On devait également créer un programme d'épargne recyclage pour les jeunes. Rien, absolument rien! On avait aussi promis la parité de l'aide sociale pour les jeunes de moins de 30 ans et cela on se le rappellera tous. On avait promis cela dans les tout premiers mois du mandat. Croyez-le ou non, cela a été d'abord remis en 1988. On est en 1988. Cela vient d'être reporté maintenant en 1990. Et plus encore, on enregistra un net recul pour les jeunes résidant chez leurs parents dans cette réforme d'aide sociale. On est loin de la parité sans condition qu'on leur avait promise,

M. le Président! Et on est surpris que les jeunes soient frustrés. On est surpris que les jeunes démontrent une forme d'agressivité.

Ces mêmes jeunes, à qui on a donné 25 \$, 30 \$, qu'on a fait monter dans des autobus en décembre 1985, dont on a bondé le centre **Paul-Sauvé**, à qui on a dit d'applaudir un chef politique qui leur promettait tout cela, qui était Robert Bourassa, aujourd'hui après trois ans de mandat, après trois ans de **pouvoir**, ces jeunes, tout ce qu'ils ont eu comme réalisation d'un engagement politique c'est la création d'un Conseil consultatif pour la jeunesse. Et la seule intervention que ce conseil a faite, c'est aujourd'hui même, c'est ce matin. Savez-vous ce qu'il demandait? Le retrait de la loi sur la réforme de l'aide sociale du ministre Bourbeau. Il faut le faire, M. le Président.

(16 h 20)

C'est le seul engagement politique que le gouvernement libéral a réalisé: la création d'un Conseil consultatif pour la jeunesse. Les bourses? Rien. L'aide sociale? Rien avant 1990. Les frais afférents? Là, on vous taxe. On va dégelier les frais de scolarité. Il n'y aura pas de programme de recyclage. Ce n'est pas grave, mais on va vous créer un conseil consultatif, on va vous consulter. Mais la seule intervention que ce conseil a faite, c'est pour dénoncer une de leurs lois. Il faut le faire. Et on vient me dire qu'on a tenu les engagements vis-à-vis de la jeunesse, M. le Président.

Je vous ferai remarquer, je le répète pour que nos concitoyens comprennent bien, que le dossier jeunesse appartient pourtant au premier ministre du Québec, le champion des grandes causes. Dans ce cas-ci, j'ai plutôt l'impression qu'il a décidé de ne rien faire. Ce qui est encore plus grave, je pense, c'est qu'il n'est même pas conscient des problèmes que vivent les jeunes du Québec.

M. le Président, je me permettrai de dire au premier ministre que s'il est trop occupé, s'il ne peut pas prendre le temps de se préoccuper des problèmes des jeunes, il devrait plutôt donner ce dossier à un autre de ses ministres qui aura peut-être le temps, qui aura plus à coeur la cause des jeunes et qui s'en occupera davantage. Je trouve inconcevable qu'un premier ministre responsable de tout le dossier jeunesse, soit aussi absent des grands débats qui se font dans notre société face à la jeunesse québécoise, qu'il n'intervienne jamais, qu'il ne se préoccupe absolument et nullement des problèmes que vivent les jeunes au Québec.

Je ne voudrais cependant pas **m'attarder** trop longtemps sur les prêts et bourses, dont j'ai parlé tantôt, et sur l'aide sociale, puisque mes collègues, le député d'Abitibi-Ouest et la députée de Maisonneuve, en parleront beaucoup plus à fond, M. le Président. J'aurai l'occasion, de toute façon, de revenir sur ces sujets également lors de l'adoption des différentes lois. Mais je voudrais prendre quelques minutes pour discuter

d'une façon plus spéciale du financement des organismes communautaires jeunesse ou plutôt de l'absence de financement ou de politique de financement de ces fameux organismes communautaires jeunesse, M. le Président, qui, depuis trois ans, n'en finissent plus d'agoniser, de se plaindre du manque ou du sous-financement, puisqu'il y a eu un gel à peu près complet pour les organismes communautaires existants, des organismes qui ont pourtant fait leur preuve, M. le Président.

Il y a des jeunes beaucoup plus mal pris que d'autres dans notre société. Il y a des jeunes qui n'ont pas tous eu la chance de bénéficier d'un environnement familial calme et serein. Il y a des jeunes qui n'ont pas toujours pu manger leurs trois repas par jour et qui, tôt ou tard, se sont retrouvés sur le pavé et sans le sou. Ces jeunes, il y en a des milliers au Québec. Ils sont plus de 15 000, uniquement dans la seule agglomération montréalaise. Certains sont plus autonomes que d'autres; on les retrouve ici et là dans des maisons d'accueil, dans des maisons d'hébergement jeunesse et parfois, trop souvent et malheureusement, sur la rue, près d'une bouche de métro où ils tentent tant bien **que** mal de se réchauffer.

Ces milliers de jeunes, M. le Président, qui veulent s'en sortir ont besoin de ressources, ont besoin qu'on leur vienne en aide; ils ont besoin de l'aide des travailleurs sociaux; ils ont besoin des maisons de transition. Ils ont besoin de soins, d'attention, afin de pouvoir se remettre sur le circuit du marché du travail. Ils ont donc besoin, M. le Président, d'un coup de pouce. Ce coup de pouce, ce sont principalement les organismes communautaires jeunesse qui sont les mieux placés pour le leur donner. Ces organismes communautaires jeunesse jouent actuellement un rôle indispensable dans notre société, M. le Président. Ils agissent auprès des jeunes en les appuyant, en les réconfortant et en les considérant comme des être humains à part entière qui veulent s'en sortir. Leur rôle est souvent beaucoup plus préventif que curatif, mais qu'à cela ne tienne, ils sont capables de conjuguer les deux dans un respect et une économie de coûts qui pourraient faire rougir bien des intervenants du réseau institutionnel.

A titre d'exemple, je vous dirai qu'un jeune en centre d'accueil pour **délinquants** coûte à la société 70 000 \$ par année par individu, alors qu'on hésite à financer des organismes communautaires qui peuvent peut-être récupérer 20, 25, 30 personnes afin qu'elles évitent de commettre des délits et de se retrouver en centre d'accueil pour délinquants. C'est le monde à l'envers. Il va falloir réévaluer nos valeurs sociales. Il va falloir regarder jusqu'à quel point il est temps que les gouvernements se penchent sur cette dimension de la prévention, en particulier pour la jeunesse. Il est temps que le gouvernement actuel pense à une politique de financement des organismes jeunesse qui jouent

un rôle extraordinaire. Il en va d'une économie sur le plan social. Même sur le plan économique, le coût social est faramineux. Et on préfère investir dans le curatif, ce qui coûte des centaines de milliers de dollars, plutôt que de permettre à ces jeunes de se venir en aide entre eux.

Je dirai également que la lucidité de ces organismes face aux problèmes des jeunes en fait des partenaires de premier niveau sur lesquels on doit davantage s'appuyer pour intervenir dans le milieu. Ces personnes proviennent des maisons de jeunes, des maisons d'hébergement jeunesse et de toute une série d'organismes qui sont plus ou moins regroupés par secteur et qui interviennent auprès des gens dans le milieu. Ces personnes ont une expertise indispensable pour rejoindre les jeunes qui, autrement, seraient plus difficilement rejoignables.

M. le Président, j'aurais beau faire l'éloge du travail de ces groupes, j'aurais beau vous dire qu'ils sont indispensables à la société, cela, vous le savez tout comme moi. Toutefois, cela n'a aucune valeur de crier que ces groupes sont importants et indispensables si le gouvernement ne passe pas aux actes. Et je pense que c'est là où le bât blesse. C'est là l'importance d'en arriver à un financement. Si tous s'entendent pour dire que le travail des organismes communautaires est indispensable, bien peu du côté ministériel semblent enclins à connaître socialement cet apport par une politique de reconnaissance et de financement des organismes communautaires.

Jamais on n'aura vu autant de problèmes financiers accabler les organismes communautaires de jeunesse comme au cours de cette dernière année en particulier. Jamais non plus on n'aura vu un gouvernement aussi inactif et insensible à l'égard de ces problèmes, alors que nous vivons dans une période de prospérité économique, selon les dires du ministère des Finances lui-même. Jamais ces organismes n'auront autant souffert de l'absence de ressources suffisantes pour mener à bien leur rôle au sein de la société. Les **maisons** de jeunes qui existaient avant 1985 ont vu leur budget gelé depuis trois ans. La ministre a préféré distribuer la pauvreté en finançant de nouvelles maisons de jeunes plutôt qu'en essayant de permettre à celles qui existaient de vivre sans être aux crochets et continuellement en instance de financement d'urgence, quêtant ici et là, si bien que les administrateurs sont essouffés et contraints de travailler d'abord à leur financement pour survivre, pour garder leurs maisons ouvertes plutôt que de travailler efficacement à l'intérieur.

Pourtant, ils ont fait des manifestations devant l'Assemblée nationale. Ils ont écrit des pétitions. Ils ont reçu des appuis des municipalités et des parents. La ministre n'aura même pas daigné les recevoir, n'aura même pas considéré leur demande financière dans le cadre du dépôt

de leur plan de sauvetage. C'est là une marque d'insensibilité que j'ai rarement vue chez un ministre de la Santé et des Services sociaux.

(16 h 30)

Les maisons d'hébergement jeunesse qui viennent momentanément en aide à des jeunes sans-abri auront également fait représentation sur représentation pour obtenir plus de Mme la ministre. La semaine dernière, ils sont venus à Québec pour dénoncer la situation qu'ils vivent et faire part à la ministre des ressources supplémentaires dont ils ont besoin pour passer l'hiver. Ces maisons, on en compte quatorze ou quinze au Québec. Elles ont demandé 500 000 \$ à Mme la ministre pour pouvoir venir en aide à ces sans-abri qui errent ici et là. La ministre a dit non. Ils sont retournés bredouilles, rien dans leurs poches. Pas même une lueur d'espoir! Et ces jeunes-là étaient des jeunes qui s'occupaient précisément de ceux dont on parlait lors d'une question cet après-midi, les sans-abri, les jeunes qui cherchent même une bouche de métro pour se réchauffer. Pourtant on traverse des années de vaches grasses, dit le ministre des Finances avec un large sourire. Est-ce que, lorsqu'un gouvernement traverse des années de vaches grasses, ce n'est pas le temps de penser aux plus démunis, de donner un tant soit peu à ces gens pour s'assurer que la souffrance humaine soit soulagée un petit peu? Il y a des organismes qui reçoivent plus, M. le Président, et qui ne s'occupent même pas des humains. Et ça me fait mal au coeur d'entendre des jeunes se plaindre ouvertement de la sorte.

Je sais que la ministre prépare déjà sa réplique et que le premier ministre arrivera bardé de chiffres qu'il saupoudrera à gauche et à droite. Ils tenteront tous les deux de nous démontrer que tout va bien, qu'ils n'ont jamais fait autant pour les jeunes et qu'ils suivent la situation de près. Pourtant, sur le terrain, c'est une situation désastreuse que l'on constate, et je les invite à aller faire un tour dans ces organismes, M. le Président, pour voir quelle est cette réalité dont je parle aujourd'hui.

M. le Président, la situation vécue par les organismes communautaires jeunesse du Québec nous inquiète au plus haut point de ce côté-ci de la Chambre. Nous nous serions attendus que le gouvernement honore son engagement de mettre sur pied une politique de reconnaissance et de financement des organismes communautaires, tel que le recommande d'ailleurs, tout le monde se le rappellera, le rapport Rochon, parce que le rapport Rochon reconnaît le rôle indispensable que jouent les organismes communautaires. Et je vous dirai, M. le Président, qu'il recommande au gouvernement de bâtir une politique de financement. Mais rien n'a été fait et rien ne semble vouloir se faire. Nous aurions espéré que Mme la ministre le fasse dans ses premières années de mandat, tel que son premier ministre l'avait laissé croire aux jeunes en 1985. Nous aurions cru également qu'il convoquerait une commission

parlementaire sur le sujet. Hélas! M. le Président, fidèle à lui-même le gouvernement n'a rien fait de cela.

Si la situation des organismes communautaires jeunesse nous préoccupe à ce point, c'est que nous estimons plus que jamais que leur autonomie financière et leur autonomie d'action est menacée. Cette menace est d'autant plus réelle qu'elle s'inscrit dans la dynamique des pratiques de privatisation tranquille et d'institutionnalisation du milieu communautaire telles qu'appliquées par la ministre de la Santé et des Services sociaux, situation décrite dans le rapport qu'on appelle le rapport 37 de la commission Rochon, signé par M. Yves Vaillancourt. Ce qui menace l'autonomie financière des organismes communautaires jeunesse, c'est d'abord l'attitude de la ministre qui vise à confondre l'action communautaire autonome de l'action dite communautaire réalisée par des organismes institutionnels qui sont nés grâce à l'aide de fondations privées issues des réseaux institutionnels. Car c'est là le coeur du problème. Et je vais essayer de le vulgariser pour que tout le monde comprenne bien.

M. le Président, on a des jeunes qui se sont regroupés dans des organismes communautaires, qui ont voulu s'entraider, qui étaient subventionnés par le gouvernement. Depuis l'avènement du présent gouvernement, qu'est-ce qui est arrivé? On a permis que le réseau commence par des fondations, à créer leurs propres organismes, à leur faire effectuer du travail normalement dévolu aux institutions du réseau. On a créé des organismes communautaires, à toutes fins utiles, qui sont des sous-contractants du réseau existant. Ils ne sont pas là pour faire évoluer les choses, pour contester des choses, pour critiquer le système. Ce sont des organismes qui sont nés dernièrement pour réaliser des sous-contrats, à toutes fins utiles, du réseau existant. Et je pèse mes mots quand je le dis.

D'ailleurs, 4 000 000 \$ sur les 12 000 000 \$ qui étaient normalement dévolus aux organismes communautaires sont maintenant versés à ce type d'organismes qui exécutent des sous-contrats pour le réseau. Ce sont des organismes consultatifs, des organismes qui reçoivent des clientèles du réseau et qui remplissent des tâches qui, normalement, devraient être remplies par le réseau. Ce ne sont pas des organismes nés de la spontanéité du milieu pour aider à se prendre en main ou pour faire évoluer les choses. Non, M. le Président. Ce sont des organismes payés par des fondations privées, par des réseaux, pour exécuter des sous-contrats et des tâches bien précises. C'est là la différence fondamentale de philosophie entre les deux perceptions.

Je dis personnellement, M. le Président, que tout l'esprit des subventions du communautaire, c'était de subventionner des groupes de jeunes qui se prenaient en main, qui venaient occuper un champ difficilement ou pratiquement inoccupé par les réseaux, qui venaient en complémentarité avec le réseau, qui venaient précisément aider et

soutenir les efforts du milieu, qui venaient, par exemple, éviter que des jeunes se retrouvent sans abri et qu'ils commettent des délits, qui récupéraient des sans-abri ici et là pour les faire manger, qui aidaient les jeunes, par exemple, de familles monoparentales, qui aidaient d'autres jeunes aux prises avec des problèmes de drogue ou d'alcoolisme. C'était ça l'esprit. Ce n'était pas de faire des organismes communautaires créés de toutes pièces par le réseau, des sous-contractants, des organismes qui viennent remplacer le manque de ressources des réseaux. C'est ce à quoi on assiste présentement. C'est cela qui est subventionné d'une façon accrue et c'est ce que la ministre va venir nous dire: Oui, mais j'ai augmenté les subventions. À qui les avez-vous augmentées? Est-ce que la ministre pourrait répondre objectivement et honnêtement: Oui, j'ai gelé les budgets des organismes communautaires qui existaient avant 1985? J'ai préféré subventionner de nouveaux organismes qui sont des sous-contractants, à toutes fins utiles, des réseaux actuels. C'est une façon de contrôler les organismes, en plus. C'est une façon de tuer le dynamisme des organismes. Ce gouvernement a peur de la contestation, M. le Président. Pourtant, Dieu sait que c'est par ce dynamisme qu'on a évolué.

On a écouté les mémoires sur la santé mentale et toutes les ressources alternatives en santé mentale viennent précisément de ces groupes qui se sont créés spontanément dans le milieu, qui ont senti qu'il y avait quelque chose à faire. Ils ne veulent pas se substituer au réseau, ils viennent en combler les lacunes. Mais ils ne sont pas nés, par exemple, du fruit d'une concertation délibérée. Pour éviter de mettre des ressources additionnelles dans les réseaux, on crée des organismes et, avec du "cheap labour", on réalise des tâches que normalement le réseau devait faire. C'est cela fondamentalement qui se passe présentement, M. le Président, et c'est ce qui est inacceptable. Je vois la ministre nous donner déjà ce genre de réponse auquel je n'adhère nullement, M. le Président.

Le temps file malheureusement très rapidement, mais j'irai dans ma réplique la semaine prochaine. Je vous dirai que la jeunesse québécoise a raison d'être désenchantée. La jeunesse québécoise a raison d'être déçue, M. le Président, parce qu'on lui avait promis, premièrement, que les frais de scolarité n'augmenteraient pas. C'est annoncé qu'ils seront dégelés et, deuxièmement, les frais afférents seront augmentés de 100 %. On lui avait promis la parité de l'aide sociale et ce, sans condition. On est rendu avec des conditions. Ce n'est plus en 1988, mais c'est bien en 1990, M. le Président. Un gouvernement qui ne respecte pas ses paroles.

On lui avait également promis un programme de recyclage. Jamais un mot; on n'a rien entendu, M. le Président. On lui avait promis mer et monde: la création d'emplois dans la fonction publique. Non seulement on n'a pas créé

d'emplois dans la fonction publique, mais on y a coupé 1600 postes qui étaient occupés par des jeunes.

(16 h 40)

M. le Président, je comprends les jeunes mais je leur dis: Ce ne sont pas tous les politiciens qui sont comme ceux qui composent ce gouvernement. Pour la troisième fois, le premier ministre du Québec nous dit, sur les ondes de la radio et même dans les médias écrits: Vous savez, les discours avant et après, ce n'est pas pareil. J'aurais honte de dire une telle chose. C'est sans doute l'un des grands responsables au Québec si la jeunesse québécoise n'a plus confiance aux hommes et aux femmes politiques. On doit avoir de la cohérence, de l'honnêteté dans nos propos autant avant qu'après une élection.

Nous avons promis la loi 101, nous l'avons réalisée. Nous avons promis le zonage agricole, nous l'avons réalisé. Nous avons promis l'assurance automobile, nous l'avons réalisée. Nous avons promis, M. le Président, l'aménagement du territoire, nous l'avons réalisé.

Ils avaient promis les rentes au foyer pour les femmes. Rien. Ils avaient promis la parité de l'aide sociale sans condition. Rien. Ils avaient promis 25 000 000 \$ de plus dans les prêts et bourses, non seulement ils n'ont pas mis 25 000 000 \$ mais ils ont coupé 60 000 000 \$ en transformant les bourses en prêts. Ils avaient promis 2 000 000 000 \$ de routes, on est encore à 85 000 000 \$ du budget de 1985. Ils avaient promis plus d'argent dans le Fonds de développement régional, on est encore en attente environ 30 000 000 \$ à attendre pour atteindre de l'objectif du budget de 1985.

M. le Président, le premier ministre actuel a peut-être raison de dire: vous savez, les discours d'avant ne sont pas comme ceux d'après. Mais nous, de notre formation politique, nous pouvons nous vanter que ce que l'on dit avant, on le fait après. S'il lui reste au moins de la fierté, qu'il cesse de répéter aux jeunes Québécois et à l'ensemble de la population que les discours ne sont pas les mêmes. S'il ne veut pas que la population ait confiance aux hommes et aux femmes politiques québécois, nous tenons à notre réputation, à notre dignité. Quant à nous, le discours est le même avant et après.

Le Vice-Président: Je vais maintenant céder la parole à M. le député de Roberval.

M. Gaston Blackburn

M. Blackburn: M. le Président, je voudrais juste dire au chef de l'Opposition qu'effectivement des promesses, le gouvernement actuel en a faites; il en a respecté. Une première - la plus importante pour lui - visait, d'abord, à diminuer les déficits, à améliorer les finances du Québec, c'était de se donner une marge de manoeuvre pour pouvoir améliorer les conditions de vie des citoyens et citoyennes du Québec.

Un gouvernement doit avoir une idée claire où il se dirige. Au cours de son mandat, il doit constamment évaluer les actions qu'il entreprend à la lumière des objectifs qu'il s'est fixés. Lorsque le Parti libéral a été élu, en décembre 1985...

Le Vice-Président: Un instant, M. le député de Roberval. Sur un appel au règlement, M. le député de Taillon.

M. Filion: Cela n'a rien à voir personnellement avec le député de Roberval qui tente de répliquer au chef de l'Opposition. C'est simplement pour constater qu'il n'y a pas quorum en cette Chambre.

Le Vice-Président: Effectivement. Qu'on appelle des députés pour le quorum.

À l'ordre, s'il vous plaît! Nous avons maintenant quorum. M. le député de Roberval, vous pouvez poursuivre votre intervention.

M. Blackburn: Je ne recommencerai pas, M. le Président. Je vais continuer.

Je veux juste rappeler qu'effectivement, la première préoccupation du gouvernement du Québec était d'abord de diminuer le déficit. Ce qu'on a fait. Lorsque le Parti libéral a été élu, en 1985, il s'était fixé comme but premier et engagé à ce que la situation économique du Québec soit améliorée. C'était aussi en mettant l'accent sur la création d'emplois. C'était un engagement d'une importance primordiale pour les jeunes. Au cours de la récession économique du début des années quatre-vingt, le taux de chômage en 1976 était autour de 15,5 %, alors qu'en 1982, il était rendu à 22 %. Maintenant, en 1988, au mois de septembre, il est rendu à 11,5 %. Le grand nombre de jeunes chômeurs durant cette douloureuse période constituait une lourde hypothèque, non seulement sur l'avenir des individus qui étaient frappés par le chômage, mais sur l'ensemble de la société québécoise.

C'est là que se sont développés des phénomènes sociaux comme l'itinérance des jeunes sur laquelle notre gouvernement travaille. C'est là que l'on voyait de jeunes adultes remettre à plus tard le moment de fonder une famille, faute d'une certaine sécurité économique. C'est sur cet enjeu central auquel bien d'autres problématiques sont reliées que le gouvernement a choisi de consacrer l'essentiel de ses énergies. Je peux vous dire que notre gouvernement fait un excellent travail là-dessus. En tant qu'adjoint parlementaire du premier ministre, je peux vous affirmer que M. Robert Bourassa, comme ministre responsable de la jeunesse, a compris toute la portée de la question économique pour les jeunes. Je vous citerai tantôt quelques exemples d'actions prises dans le but de créer des emplois.

Je concentrerai mon intervention sur ces questions car je crois que c'est ce qui importe vraiment pour les jeunes. Comme leurs aînés, les

jeunes sont satisfaits de l'amélioration de la situation économique et ils reconnaissent le rôle du gouvernement libéral à cet égard. Je voudrais juste rappeler les derniers sondages. Quand, tout à l'heure, le chef de l'Opposition faisait référence à la non-satisfaction des gens du Québec ou des jeunes, je suis convaincu que les derniers sondages, qui démontraient qu'au-delà de 94 % des gens sont satisfaits du climat économique, 87 % des gens au Québec sont satisfaits du climat politique...

M. le Président, il me fait plaisir de profiter de cette occasion pour vous entretenir de deux sujets qui intéressent la formation politique à laquelle j'appartiens, le gouvernement libéral, ainsi que toute la population en général, soit la situation des jeunes au Québec. Il importe d'abord de bien saisir l'idée selon laquelle la situation québécoise par rapport aux jeunes n'est pas exclusive au Québec dans la mesure où, ces dernières années, les pays industrialisés ont tous subi des situations plus ou moins pénibles face à la récession qui les a frappés de plein fouet. C'est ainsi que dans l'ensemble des pays industrialisés les taux de chômage ont atteint des niveaux records. Il va sans dire que les jeunes furent les premières victimes de la récession économique qui se profilait d'ailleurs depuis le début des années soixante-dix dans le monde. Plus près de chez nous, soit au Canada et au Québec, les gouvernements ont dû prendre des mesures draconiennes, couper dans les budgets économiques autant que sociaux et culturels et tenter de faire face à la situation à un moment où l'imagination semblait manquer à tous les gouvernements.

Au Québec, les observateurs de la scène politique et économique ont maintes fois répété que la situation confuse que l'on traversait quant à la stabilité économique n'aidait pas à résoudre le problème du chômage chez les jeunes. Vous aurez compris, M. le Président, que je fais allusion à l'option défendue par l'ancien gouvernement qui consistait à séparer le Québec du reste du Canada. En effet, l'option de l'indépendance du Québec fut on ne peut plus mauvaise quant à la stabilité politique, bien sûr, mais clairement inefficace quant à la stratégie à suivre pour la reprise économique. Sur la scène américaine, la situation des jeunes n'était pas plus facile à vivre car, confrontés à un déficit record, à la suite de la crise de l'énergie, les États-Unis ont dû adopter des politiques nettement antisociales et chercher des remèdes aux malaises économiques qui ne faisaient que se répercuter sur les autres États modernes.

Une autre constatation, M. le Président, repose sur l'idée selon laquelle les gouvernements ne pouvaient user de leur imagination pour proposer aux gens des solutions acceptables quant à la maîtrise de leur avenir. C'est ainsi que dans le sillon de la crise économique, les gouvernements ont proposé des mesures partielles visant au retour des jeunes sur le marché du

travail, tellement partielles que ces propositions ont fini par décourager ceux et celles qui désiraient entreprendre un avenir intéressant et prometteur. Leur espoir déçu, les jeunes se sont retournés vers eux-mêmes en tentant d'approfondir une démarche personnelle qui leur serait plus sécuritaire, démarche qui a profondément modifié leurs valeurs sociales et économiques.

(16 h 50)

On ne croyait plus ainsi à l'**État-providence**, celui qui était naguère pourvoyeur de leurs besoins, mais plutôt à cet esprit d'entrepreneurs qui leur permettrait peut-être de leur redonner cette fierté tant recherchée. Dans la suite de mon discours je veux vous donner l'énergie d'un gouvernement libéral **imaginatif** et efficace. Pour sa part, le gouvernement libéral n'a pas été long à réagir, dès qu'il a été élu, en 1985, pour relancer le Québec sur la voie d'une économie saine et efficace. Pour y arriver, il s'était fixé cinq priorités. D'abord, une gestion efficace et compétente des deniers publics, qui permettait à l'État québécois d'allouer des ressources, de façon cohérente, pour la création des programmes destinés aux jeunes, bien sûr, mais à toute la population dans son ensemble. En deuxième lieu, le gouvernement libéral a procédé à une écoute attentive des aspirations et des besoins de chaque couche de la population...

Une voix: C'est vrai!

M. Blackburn: ...principalement celle des jeunes qui en avaient long à dire sur l'action de l'ancien gouvernement, sur leurs besoins et sur leurs aspirations pour l'avenir. En troisième lieu, le gouvernement tenait à assurer une croissance économique soutenue et supérieure à l'ensemble canadien. Ces résultats ont été atteints en grande partie, notamment au chapitre des investissements privés et publics qui ont généré des emplois destinés particulièrement aux jeunes âgés de 15 à 30 ans, et permis de redonner cette fierté tant recherchée par les jeunes. En quatrième lieu, le gouvernement du Québec tenait à ce que soit consolidée et affirmée une place de plus en plus grande du Québec dans le monde. Cette ouverture vers les marchés extérieurs a profité à toutes les petites et moyennes entreprises du Québec et donné la chance aux jeunes Québécois d'exercer leurs compétences dans plusieurs domaines et d'améliorer de beaucoup leur chance de gravir les échelons de la société. En cinquième lieu, les actions gouvernementales entreprises depuis 1985 ont été adaptées aux nouvelles réalités québécoises.

Ces réalités reposent sur des principes **essentiels**, comme le rôle de l'État qui n'a pas nécessairement diminué par rapport aux 20 dernières années, mais qui s'est nettement sophistiqué pour répondre à des besoins plus normaux, plus nombreux, mais également plus exigeants sur le plan de la qualité. On voit donc que le gouvernement libéral en est un d'action,

qui a nécessairement des intérêts divergents, mais qui s'assure que l'État fournit des services essentiels à la communauté, avec efficacité, et apporte l'aide et le soutien aux plus défavorisés et aux plus démunis de notre société.

Les jeunes du Québec ne sont pas démunis sur le plan des idées, mais ils peuvent, par ailleurs, ressentir cette espèce de sentiment de défavorisés qui mine la confiance en soi et qui les empêche d'avancer dans la vie.

À titre d'exemple, le gouvernement a respecté un engagement pris lors de la dernière campagne électorale et créé le Conseil permanent de la jeunesse. Cette idée venait des jeunes libéraux, en 1985. C'est donc dire que le gouvernement libéral a concrétisé cette volonté d'être à l'écoute des besoins et des aspirations des jeunes. D'autre part, la permanence du Secrétariat à la jeunesse a été confirmée, ainsi qu'un mandat plus précis et plus efficace qui aide véritablement les jeunes à franchir les étapes bureaucratiques et parfois nombreuses de l'État. En troisième lieu, la création de la Société d'Investissement Jeunesse, qui commence à porter des fruits, donne véritablement un coup de pouce aux gens du Québec qui désirent faire preuve d'"entrepreneurs" dans leur milieu sur le plan économique.

Enfin, le gouvernement a procédé à une harmonisation et à une restructuration des programmes de soutien destinés aux jeunes entrepreneurs par le ministère de l'Industrie, du Commerce et de la Technologie. On se souvient que le budget global consacré au programme de soutien aux jeunes entrepreneurs est passé de 9 000 000 \$ en 1985-1986 à 18 000 000 \$ en 1988-1989.

D'autres réformes législatives ont eu des effets directs sur les jeunes, comme celle de la loi de la construction, la loi 119, qui prônait l'abolition des certificats de classification, qui a permis d'ouvrir davantage l'entrée des jeunes sur les chantiers de construction, tel que le recommandait un engagement électoral pris par notre formation politique. N'oublions pas, au passage, la hausse du salaire minimum qui, entre 1981 et 1985, n'avait jamais été augmenté. Depuis 1986, le salaire minimum est passé de 4 \$ à 4,75 \$ l'heure. Quand on sait que la principale clientèle qui touche effectivement le salaire minimum, ce sont les jeunes.

Enfin, d'autres mesures sectorielles prises par les différents ministres sont venues s'ajouter à ce bilan intéressant à l'égard des jeunes, comme le ministère de l'Agriculture, qui offre deux types d'aide en vertu de la loi 46, la loi sur le financement agricole, lesquels sont présentement disponibles pour les jeunes et les femmes de moins de 40 ans qui **s'établissent** en agriculture.

D'autres formes d'aide offertes par l'État québécois peuvent en apparence s'interpréter comme des mesures à caractère social mais lorsqu'on arrive à un point où, sur le plan

individuel, un jeune se sent tellement défavorisé qu'il en éprouve des difficultés sur le plan personnel, alors là, il y a un coût économique qui doit être assuré par la société québécoise dans son ensemble. Dans cette perspective, le gouvernement québécois a consenti à un programme d'aide de 3 000 000 \$ pour les jeunes dans le cadre de l'Année internationale du logement des **sans-abri**. Cette réponse du gouvernement fut faite à la lumière et à la suite d'une demande des jeunes du Parti libéral du Québec formulée en 1987.

Soulignons enfin que, sur le plan culturel, le gouvernement québécois n'a pas été insensible aux demandes du milieu et que son action s'est traduite sous une forme clairement économique par le biais d'une aide de 5 000 000 \$ destinée aux jeunes artistes, laquelle a été annoncée par le premier ministre du Québec en avril 1988. L'entrée en vigueur du programme date de septembre dernier. D'autres de mes collègues auront l'occasion tout à l'heure d'aborder des sujets différents de l'action gouvernementale pour venir en aide aux jeunes du Québec. Dans les domaines sociaux et culturels, pour ma **part**, j'estime que le gouvernement du Québec accomplit un travail admirable **afin** de créer des conditions favorables à la création d'emplois et à l'intégration des jeunes sur le marché du travail. **Il** suffit que cette intégration soit d'abord et avant tout imputable à la formation des jeunes. **Il** me semble que c'est véritablement là que réside la priorité des jeunes eux-mêmes afin qu'ils trouvent les moyens et le temps disponible pour compléter leur formation afin qu'elle soit adaptée aux réalités du marché du travail.

Il y a quelque temps je lisais dans un quotidien que les dirigeants de nos petites et moyennes entreprises du Québec sont à la recherche de **main-d'oeuvre** spécialisée et que leur véritable problème ne réside pas à l'insuffisance du nombre de travailleurs à embaucher mais plutôt à l'insuffisance des jeunes formés de façon professionnelle afin qu'ils aillent exercer leur compétence dans les domaines prometteurs pour l'avenir comme celui de la recherche et du développement, dans les industries, dans les laboratoires ainsi que dans les universités. C'est dans cette perspective que le ministère de l'Industrie, du Commerce et de la Technologie travaille dans le sens d'offrir des programmes complémentaires pour donner à un jeune un coup de pouce. Par exemple, soulignons le programme Soutien aux initiatives jeunesse dont le budget atteint 6 400 000 \$ en 1988-1989, celui dit Jeunes entrepreneurs, dont le budget atteint 4 400 000 \$ pour la présente année financière, celui des Jeunes promoteurs dont le budget atteint 7 200 000 \$ pour la présente année financière. **Il** ne faut pas non plus passer sous silence le programme offert par le ministère qui offre une garantie de prêt pour les étudiants en affaires, leur offrant ainsi une occasion d'implanter une petite ou une moyenne entreprise.

Le gouvernement a voulu ensuite venir en aide aux jeunes du Québec dans les domaines sociaux et culturels. J'estime pour ma part que le gouvernement du Québec accomplit un travail admirable afin de créer des conditions favorables à la création d'emplois et à l'intégration des jeunes sur le marché du travail. Cette intégration est d'abord et avant tout imputable à la formation des jeunes.

M. le Président, je voudrais parler un peu de l'inaction de l'ancien gouvernement. J'estime qu'il serait malhonnête d'imputer à leur gestion tous les déboires vécus par les jeunes sous le règne de l'ancien gouvernement du Parti québécois. **Cependant**, j'évoquais tout à l'heure que le seul fait d'avoir tenté de vendre aux jeunes du Québec l'idée de l'indépendance sans que ce concept soit soutenu d'une argumentation solide relevait de la pure partisanerie. Cet état d'incertitude créé dans l'ensemble du Québec et dans l'ensemble du monde des affaires a fini par porter des fruits puisque les taux de chômage du Québec ont été nettement supérieurs à l'ensemble du Canada. C'est précisément sur ce concept de stabilité politique et de la stabilité économique que réside le plus grand blâme que les jeunes du Québec ont adressé à l'ancien gouvernement, en 1985. **Il** est manifeste que les jeunes ne croient plus à ce concept vague et confus qu'est l'indépendance du Québec pour la raison que cette option ne leur offre aucune opportunité, mise à part cette fierté mal conçue et mal placée pour l'ensemble de la société québécoise. L'ancien gouvernement du Parti québécois n'a pas compris non plus que cette fierté était déjà ressentie chez l'ensemble des Québécois dans un contexte tout autre que celui de l'indépendance.

(17 heures)

La réalité politique du Québec a été rafraîchie par le gouvernement libéral en 1985, dans son désir de respecter les règles du fédéralisme tout en étant le porte-parole des intérêts du Québec auprès du gouvernement canadien et des autres provinces du pays. Comme on le sait, cette idée reposait sur la distinction du Québec, celle qui assure sa fierté et sa différence sur le plan culturel quant à son identité par rapport au reste du Canada, bien sûr, mais aussi par rapport **à** l'ensemble des pays francophones.

Enfin, le gouvernement libéral a été sensible à d'autres types de besoins des jeunes en apportant des réponses précises et concrètes sur le plan économique pour aider les familles. À cet égard, on se rappellera que le budget présenté en mai dernier contient des mesures qui aident les jeunes dans leur cadre familial. L'aide à l'accès à la propriété constitue l'une des mesures principales du présent gouvernement qui garantit, pendant sept ans, un prêt qui peut atteindre jusqu'à 10 % de la valeur de l'hypothèque. **Il** assure aussi les frais d'intérêts pendant cette même période.

Soulignons également la hausse des prestations du programme APPORT, la bonification de

l'allocation de disponibilité qui devient l'allocation pour le jeune enfant et la hausse des déductions maximales pour les frais de garde. Comme on le voit, lorsqu'il a été porté au pouvoir, le gouvernement libéral s'est assuré d'un meilleur contrôle des finances publiques, mais également d'un climat propice aux investissements et à la croissance économique afin d'insuffler au Québec un climat de stabilité politique et de paix sociale nécessaire à notre progrès. Le Québec devait, en raison de l'incurie du précédent gouvernement, créer des emplois stables et durables et augmenter les investissements privés et publics afin que les retombées économiques se fassent sentir chez les jeunes Québécois et que leur soit assuré un avenir qui était auparavant incertain.

Sur le plan individuel, l'insécurité des jeunes s'est fait ressentir. Ce fut le cas, également, sur le plan collectif. La société québécoise dans son ensemble doit nécessairement assumer le coût social et économique de cette instabilité créée par l'ancien gouvernement. Pour y arriver, le gouvernement du Québec a dû redorer son image sur les marchés extérieurs, car il estime que les marchés étrangers constituent un tremplin essentiel à l'expansion de notre activité économique.

Prenons un exemple récent, le dossier du libre-échange. On sait que le Québec s'est engagé à approuver la ratification du traité par les provinces avec les États-Unis. De son côté, le ministère du Commerce extérieur a exprimé sa volonté de soutenir les efforts d'adaptation des travailleurs et des entreprises tout en signalant qu'il était essentiel de se concentrer davantage sur la production de biens et de services de qualité internationale. Une telle perspective regarde, en tout premier lieu, les jeunes qui se répartissent sur le marché du travail dans les secteurs primaire, secondaire et tertiaire.

Le prochain défi des jeunes consistera à s'inscrire à ce mouvement du Québec qui devient de plus en plus une société productive plus compétitive face à la concurrence domestique et internationale. L'autre défi des jeunes consistera à participer à tous les programmes de l'État québécois visant à développer un climat favorisant l'investissement tant domestique qu'étranger. En troisième lieu, les jeunes devront saisir toutes les chances que leur offre le gouvernement québécois quant aux possibilités de création d'emplois stables et de qualité.

M. le Président, c'est sur ces points et par ce discours que je voulais centrer ma participation au débat de cet après-midi. Quant à certaines affirmations faites par le chef de l'Opposition, je suis convaincu que M. Bourassa saura y répondre la semaine prochaine. Merci, M. le Président.

Le Vice-Président: Je reconnais maintenant M. le député de Verchères.

M. Jean-Pierre Charbonneau

M. Charbonneau: C'est dommage que le nouveau député n'ait pas décidé de lui-même d'étudier un peu plus son dossier avant d'intervenir à l'Assemblée nationale pour répondre aux questions formulées par le chef de l'Opposition. Finalement, à bien des égards, j'ai l'impression qu'il s'est trompé de débat cet après-midi, qu'il a mêlé un peu toutes les choses pour essayer de noyer le poisson et de faire oublier qu'il n'a pas encore fait ses classes. Comme un bon député doit le faire, il doit étudier ses dossiers avant d'intervenir à l'Assemblée nationale. En ce sens, c'était un peu grossier, comme partisanerie, M. le député, de vous entendre parler de la situation économique et parler de l'instabilité créée par le débat sur la question nationale, il y a quelques années, pour essayer d'expliquer la situation des jeunes, alors que, par la suite et auparavant, vous nous avez dit que la situation du Québec n'était pas exclusive et spécifique et qu'il existait des problèmes dans d'autres sociétés occidentales.

Effectivement, ce que les jeunes du Québec vivent ici depuis quelques années, ils ne sont pas les seuls à le vivre. Et cette situation-là n'a pas commencé à l'occasion du débat sur l'indépendance du Québec et ça ne s'est pas terminé non plus lorsque le référendum en est arrivé à la conclusion à laquelle il est arrivé il y a quelques années. Et, curieusement, cette situation existe ailleurs où il n'y a pas eu de référendum, où le problème de la question nationale ne se pose pas. Alors, il faudrait peut-être savoir de quoi on parle. Si on parle du problème de l'intégration sociale et économique des jeunes dans nos sociétés occidentales, dans nos sociétés industrielles, dites évoluées, dites civilisées, oui, il y a un problème de fond qui se pose dans toutes nos sociétés. Et ce problème-là qui dure depuis de nombreuses années est un problème structurel, un problème fondamental qui n'est absolument pas relié au débat sur la question nationale.

La preuve, M. le Président, c'est que ce débat n'a eu aucune influence sur le taux de chômage à l'époque si on le compare à ce qu'il était auparavant et ce qu'il a été après. Et la courbe du chômage au Québec qui, oui, est effectivement plus haute qu'en Ontario, plus haute dans un certain nombre de régions du Québec, cette courbe-là n'est pas tout à coup apparue comme étant plus importante ou plus élevée au Québec à l'occasion du débat référendaire, un peu avant le référendum et un peu après, surtout un peu avant et au moment du référendum. C'est une situation qui existe depuis quand? Depuis que des statistiques existent au Québec. Et, en fait, si on veut remonter, Mme la Présidente, cette situation existe depuis que le pays existe. Parce qu'on vient de sortir d'un débat sur le libre-échange? Oui. Il faudrait peut-être se rappeler pourquoi le Canada a été créé pour se rendre compte que le Canada a été créé

parce qu'il y a eu une attitude protectionniste des Américains dans les années 1850 et qu'il a fallu, à un moment donné, trouver un marché pour les industries naissantes dans le sud de l'Ontario qui était déjà, à ce moment-là, à cause des capitaux anglais, plus avancé que le Québec. Et il a fallu fédérer les colonies britanniques au nord du 45e parallèle pour donner un marché à ces industriels montants de l'Ontario qui bénéficiaient des capitaux - alors que nous n'en bénéficions pas à l'époque - pour qu'à un moment donné on puisse régler le problème de cette industrie montante qui ne pouvait plus avoir accès au marché américain qui avait, à ce moment-là, des élans de protectionnisme comme on en a connu récemment et comme on craignait d'en connaître d'autres.

Si on veut faire le débat sur l'indépendance du Québec et sur les raisons pour lesquelles on a fait ce débat, il y a quelques années, sur les raisons pour lesquelles on pense que ce débat n'a pas été réglé, je veux bien, mais, dans ce contexte-là, il faudrait qu'on fasse le débat avec des gens qui savent de quoi ils parlent, qui patient des bonnes choses et qui font les comparaisons et les évaluations en conséquence. Si on veut faire ce débat-là à l'occasion d'une motion où on pose la question importante au gouvernement en termes de crédibilité publique, de responsabilité publique, vous qui vous êtes fait élire, entre autres, en utilisant beaucoup le **truc** classique des promesses électorales faciles auprès d'une clientèle qui avait ses insatisfactions, notamment parce qu'on sortait d'une crise économique qui nous avait frappés durement et qui avait, entre autres, frappé beaucoup les jeunes, voilà l'enjeu du débat de cet après-midi, M. le député. Comment se fait-il qu'après avoir fait des promesses électorales inconsidérées aux jeunes, leur avoir fait miroiter un certain nombre de paradis artificiels et faciles, on se retrouve trois ans après encore en attente de la marchandise qui avait été promise? C'est ça la discussion de cet après-midi. C'est ça qui a été posé comme question par le chef de l'Opposition. C'est à ça que vous n'avez pas répondu d'aucune façon dans votre intervention.

Le chef de l'Opposition n'a pas dit que le gouvernement qui est devant nous ne s'occupe pas d'un certain nombre de dossiers à l'égard des jeunes. La plupart des mesures dont a parlé le député sont des mesures qui existaient avant qu'il n'arrive comme député, avant que son parti prenne le pouvoir. Plusieurs des mesures dont il parle ont été présentées par le gouvernement précédent et ont été maintenues et bonifiées parce que c'est le travail de n'importe quel gouvernement qui succède à une autre équipe de réévaluer, de bonifier, de faire les corrections qui s'imposent. Mais je vais vous dire qu'il n'y a pas grand trouvailles du siècle qui se sont faites depuis trois ans. Il n'y a pas de trouvailles extraordinaires qui ont permis à un moment donné de mettre en place des programmes

tellement innovateurs auxquels personne n'avait pensé. Non. On l'a fait dans bien des domaines, mais, entre autres, dans le secteur auquel vous vous êtes intéressé tantôt: les Jeunes entrepreneurs.

(17 h 10)

Vous avez fait un travail intéressant, sauf que c'était un travail de bonification de mesures mises en place depuis plusieurs années, qui avaient pris leur **envol** il y a plusieurs années et qui avaient porté leurs fruits durant la crise économique notamment. Ce n'est pas ce dont on parle aujourd'hui; c'est ça le problème. On ne parle pas de l'ensemble des programmes gouvernementaux qui s'adressent aux jeunes, on parle des promesses que vous avez faites et que vous n'avez pas tenues. On parle de la situation des jeunes qui sont confrontés à la pauvreté et à la misère, auxquelles vous ne vous êtes pas encore vraiment attardés et attaqués. On **parle** de la situation des organismes dont la mission est de venir en aide aux jeunes les plus en difficulté dans notre société et qui se trouvent étranglés par la situation financière et par les coupures budgétaires que vous avez faites pour vous montrer populaires, bons gestionnaires des fonds **publics**, et qui paient la note parce qu'ils n'ont pas les moyens de faire leur travail. C'est de cela qu'on parle cet après-midi.

Dans ce sens-là, Mme la Présidente, c'est de cela qu'on voudrait entendre parler, non pas d'une opération de pétage de bretelles de la part des députés libéraux pour nous dire qu'ils font leur travail auprès des jeunes, qu'ils ont des programmes, que le ministère de ci et le ministère de ça a tel ou tel programme pour les jeunes. Ça, on le sait parce que, dans bien des cas, ce sont des programmes qui existaient. Dans d'autres cas, c'est votre responsabilité, et ne vous attendez pas qu'on vous félicite chaque fois. Vous avez la responsabilité de faire en sorte que, oui, des innovations ou des choses additionnelles s'ajoutent. Mais votre responsabilité fondamentale, c'est d'abord et avant tout de vous attaquer aux problèmes les plus importants. Votre responsabilité fondamentale, c'est aussi de donner le résultat des promesses que vous avez faites aux jeunes. Ça, c'est votre responsabilité parce que, au bout du compte, c'est la responsabilité de l'ensemble de la classe politique qui est en cause.

Le chef de l'Opposition avait raison tantôt, et je l'ai signalé à plusieurs reprises depuis trois ans. Comment peut-on obtenir de la crédibilité auprès des citoyens et des citoyennes, comment **peut-on** avoir du respect de la part des citoyens et des citoyennes, comment **peut-on** revaloriser la fonction parlementaire et la démocratie, si, chaque fois qu'on est en campagne électorale, on fait des promesses inconsidérées et qu'on a le cynisme, ensuite, non seulement de ne pas les tenir, mais de dire aux citoyens: Écoutez, il y a un discours qu'on tient avant les élections et un autre après. C'est évident que la politique étant

l'art du possible, on se retrouve souvent confrontés à ne pas toujours être capables de respecter totalement les engagements qu'on fait. Mais, dans ce contexte-là, on a l'obligation de dire pourquoi on ne peut pas respecter tel ou tel engagement. Et on doit avoir l'honnêteté de ne pas tenter de faire croire aux gens qu'on remplit ses engagements, alors que ce n'est pas exact.

Si on prend l'exemple des assistés sociaux, ce qui est choquant de la part du gouvernement actuel, c'est que, plutôt que de reconnaître qu'on n'a pas livré la marchandise, plutôt que de reconnaître qu'on a changé d'idée en cours de route, plutôt que de reconnaître qu'on a exagéré lors des discours électoraux et pré-électoraux, on tente aujourd'hui de faire croire aux gens qu'on leur donne ce qu'on leur avait promis, alors que, de toute évidence, ce n'est pas le cas. C'est ce qui est choquant et inacceptable de la part du gouvernement. Ce n'est pas que le gouvernement ait, à un moment donné, révisé ses devoirs, regardé la situation de plus près et considéré que, finalement, il ne peut pas tout faire, comme il avait dit qu'il ferait. Mais il faut au moins avoir l'honnêteté de le dire et pas prétendre qu'on le fait, alors qu'on ne le fait pas, pas essayer de faire accroire aux gens qu'on livre la marchandise, alors qu'on ne la livre pas, pas essayer de faire accroire aux étudiants qu'on leur donne ce qu'on leur avait promis, alors qu'on fait le contraire. Alors qu'on leur avait dit qu'on améliorerait leur situation, on les endette encore plus.

Voilà ce qui se passe, Mme la Présidente, et c'est ce qu'on veut dénoncer aujourd'hui. On ne veut pas dire que rien ne se fait à l'égard des jeunes. Ce qu'on dit, c'est qu'il y a des choses importantes que vous ne faites pas. Par exemple, ce que vous ne faites pas, c'est utiliser la situation budgétaire du gouvernement qui est plus avantageuse, non pas à cause de vos efforts d'abord et avant tout, mais à cause de la situation économique meilleure, qui fait en sorte que le gouvernement a des rentrées d'argent plus importantes. Dans ce contexte-là - on avait le même genre de débat ce matin dans le dossier de l'environnement - est-ce que, dans notre société, il y a un certain nombre de questions et de problèmes qu'on considère importants et urgents? Est-ce que la question environnementale en est une, oui ou non? Est-ce que la situation de pauvreté d'une partie importante de la population du Québec et, en particulier, d'un certain nombre de jeunes est grave ou non? Quelle est la responsabilité de ceux qui ont le pouvoir de décision dans la société si ce n'est de répondre à ces besoins? Est-ce qu'on fait notre travail comme gouvernants quand on préfère utiliser la voie facile de diminuer les taxes et les impôts pour se faire applaudir plutôt que de répondre aux besoins urgents de la société? Est-ce qu'on vous a élus et qu'on vous a donné la responsabilité de diriger le Québec uniquement pour maintenir votre cote de popularité? Est-ce que

c'est ça finalement la responsabilité publique d'un gouvernement de ne se préoccuper que de sa popularité et du maintien de sa popularité ou si ce n'est pas d'assumer ses responsabilités, ce qui n'est pas facile, c'est-à-dire à des moments donnés, oui, de prendre des actions impopulaires, oui, de faire des augmentations de taxes ou d'impôts, oui, de ne pas diminuer les taxes et les impôts pour pouvoir avoir une marge de manœuvre budgétaire pour intervenir là où il le faut?

Mais quand on n'intervient pas là où il le faut et qu'on a le culot de venir réduire les taxes et les impôts des gens en leur disant: Écoutez, ça c'est bien important, mais je pense, Mme la Présidente, qu'on n'a pas compris sa responsabilité sociale, qu'on n'a pas compris sa responsabilité politique, qu'on passe complètement à côté de la "track" et que finalement on se prépare, comme société, comme gouvernement et comme parti, des lendemains qui ne sont pas très roses. Vous avez la responsabilité, parce que c'est vous qui êtes à la tête de l'État québécois depuis trois ans, de faire en sorte que pour les problèmes importants de notre société on apporte des solutions, on dégage des moyens et des ressources pour s'attaquer à ces solutions.

Ce n'est pas normal, dans le contexte où on se trouve, qu'on trouve encore des jeunes sans-abri au Québec, qu'on trouve encore des organismes communautaires qui crient famine au gouvernement. Ce n'est pas normal que la ministre de la Santé et des Services sociaux nous réponde comme elle l'a fait à la période de questions cet après-midi: Je n'ai pas plus d'argent à ce moment-ci; j'en aurai peut-être dans quelques mois. Attendons. Ce n'est pas normal. Ce n'est pas normal de voir autant de jeunes qui sont actuellement sans moyens financiers, sans ressources. Ce n'est pas normal et acceptable de voir autant de problèmes sociaux, de problèmes d'intégration dans notre société non résolus parce qu'on a le prétexte ou la réponse gouvernementale de dire: On n'a pas les moyens.

J'accepte qu'un gouvernement me dise qu'il n'a pas les moyens quand c'est évident qu'il n'a pas les moyens, quand ça ne fait aucun doute qu'il n'a pas les moyens, quand déjà il a serré la vis au maximum et qu'il a demandé un effort financier important aux contribuables. Mais est-ce que c'est le cas, Mme la Présidente? Est-ce vraiment le cas? Ce n'est pas le cas. Le gouvernement qui est devant nous a choisi la solution facile. À première vue, bien des gens s'en sont contentés parce qu'ils ne sont pas dans la misère. Les gens qui ont applaudi le dernier budget du gouvernement, tous ceux qui ont applaudi ne sont pas des gens dans la misère, ce ne sont pas des gens qui ont des problèmes énormes. D'une certaine façon, le réflexe normal est de dire: Finalement si le gouvernement vient en chercher moins dans mes poches, tant mieux! Finalement, c'est un bon gouvernement. Mais, dans ce contexte, on vit en société. On n'est pas une agglomération ou une accumulation d'in-

dividus sans lien les uns avec les autres. On vit dans une société où il y a des rapports entre les individus, des relations entre les individus et des liens de solidarité qui doivent s'établir. Dans cette société, quand il y a des problèmes, on est tous solidaires les uns par rapport aux autres. Quand, collectivement, on ne se permet pas le moyen de dégager ce qu'il faut dégager comme ressources pour s'attaquer aux problèmes fondamentaux, on ne fait pas ce qui doit être fait. Quand, en plus, on a le culot de faire accroire aux gens qu'on remplit ses engagements électoraux alors qu'on fait le contraire, Mme la Présidente, il y a quelque chose de moralement dévalué, d'inacceptable, de pernicieux. C'est ça qu'on dénonce cet après-midi.

Ce qu'on espère, c'est d'entendre des députés, et surtout d'entendre éventuellement le chef du gouvernement nous dire pourquoi il n'a pas respecté ses engagements. Pourquoi, alors qu'il a les moyens de le faire, ne **livre-t-il** pas la marchandise? Pourquoi ne **s'attaque-t-il** pas à un certain nombre de problèmes urgents? Je veux bien qu'il y ait des priorités dans l'appareil gouvernemental. Cela fait douze ans que je siége à l'Assemblée nationale et je sais comment ça fonctionne. C'est évident qu'on ne peut pas tout faire en même temps. Sauf que, justement parce qu'il faut choisir entre un certain nombre d'actions à poser, quand on fait les choix, quand on ordonne les actions à faire et à ne pas faire dans l'immédiat, c'est là finalement que l'on évalue le potentiel, la capacité et la valeur des gens qui nous dirigent.

(17 h 20)

Diriger un bateau sur une mer tranquille, ce n'est pas très glorieux. Or, il n'y a pas beaucoup de gloire à retirer actuellement de la situation économique et à voir des députés se vanter de ce que le gouvernement ait rétabli une situation économique où ils n'ont aucune responsabilité. Cette situation économique, elle est mondiale, elle va bien dans bien des pays occidentaux, actuellement. Tant mieux pour nous. Tant mieux pour le Québec.

Dans ce contexte, là, où maintenant on doit évaluer au mérite la valeur des gens qui nous dirigent, comment se comportent-ils à l'égard des problèmes importants qui se posent dans notre société, à l'égard des problèmes d'intégration sociale et économique de nos jeunes et, en particulier, de ceux qui sont les plus "poqués", de ceux qui sont le plus en difficulté, de ceux qui sont les plus miséreux? Comment se comportent-ils face à ces problèmes? Comment se comportent-ils, également, face au - comment pourrais-je dire? - mandat qu'on a de responsabiliser les gens, de faire en sorte qu'ils deviennent des partenaires dans notre société, que déjà, assez tôt on les habitue à prendre des responsabilités? Comment se comportent-ils?

On constate, Mme la Présidente, que finalement, à l'égard de ces deux grandes questions que sont les problèmes d'intégration

sociale et économique que vivent les jeunes et, en particulier, une catégorie de jeunes depuis longtemps dans la misère et les problèmes de responsabilisation, le gouvernement fait peu de choses alors qu'il a les moyens d'en faire. C'est ça qui, en fin de compte, doit être pris en considération, Mme la Présidente. C'est fondamentalement et essentiellement ça, la motion, cet après-midi. On n'a pas fait une motion catalogue sur l'ensemble de la politique gouvernementale à l'égard des jeunes. On aurait pu le faire pour reprocher au gouvernement de ne pas avoir de politique intégrée, globale de la jeunesse. On aurait pu finalement reprocher au premier ministre, qui est en fait le ministre de la jeunesse, de ne pas s'occuper de son dossier parce qu'il n'a pas le temps.

J'ai déjà fait le même reproche, quand j'étais de l'autre côté de l'Assemblée nationale, au premier ministre de l'époque, et c'était mon chef. Je lui avais dit: Je ne pense pas qu'on fasse une bonne chose en laissant le premier ministre responsable des dossiers jeunesse parce que le premier ministre n'a pas le temps de s'occuper de ça. Le constat qu'on fait, c'est le même aujourd'hui. Les premiers ministres, dans des dossiers sectoriels ne sont généralement pas les meilleurs ministres parce qu'ils n'ont pas le temps. Ce n'est pas un blâme. N'importe quel premier ministre... Et je regarde le député de Marquette qui le sait très bien. Lorsqu'il était de ce côté-ci de l'Assemblée nationale, il tenait le même discours que moi parce qu'il avait cette responsabilité et il avait raison.

C'est ça le problème. On n'a pas soulevé ça comme problème aujourd'hui. On demande au premier ministre, d'abord et avant tout, de nous expliquer pourquoi il ne respecte pas ses engagements électoraux alors qu'il a le moyen de le faire? Pourquoi fait-il croire aux gens qu'il livre la marchandise alors qu'il fait le contraire? Et pourquoi **va-t-il** dire sur les ondes de la radio, que, finalement, avant les élections, on tient un discours, et qu'après les élections, on en tient un autre? **Considère-t-il** qu'il s'aide? **Considère-t-il** qu'il nous aide tous comme députés? **Considère-t-il** qu'il valorise la fonction parlementaire et **considère-t-il**, lui, comme chef de l'État que les citoyens vont avoir plus de respect à l'égard des hommes et des femmes politiques? Est-ce que c'est ça? C'est à cela qu'on voudrait avoir une réponse, Mme la Présidente, cet après-midi?

Si un député, n'importe lequel, veut faire un débat sur l'indépendance, alors qu'il pose une question, qu'il présente une motion et je vais vous dire qu'on le fera le débat sur l'indépendance. Entre-temps, ce n'est pas de ça qu'on a parlé. N'essayons pas de faire peur. Voyez-vous, une chose a peut-être évolué d'une façon intéressante depuis 1980. Moi, c'est un peu l'espoir que j'ai quand je regarde le résultat de lundi. Les Québécois sont moins "pognés" dans des situations de peur. Ils se laissent peut-être moins

manipuler par les campagnes de peur du genre de celles que plusieurs collègues du député de Roberval ont faites pendant la campagne fédérale. Peut-être que, finalement, ce même genre de discours faits par les mêmes personnes, il y a huit ans, "pogneraient" moins aujourd'hui.

Ce n'est pas le débat d'aujourd'hui. Répondez aux questions qu'on vous a posées et, déjà, on va peut-être avoir une vision plus intéressante de ce qui nous attend à l'avenir. Merci, Mme la Présidente.

La Vice-Présidente: Merci, M. le député de Verchères. M. le député de Sainte-Anne.

M. Maximilien Polak

M. Polak: Merci, Mme la Présidente. Quand j'ai vu et lu la motion de l'Opposition... Je suis content de noter qu'il y a encore au moins un député, ici, le député de Verchères. J'espère qu'il restera parce qu'il peut apprendre quelque chose de ce qu'on a à dire.

Ils nous disent qu'on n'a pas respecté nos engagements électoraux à l'égard des jeunes. Quand j'ai lu ça, j'ai tout suite appelé au bureau de notre whip en chef et j'ai dit: Est-ce que, s'il vous plaît, je peux intervenir? J'ai travaillé, depuis un an et demi ou deux ans, à un dossier en particulier qui s'appelle le dossier de l'aide sociale; c'est un dossier qui touche beaucoup les jeunes. Je n'aime pas me faire dire des choses qui ne sont pas vraies, me faire accuser faussement. C'est ça que les péquistes font dans cette motion, quand ils nous disent qu'on n'a pas tenu nos engagements électoraux. On les a tenus et vous le savez très bien.

Quand le député de Verchères disait tout à l'heure - et je le cite: "Vous, vous ne faites pas les choses importantes", s'il vous plaît, M. le député de Verchères! J'étais ici dans l'Opposition quand vous, vous étiez au gouvernement et on vous a critiqués; nous l'avons toujours fait d'une manière positive. C'est pour ça qu'on a été élus. Vous, vous n'êtes capable de critiquer que d'une manière négative. Vous n'êtes que capable de dire: Vous n'avez pas tenu vos engagements. Vous en savez mieux que ça. À la fin, quand il n'a plus rien à dire, il commence à parler encore de la peur, du séparatisme, etc. S'il vous plaît, soyez donc moderne, soyez donc un homme des années 1990. Réalisez une chose une fois pour toutes, c'est que nous avons livré la marchandise, on est en train de le faire.

Savez-vous, Mme la Présidente, ce qu'on paie maintenant, régime péquiste... On va parler de l'aide sociale et de votre politique vis-à-vis des jeunes et de la nôtre. Savez-vous que les jeunes reçoivent aujourd'hui - c'est encore une de leurs politiques et qu'on est en train de changer - 178 \$ par mois, tandis que nous, avec ce qu'on suggère maintenant avec notre projet sur l'aide sociale, cela va être augmenté à un montant de 420 \$ par mois. Savez-vous ce que

les péquistes faisaient? Ils avaient une politique bien simple: On va laisser le salaire minimum gelé; depuis le 1er octobre 1981, le salaire minimum était gelé, mais ils ont augmenté l'aide sociale de 35 %, de sorte qu'à la fin de leur régime, Mme la Présidente, c'était plus payant d'être sur l'aide sociale que de travailler. Les statistiques, les chiffres sont là. Vous pouvez le croire.

Nous, nous avons dit: Il faut mettre fin à ça. Il faut respecter l'être humain individuellement et ne pas créer un état de dépendance permanente totale comme vous aviez fait de votre temps. Vous êtes capable de... Ces pauvres gens sont dans un cercle vicieux, mais nous nous allons le briser, M. le député de Verchères et les péquistes. On va vous le montrer.

Des voix: Bravo!

M. Polak: Il y a tout de même des statistiques qui comptent, il faut le dire. En décembre 1985, sous votre régime, il y avait 113 607 jeunes de moins de 30 ans aptes au travail; ils étaient sur l'aide sociale. Au mois de juin 1988, les dernières statistiques qu'on a, on a réduit - notre gouvernement, le gouvernement de M. Bourassa - cela à 72 604. C'est encore 72 604 de trop, c'est vrai, mais on l'a réduit de 36 % et on va continuer de le faire.

Nous, nous allons donner la parité. Pour nous, c'est bien simple, sur le plan moral, on l'a toujours dit: Cela n'a pas de bon sens que quelqu'un, à l'âge de 29 ans et 364 jours, doive encore vivre de 176 \$ et, à l'âge de 30 ans, les péquistes disent "là, vous allez recevoir plus, vous êtes un vrai adulte". Mais pas pour nous, un vrai adulte commence à l'âge de 18 ans et non pas à 30 ans.

J'étais membre de cette commission - c'est pour ça que je suis excité et que je voulais participer à ce débat - j'y ai travaillé pendant un an, un an et demi ou deux ans... À la commission des affaires sociales, on a étudié ce programme de l'aide sociale présenté par notre gouvernement et jamais par le vôtre. Savez-vous, on a travaillé là-dessus. Nous, comme députés, nous avons pris une part très active, un rôle très actif à cette commission. On a fait changer la loi. On a aidé notre gouvernement et nos ministres. Cela a été commencé par l'ancien ministre qui est maintenant le ministre des Affaires municipales. Je me rappelle très bien, il y avait, par exemple, la contribution au logement. Dans le premier projet, il était prévu une somme de 100 \$. Après nos discussions, nous avons convaincu le ministre et, par la suite, cela a été porté à 85 \$. Maintenant, il y a un autre ministre, on travaille avec lui et ça va très bien. On a eu des rencontres. On a travaillé jour et nuit, les membres de la commission, pour améliorer le projet, non pas pour faire une critique négative comme vous le faites parce que vous dites "Ah, le petit changement, il n'y a rien là,

cela ne compte pas*. C'est toujours timide pour vous, ce n'est jamais rien, mais pour nous, c'est important quand on parle des assistés sociaux, des jeunes et de ce qu'on fait pour eux.
(17 h 30)

Dans le projet original, on avait prévu qu'il y aurait une contribution alimentaire parentale de 100 \$ par mois, et, nous, les membres de commission nous étions là. Pendant des mois nous avons écouté des gens qui sont venus témoigner devant nous, des regroupements d'assistés sociaux et des organismes intéressés, et, nous, nous venons de comtés où il y a aussi des assistés sociaux. Et, M. le député de Verchères, savez-vous qu'on n'a pas besoin des péquistes pour avoir une conscience sociale. Nous, dans notre parti, nous avons une conscience sociale. Nous sommes en train de faire un virage social et cela va merveilleusement bien. Je suis fier du projet de loi qui est présenté et de notre politique vis-à-vis des jeunes. Nous avons produit des résultats.

Savez-vous ce qui arrive? Nous avons eu des discussions. Nous avons travaillé jour et nuit. Nous avons rencontré le ministre qui présente ce projet de loi. On a même eu des rencontres. On ne vous a pas demandé votre permission. On a rencontré le président du Conseil du trésor, on a rencontré le ministre des Finances et on a même eu une rencontre avec le premier ministre parce qu'on a fait notre job. Cela ne vaut pas ne pas écouter, critiquer et être négatifs. Non, on a travaillé et vous le savez. C'est difficile pour des ministériels de travailler en dedans du groupe et obtenir des changements. On les a obtenus et nous sommes fiers. On a dit: Nous, on trouve cela difficile à accepter qu'une famille d'assistés sociaux soit, moi, j'ai appelé cela, pénalisée de 100 \$ par mois avec la contribution parentale. Et hier - c'est pour cela que je suis fier d'intervenir dans ce débat - le ministre a présenté ses amendements. Un des amendements majeurs: il n'y aura plus de contribution parentale pour les familles d'assistés sociaux. C'est aboli. C'est un gain positif. Au lieu de nous féliciter, M. le député de Verchères, au lieu de dire: On vous remercie au nom des assistés sociaux de mon comté de Verchères, je vous remercie de ce que vous avez fait, vous êtes là pour dire: Vous ne faites rien, vous ne respectez pas vos engagements. S'il vous plaît!

Des voix: Bravo!

M. Polak: Savez-vous comment on a obtenu cela? Je me rappelle très bien. Nous, on est un Parti libéral très actif. On parle des jeunes. Il y en a des jeunes au Parti libéral. On a eu une rencontre ici à Québec même, je me rappelle très bien, en session intensive au mois de juin, avec la présidente, une jeune femme très capable et très compétente. Elle s'appelle Marie Gendron. On a eu une rencontre, nous les députés et, pendant des heures et des heures, on a parlé sur

cela. Ensemble avec nos jeunes nous - moi, les vieux, parce que j'appartiens à cette génération-là - avons présenté devant notre conseil général au mois de juin une résolution qui a été acceptée unanimement dont je vous lis le texte: "Que la contribution alimentaire parentale soit réévaluée afin qu'elle ne pénalise pas les plus démunis de notre société."

Nous sommes allés devant tout le Parti libéral du Québec, de tous les comtés, de toute la province de Québec, et nous les avons convaincus unanimement. Et nous avons accepté cela comme parti politique. Hier, on a vu le résultat. Le gouvernement a dit: Voici, on l'abolit. Ça, c'est un gain, un gros gain, M. le député de Verchères.

Mme la Présidente, je parlais tout à l'heure du partage du logement. Nous, de notre formation, nous avons dit: Aussi longtemps qu'une personne qui est bénéficiaire de l'aide sociale doit payer pour son loyer des montants de 40 %, et même 50 % de temps en temps, de leur chèque pour se loger, cela ne tient pas debout, ce n'est pas normal, ce n'est pas acceptable. J'en ai des cas comme cela, à Pointe-Saint-Charles, et les autres députés de la commission aussi. Le député de Notre-Dame-de-Grâce a des cas comme cela. Le député de Taschereau qui est très actif dans ce dossier, parce que lui il connaît ce dossier, il connaît cela beaucoup mieux que vous autres ensemble, c'est lui qui est notre exemple. On a travaillé là-dessus. Le député de Laporte, il connaît ce dossier dans l'est de Montréal. Mme la Présidente, c'est intéressant, il y a un député qui vient tout de même d'une région où il n'y a peut-être pas tellement d'assistés sociaux, le député de Fabre; il était avec nous savez-vous pourquoi? Parce qu'il dit, moi, je suis avec vous là-dedans, je suis avec le Parti libéral du Québec là-dedans, je suis un gars de virage social. C'était merveilleux de travailler avec une équipe comme cela. Nous étions tous là-dedans. À un moment donné, ils ont dit: J'ai vu dans les journaux après les nominations: Bourbeau, pas possible, cela va être impossible de vivre avec cet homme-là dans l'aide sociale, qu'est-ce qu'il connaît là-dedans? Savez-vous je suis fier de ce ministre. On a constaté d'abord qu'il apprend très vite, et il connaît le dossier de l'aide sociale et des jeunes. Il a présenté ses amendements et on le félicite publiquement comme parti politique et comme députation pour ce qu'il a fait: de gros changements.

Des voix: Bravo!

M. Polak: Qu'est-ce qu'il fait? Je vous parle justement du dossier du partage du logement. Il a réalisé, quand on a fait le point et qu'on a dit: Cela va être difficile, comment ces gens peuvent-ils vivre et acheter les choses essentielles à la vie, pour l'alimentation, quand ils doivent payer 40 % à 50 % de leur chèque pour le logement?

M. le député de Verchères, voici le programme. Vous avez dû recevoir la communication à votre bureau sans doute. Nous sommes venus maintenant avec un programme, une allocation-logement. 51 000 familles, dont 45 000 sont monoparentales soit 70 %, qui sont maintenant bénéficiaires de l'aide sociale ainsi que 6000 familles de travailleurs à faible revenu. On a pensé non seulement à ceux qui retirent de l'aide sociale, mais aussi à ceux qui ont de faibles revenus, à ceux qui sont très près de ce barème. Ces 51 000 familles québécoises sont surtout des jeunes familles monoparentales. On parle des jeunes, M. le député de Verchères, on ne parle pas de l'indépendance ici, ni de tordre les bras et de faire des menaces. On parle de quelque chose de beau et de positif. Ces familles vont bénéficier de ce qu'on appelle une allocation-logement. Mme la Présidente, je vous explique en quelques mots parce que vous avez tellement de projets de loi, que vous n'êtes peut-être pas au courant de tout. Je vous explique très rapidement.

Ce qui arrive, c'est qu'on dit: Il y a un plancher de loyer. La personne doit payer jusqu'à un certain plancher, c'est à elle de prendre cela. Mais d'un plancher jusqu'à un certain plafond, nous allons payer une allocation, 75 % de la différence. On va dire: On ne veut pas que vous, madame, et vous, monsieur l'assisté social, vous soyez forcé de manger tout votre argent en loyer. Il faut quand même qu'il reste de l'argent pour la nourriture et les autres choses essentielles à la vie. Comme cela, on évite les problèmes psychologiques et psychiatriques, le suicide, etc. C'est un beau programme. Un journaliste m'a demandé: Combien cela coûte-t-il, le savez-vous? J'ai répondu: Je m'en fiche combien cela coûte, c'est au gouvernement de dire combien cela coûte. Je veux vendre le principe, et le principe a été accepté hier dans l'amendement du ministre et nous sommes fiers de ce programme. C'est un programme merveilleux et il va bénéficier aux Québécois et aux Québécoises.

Mme la Présidente, j'étais ici quand le chef de l'Opposition a parlé. J'ai pensé qu'il parlerait de cette aide sociale. Malheureusement, il n'en a pas trop dit et je ne peux pas trop lui répondre. Tout à l'heure, il a dit: Ah! Aujourd'hui, le Conseil permanent de la jeunesse a donné une conférence de presse, c'est une création du gouvernement et on critiquait le gouvernement. Il faut bien comprendre, bien interpréter la documentation et la conférence de presse. Ce matin, j'ai lu le communiqué de ce Conseil permanent de la jeunesse. Savez-vous ce que ces gens critiquaient? Ils disaient: Nous ne sommes pas d'accord avec deux points très importants: la contribution parentale et le partage du logement. Mais ils ne savaient pas... Hier, quand on a eu le communiqué de presse, le ministre n'avait pas encore parlé. Le ministre a déjà réglé tes deux problèmes. Ces deux problèmes, qui étaient aussi nos problèmes, ont été réglés dans les amende-

ments.

Mme la Présidente, quand les péquistes disent: Vous n'en faites pas assez, vous ne faites rien, vous ne tenez pas vos engagements vis-à-vis des jeunes, je dis: Ce n'est pas vrai. Je ne veux pas dire que c'est un mensonge mais je vais vous dire une chose, Mme la Présidente, c'est dur à accepter, quand on a travaillé tellement fort sur un programme, de se faire dire de telles choses, des généralités.

Je vais vous donner un exemple. Il y a aussi une obligation de la part des jeunes eux-mêmes. Dans mon comté, il y a un centre d'accueil. Le directeur général m'a appelé cet été. Voici ce qui est arrivé. Il y avait cinq postes ouverts dans le programme de travaux communautaires. Cela voulait dire un emploi dans le domaine du loisir et quatre dans l'entretien ménager lourd. Par erreur, il a placé une annonce dans le journal sans dire que cela s'appliquait seulement aux jeunes de moins de 30 ans. Savez-vous ce qui est arrivé à la suite de cette annonce? Il n'y a pas un jeune qui est venu, mais quinze personnes de plus de 30 ans sont venues, qui voulaient avoir ce job, qui voulaient faire ces travaux communautaires pour se remettre sur le chemin de l'emploi.

J'en ai parlé avec notre ministre aussi. Je suis content de savoir d'abord que dans le projet de loi qu'on présente il n'y a plus de distinction. Il n'y a aucune distinction d'âge, tout le monde peut participer à ce programme. Cela démontre une chose. Cela démontre que ces jeunes ont tout de même une obligation. Ils ont l'obligation de dire: Voici, le gouvernement offre des programmes, par exemple des travaux communautaires, qui peuvent nous remettre sur le chemin de l'emploi. Ils doivent accepter et participer. Et ils peuvent avoir confiance parce que nous, nous ne sommes pas comme les péquistes: Je ne blâme pas les jeunes qui ont perdu confiance au gouvernement péquiste auparavant. Ils étaient habitués à un système qui ne prévoyait d'aucune façon de briser ce cercle vicieux de l'aide sociale. (17 h 40)

Mme la Présidente, je sais qu'il y a un autre député qui va me suivre. Je crois beaucoup en ce système qu'on va partager honnêtement comme nous avons fait avec les jeunes.

Je voudrais parler de la formation professionnelle. C'est un autre dossier très, très important où on a fait un travail merveilleux. Je voudrais parler aussi... Il faut que je finisse. Quelques paroles, quelques paroles en anglais. Because, you know, I wanted to say something for the young Anglophones. Our young Anglophones also belong to the province of Québec. They are also Québécois like you and me and anybody else. And at the time of the "Péquistes", do you know what happened to the young Anglophones? They were educated. They were paid for their education by us, by the "collectivité québécoise". We paid for them and they took off. They went to Toronto. They went to Vancouver because it

was not possible to live under this regime any longer. That is what happened.

Do you know what happens now with the young Anglophones? They are here. They are participating. They are bilingual. They are Québécois like anybody else and they are young and we are happy that they are living here like anybody else. They no longer leave the province. They are staying here to build a better Québec for everybody. Merci beaucoup.

Des voix: Bravo!

La Vice-Présidente: Merci, M. le député de Sainte-Anne. M. le député d'Arthabaska. En vous disant, M. le député d'Arthabaska qu'il reste environ huit minutes à votre formation politique.

M. Laurier Gardner

M. Gardner: Merci, Mme la Présidente. Il faut avoir du culot pour présenter une motion sur le respect des engagements électoraux à l'égard des jeunes. L'Opposition a certes beaucoup de culot. C'est probablement la seule chose qu'elle possède en abondance.

Cette motion négative vient de gens qui ont déjà eu l'appui des jeunes. Rappelez-vous ces années 1976 à 1980 où il était mal vu dans les cégeps du Québec de se dire libéral, où il fallait être péquiste pour être "in", pour être bien dans sa peau de cégépien. Que s'est-il donc passé dans les cégeps pour qu'aujourd'hui on en soit venu, non pas au "sois libéral ou meurs" mais plutôt à une saine compétition entre de nombreux jeunes à tendance libérale et quelques péquistes? Que s'est-il donc passé? L'ancien gouvernement proposait le paradis en terre québécoise aux jeunes des années 1970. Le gouvernement actuel propose les meilleures conditions possible à la concrétisation des rêves des jeunes. Entre un rêve utopique, paradisiaque et un travail acharné à la concrétisation des rêves, les jeunes ont choisi. Ils ont quitté le Parti québécois. Ils sont avec nous dans l'édification d'un Québec fort au sein d'un Canada uni, au sein de l'Amérique du Nord.

Oh, le travail n'est pas toujours facile! Il faut être patient et user de diplomatie. C'est justement parce que c'est difficile que nous gardons les jeunes. C'est justement parce que nous leur offrons un défi d'adulte que nous avons toujours avec nous, après trois ans de pouvoir, ces jeunes adultes. Et nous comptons bien les garder, n'en déplaise aux péquistes, les garder avec nous parce qu'ils apportent à notre gouvernement l'enthousiasme et le dynamisme de la jeunesse. Ils nous apportent cette vie qui nous incite à toujours faire mieux et davantage.

Et nous comptons bien leur donner toutes les chances possibles pour qu'ils fassent de bonnes études, qu'ils se trouvent un emploi rémunérateur, qu'ils vivent une vie d'hommes et de femmes libres qui apporteront un apport

bénéfique à la société québécoise.

Dans les quelques minutes qui me sont allouées, j'aimerais vous parler de notre dossier jeunesse-éducation à cause de mes travaux en commission parlementaire de l'éducation. J'ajouterai notre dossier jeunesse-relève agricole à cause de la présence du secteur agricole dans le comté d'Arthabaska que j'ai le privilège de représenter à l'Assemblée nationale et je terminerai, si le temps me le permet, par quelques mots sur le dossier des maisons de jeunes.

Quand on parle du dossier de l'éducation, on ne parle désormais que de la réforme du régime des prêts et bourses. Un groupe de jeunes l'a d'ailleurs déclaré clairement dans la rue dernièrement. Vous me permettrez une remarque sur cette grève que j'ai qualifiée d'inutile et de prématurée et que je continue, à l'instar des jeunes du cégep de Victoriaville qui n'ont pas voulu embarquer dans ce mouvement de débrayage, à qualifier d'inutile et de prématurée. La réforme du régime des prêts et bourses a été annoncée par le ministre de l'Enseignement supérieur pour la fin de l'année. À la fin de décembre, les jeunes étudiants et étudiantes connaîtront les vues gouvernementales et ils pourront alors se prononcer. On peut donc prévoir un ensemble de mesures de bonification du régime des prêts et bourses déjà très libéral, le plus libéral en Amérique du Nord.

Nous admettons facilement que ce régime doit être amélioré. Il faut avoir été député pour connaître les anomalies du système puisque ce sont ces anomalies qui arrivent sur nos bureaux de député. Je ne serais pas surpris que, face à plusieurs changements exigeant une discussion plutôt longue avec tous les intervenants, le gouvernement puisse provoquer certaines modifications, probablement les plus urgentes, quitte à terminer la réforme par la suite. C'est d'ailleurs ce qu'on a fait depuis 1985.

Depuis notre venue au pouvoir à Québec, de façon ponctuelle, nous avons apporté certaines modifications qui coûtent, en 1988-1989, 20 000 000 \$ et qui touchent 113 000 étudiants et étudiantes. Rappelons ces modifications. Le 25 septembre 1986, le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Science, M. Claude Ryan, annonce une modification au régime des prêts et bourses qui permettra aux étudiants des régions périphériques de bénéficier d'un montant additionnel de 400 \$ dans le budget des dépenses admises pour les dépendants non résidents. En 1986-1987, 10 000 étudiants et étudiantes ont bénéficié de cette mesure représentant une aide supplémentaire de 3 900 000 \$. En 1987-1988, en raison de l'élargissement du nombre de régions désignées, 13 000 étudiants en ont bénéficié, ce qui représente un budget additionnel de 4 200 000 \$.

Le 3 novembre 1986, le ministère de l'Enseignement supérieur annonce officiellement l'admissibilité aux prêts et bourses des étudiants et étudiantes décidant d'entreprendre un deuxiè-

me baccalauréat. Le 21 avril 1988, afin d'encourager la performance scolaire, les revenus tirés des bourses d'excellence en excédent des premiers 500 \$ sont désormais comptabilisés à 50 % de leur valeur dans la contribution de l'étudiant plutôt qu'à 100 %. Cette mesure touchera plus de 1000 étudiants, leur procurant une aide additionnelle de près de 600 \$ en moyenne. Dans le but d'élargir l'accès aux prêts, la gradation des seuils d'admissibilité au régime permettra à 5000 nouveaux étudiants de bénéficier d'une aide sous forme de prêt d'une valeur de 1000 \$. Aider 113 000 étudiants et étudiantes sur les quelque 121 831 bénéficiaires du programme des prêts et bourses, voilà ce que nous avons fait. Ajouter 20 000 000 \$ sur un budget d'un peu plus de 200 000 000 \$, voilà ce que nous avons déjà fait.

Il nous reste d'autres bonifications. Nous le savons et nous nous y attardons. Étant de caractère optimiste, j'essaie de garder une certaine jeunesse de cœur; je suis confiant que, lorsque la réforme des prêts et bourses sera connue, les jeunes ne seront pas obligés de faire la grève.

Ce qui me plaisait grandement dans le programme électoral du Parti libéral du Québec, en 1985, c'était la partie réservée à la relève agricole, c'étaient surtout les mesures favorisant l'établissement des jeunes en agriculture. Dans un comté où l'agriculture est florissante, où les parents désirent que leurs enfants continuent ce qu'ils ont bâti de peine et de misère au lieu de vendre à un étranger, il était plaisant de suggérer une aide de 15 000 \$ au lieu de 8000 \$ comme subvention d'établissement aux jeunes et aux femmes de moins de 40 ans décidant d'exploiter une activité agricole.

En août 1986, la loi 71 entrait en vigueur. En 1987 et 1988, 1356 personnes ont bénéficié de cette subvention. De plus, avec la loi 46 adoptée en août dernier, en plus de la prime à l'établissement, on a réduit les taux d'intérêt pendant quatre ans sur des emprunts d'exploitation. Depuis août 1988, ces réductions sont doublées pour les jeunes agriculteurs qui possèdent une formation spécialisée en agriculture. Le gouvernement veut ainsi encourager les jeunes agriculteurs à acquérir une meilleure formation professionnelle. En septembre 1988, le ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation, M. Pagé, annonce qu'une somme de 12 300 000 \$ est ajoutée aux 17 700 000 \$ prévus en 1988-1989 pour le programme de prime à l'établissement en agriculture, portant ainsi le budget de ce programme à 30 000 000 \$ par année en 1988-1989. Imaginez! Le budget alloué à la relève agricole est passé de 4 700 000 \$ en 1985-1986 à 30 000 000 \$ en 1988-1989. Voilà du concret qui fait que nous avons toujours les jeunes avec nous.

J'aimerais ajouter quelques mots sur un autre dossier jeunesse, celui des maisons de jeunes. Pour avoir participé à ce comité minis-

tériel des maisons de jeunes, j'ai visité bon nombre d'entre elles, dont les quatre de mon comté, soit celles de Plessisville, Princeville, Victoriaville et Warwick. Dans un rapport soumis à la ministre de la Santé et des Services sociaux, j'ai pu soutenir que les maisons de jeunes jouent un rôle important qu'on doit préciser; deuxièmement, que les maisons de jeunes doivent recevoir un financement adéquat selon certains critères précis.

Loin de nous l'idée de remettre en question l'autonomie financière des organismes de jeunes. La motion de l'Opposition officielle demande au gouvernement de cesser de remettre en question l'autonomie des groupes de jeunes. Or, les subventions qui leur sont accordées, soit par les maisons de jeunes, l'hébergement jeunesse ou les organismes orienteurs qui sont tous membres du service de soutien aux organismes communautaires, secteur jeunesse, visent à les appuyer et non à les financer entièrement. Cela a toujours été la philosophie du programme. Même du temps du Parti québécois, imaginez!

De plus, si ces organismes étaient financés à 100 % par l'État, leur autonomie en serait menacée, mais tel n'est pas le cas. De façon générale, le ministère de la Santé et des Services sociaux est en train de développer des plans de financement stables pour les organismes communautaires. En 1985-1986, le budget des maisons de jeunes était de 5 084 500 \$. En 1988-1989, troisième année du gouvernement libéral, le budget des 148 maisons de jeunes est de 6 504 269 \$, une augmentation de 28 %. Encore du concret qui fait que nous avons toujours les jeunes avec nous.

Bien plus que ces mesures ponctuelles à l'Éducation, à l'Agriculture, à la Santé et aux Services sociaux et dans tous les autres domaines que mes collègues préciseront davantage, bien plus que ces mesures, c'est le climat général instauré par notre gouvernement depuis décembre 1985 qui maintient la confiance des jeunes à l'égard de notre gouvernement. La saine gestion des deniers publics a pour principal objectif d'abaisser la dette que les jeunes d'aujourd'hui auront à payer dans les années deux mille. La collaboration entre le gouvernement et l'entreprise privée crée un climat propice à l'emploi des jeunes. Résultat tangible: le taux de chômage chez les jeunes, qui était de 18 % en 1985, lorsque les péquistes ont quitté le pouvoir, est passé en septembre dernier à 11,5 %. Mais ce n'est pas fini. Ces chiffres révélateurs nous disent que nous avons bien entrepris notre démarche pour les jeunes. Ces chiffres révélateurs nous incitent à continuer. Les jeunes nous le demandent. Voilà pourquoi je voterai avec toute la vigueur possible contre la motion présentée par l'Opposition. Merci, Mme la Présidente.

La Vice-Présidente: Merci, M. le député d'Arthabaska. M. le leader adjoint du gouverne-

ment.

M. Lefebvre: Mme la Présidente, c'était la dernière intervention, l'intervention du député d'Arthabaska. Je fais motion pour ajourner les travaux à demain, jeudi, 14 heures.

La Vice-Présidente: Cette motion est-elle adoptée?

Des voix: Adopté.

La Vice-Présidente: Adopté. Donc, nous allons ajourner nos travaux à demain, 14 heures.

(Fin de la séance à 17 h 53)